

LE SHOW-BUSINESS, DE L'OR EN TUBES POUR LES INDUSTRIELS DU SPECTACLE

NOTRE DOSSIER PAGES 11 à 16

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 447 - 26 mars 1977 - prix : 3 F

Tramoni
la mort
d'un
homme
de main

p.24

LA GAUCHE A GAGNÉ DES MAIRIES MAIS QUE VONT GAGNER LES TRAVAILLEURS ?



AFRIQUE :

- une nouvelle guerre civile au Zaïre
- assassinat et dictature au Congo

p.6

INDE :

Desai
succède à Gandhi
la misère demeure

p.7

sommaire dans le monde

Page 6 :

— Afrique : Zaïre, Congo, Tunisie.

Page 7 :

— Inde : Indira Gandhi battue, les problèmes demeurent.

— Espagne : nouvelle police, vieilles méthodes.

— Portugal : Carvalho et Coutinho une nouvelle fois inculpés... pour l'exemple.

— Le Congrès National Palestinien dans l'impasse.

Page 8 :

— RFA : manifestations antinucléaires.

— Répression et opposition en URSS et Tchécoslovaquie.

Page 9 :

— Italie : le dilemme du PCI.

en France

Page 4 :

— Méfaits racistes.

— A propos des manifestations contre Sardou.

— Paris : 5.000 expulsions en attente.

Page 5 :

— Vers un retour à la proportionnelle ?

— La radio verte.

Page 10 :

— Au-delà des municipales, les révolutionnaires peuvent-ils agir ensemble ?

Page 17 :

— BNP : quand les banquiers montrent les dents.

— Le conflit du port de Dunkerque.

Page 18 :

— Chalampé (Haut-Rhin) : pollueurs en liberté.

— CAF (Paris-15^e) : c'est la pagaille.

— La vie dans les entreprises : Roussel-Uclaf (Romainville), Cram (Rouen), CEM (Le Bourget), Sofesa (Saint-Aubin-les-Elbeuf).

Page 19 :

— En lutte : Evangélistu (Moselle), Petitjean (Troyes), Bâtiment à Clermont-Ferrand, CHR de Besançon.

— PTT : silence, on tourne !

Page 20 :

— Les patrons et leurs méthodes : La Coutelle (près de Clermont), Paris-Rhône (Lyon), Thomson-CSF (Levallois), Alstom (Saint-Ouen).

— Bureaucrates syndicaux : Néogravure - Corbeil, CRAMP (Paris-19^e).

Page 24 :

— Tramoní, la mort d'un homme de main.

dossier

PAGES 11 A 16 :

LE SHOW-BUSINESS

— De l'or en tubes.

— Les rouages d'une industrie.

— La vie d'artiste : pas toujours la vie en rose.

— Pour que la fête commence.

culture et loisirs

Page 23 :

— Films : Network de Sydney Lumet ; Noua d'Abdelaziz Tolbi.

Page 21 :

— Livres : La tragédie du Négus de J.-M. Dambalin ; Le monument d'Elsa Triolet.

Page 22 :

— Le Mariage de Figaro à la Comédie-Française.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

courrier des lecteurs

DÉFENSE DE L'ÉCOLOGIE

Je lis depuis longtemps Lutte Ouvrière. J'apprécie votre antinationalisme et votre ouvriérisme — entendez votre méfiance bien légitime à l'égard de ceux qui, n'étant pas prolétaires eux-mêmes, prétendent parler au nom des prolétaires. J'ai voté pour Arlette Laguiller et c'est la seule fois que j'ai voté avec plaisir.

Mais je dois vous dire franchement que je ne vous approuve pas toujours. Je me bornerai aujourd'hui à vous dire que votre article « L'écologie, une protestation mais aussi une impasse » m'est resté en travers du gosier. (...)

Les écologistes ne prônent pas le retour au passé. Ce n'est pas de leur fait s'il n'y a d'exemple de société cherchant à vivre en harmonie avec la nature dont nous faisons partie, donc en harmonie avec l'homme, que dans le passé et les sociétés primitives. Ce sont des exemples à méditer mais pas à reconstituer.

Le marxisme, comme toute l'idéologie dominante depuis le judaïsme et le christianisme, affirme que l'homme est l'animal élu, qu'il a vocation à dominer la nature.

Moi, je pense que l'homme fait partie de la nature et donc qu'il ne peut dominer la nature sans dommage pour lui-même. Tout ce qu'on fait à la nature, on le fait aussi à l'homme. C'est au nom de la domination de la nature, pour organiser efficacement cette domination, qu'on a organisé la domination de l'homme par l'homme. Vous me faites rire avec votre dominateur qui limiterait sa domination. (...) Ne rien dominer, voilà ce qui rend libre.

Enfin je le dis fermement : nous sommes tous des pollueurs, à des titres très divers bien entendu et avec des degrés de responsabilité très divers. Celui qui abandonne quelques papiers gras ne pollue rien, car le papier et la graisse sont biodégradables. Celui qui utilise des détergents qui ne sont pas biodégradables a tort de ne pas utiliser du savon, par ignorance ou par paresse. Bien entendu, il ne tire aucun profit de ses pollutions, qui lui coûtent au contraire, et il est autant victime que « coupable ». Mais je ne peux admettre que l'on dise aux prolétaires que seuls les autres polluent. Encore une fois, je ne me trompe pas d'adversaire. PUK construit à trois pas de chez moi une usine de concentration de minerai d'uranium qui va horriblement polluer, comme tout ce que fait PUK, et il n'y aura aucune commune mesure entre les pollutions des prolétaires et celle de PUK. (...)

Je n'ignore pas que des esprits rétrogrades sont séduits par la critique que font les écologistes et qu'ils essayent de les tirer à eux. Mais je sais que les vrais écologistes ne tombent pas dans ce piège. (...)

Je termine. Je suis de tout cœur avec le prolétariat, car je suis fils de tout petits paysans (4 vaches) et ma femme est fille de paysan-ouvrier. Mais je ne voudrais pas que le prolétariat soit une prison, en ce sens que le prolétariat soit incapable de voir ce

qu'il y a de vrai hors de l'idéologie qui lui permet de vivre et de lutter dans la condition qu'on lui impose. Je crois que, si nous n'y prenons garde, nous sommes menacés d'une catastrophe qui nous atteindra tous, les prolétaires d'abord, comme d'habitude. Il ne s'agit pas d'une union sacrée contre la pollution. On ne peut pas s'unir avec les capitalistes ; on ne peut qu'être roulés par eux. Ils sont capables de gagner beaucoup

de fric en dépolluant. Il s'agit de prendre conscience d'un danger grave : la planète peut devenir inhabitable. Seul le prolétariat est révolutionnaire ; seul le prolétariat peut être vraiment écologique. Mais il faut alors cesser de parler de la domination de la nature. Il faut pour l'utiliser se soumettre à ses lois et cesser de la violenter.

Amicalement.

P.B., Champagnac.



Nous voulons bien admettre, avec notre lecteur, que nous sommes tous des pollueurs. Par certains côtés, c'est vrai. Mais comme il le reconnaît lui-même, il y a une différence considérable entre les industriels qui sacrifient le milieu naturel et le bien-être des hommes à la réalisation de leurs profits, et les travailleurs qui jettent par négligence mégots de cigarettes ou papiers gras par terre.

Tout d'abord, la pollution dont sont responsables les uns ou les autres n'est pas comparable dans ses effets. Mais surtout, la responsabilité respective des uns et des autres n'est pas à mettre sur le même plan.

La société est divisée en classes. L'une, la bourgeoisie, domine à l'échelle mondiale. C'est-à-dire que non seulement elle exploite les travailleurs mais, surtout, elle décide de ce qui se produit, où et comment, parce qu'elle possède et les capitaux et la force — le pouvoir organisé dans l'Etat.

La bourgeoisie est donc responsable de tous les méfaits de son système d'exploitation — dont la dégradation profonde du milieu naturel. Notre lecteur en convient et, comme il le dit lui-même, « il ne faut pas se tromper d'adversaire ».

Par contre, nous ne sommes pas d'accord avec lui quand il reproche au marxisme d'être une « idéologie » qui propose la domination de l'homme sur la nature.

Tout d'abord, le marxisme n'est pas une idéologie, comme le christianisme ou le judaïsme. Le marxisme est une science de l'évolution de la société. Et cela a son importance. Car, à ce titre, le marxisme n'a rien inventé et, entre autres, pas la domination de l'homme sur la nature, qui a commencé des centaines de milliers d'années avant que sa théorisation du processus de l'évolution sociale ne voie le jour. Le marxisme n'a jamais dit que l'Homme, avec un grand H, était l'Elu, avec un grand E. Il est simplement parti de la constatation — évidente — que

c'est l'homme et non la chauve-souris ou le raton-laveur qui a inventé le silex taillé, la roue en bois, puis l'ordinateur.

Le socialisme scientifique a simplement constaté la domination de l'homme sur la nature. Il en a mis en évidence les aspects positifs — le progrès scientifique et technique qui ouvre d'immenses possibilités à l'ensemble de l'espèce humaine — et les aspects négatifs — en particulier le fait qu'elle s'est imposée par des systèmes successifs d'exploitation de l'homme par l'homme, d'oppression et de destruction lente du milieu naturel. Tout ce que le marxisme affirme, à partir de faits sociaux dont il a découvert les lois, c'est que la contradiction peut et doit se résoudre par l'action consciente des travailleurs et la révolution socialiste.

Cela dit, quand nous disons que dans une autre société, socialiste, l'homme dominera la nature, cela ne veut pas dire qu'il la détruira ou la défigurera, comme elle l'est aujourd'hui. Simplement, conscients des lois de la nature, les hommes s'efforceront de les respecter et de concilier leur propre existence sociale avec la survie du monde naturel.

La domination, par l'homme, des phénomènes sociaux et naturels, ce n'est rien d'autre, pour nous, que cette conscience de leur nécessité. Et c'est la condition de la liberté.

St-Étienne

Réunion publique
LUTTE OUVRIERE

LE VENDREDI 1^{er} AVRIL
à la Bourse du Travail
à 20 h

« Après les municipales,
quelles perspectives pour
les travailleurs ».

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Royer les mentions inutiles.

La droite n'a que ce qu'elle mérite, la gauche a gagné des mairies, mais que vont gagner les travailleurs ?

AINSI, des dizaines et des dizaines de villes, qui jusque-là étaient aux mains de la droite, vont avoir désormais un maire socialiste ou communiste.

Cette poussée de la gauche traduit le mécontentement croissant de la classe ouvrière mais aussi de toutes les couches populaires. Elle traduit le fait que les travailleurs en ont ras-le-bol des Giscard, des Barre et des Chirac, et de tous ces politiciens de droite et de l'austérité qu'ils imposent aux couches les plus pauvres. Les travailleurs en ont ras-le-bol d'un régime qui leur fait payer la crise économique, alors que les bénéfices des grands capitalistes continuent à prospérer. Les travailleurs en ont ras-le-bol d'un gouvernement qui attribue des milliards de subvention à des trusts pour qu'ils continuent à licencier et à accroître encore le nombre de chômeurs.

L'année prochaine, en 1978, après les prochaines élections législatives, la gauche sera peut-être au gouvernement. Pour des millions de travailleurs, cet espoir a été encore ranimé par les résultats des municipales.

Les révolutionnaires — dont Lutte Ouvrière — qui ont présenté les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » sont pour qu'elle y soit, puisque c'est la volonté de la majorité des travailleurs. A Lille, à Belfort, à Rennes, à Villeurbanne à Saint-Etienne, ce sont d'ailleurs les voix qui s'étaient portées sur les listes d'extrême-gauche au premier tour qui, en se reportant intégralement sur la liste de l'Union de la gauche (comme les organisations révolutionnaires l'avaient demandé), ont contribué à l'élection des candidats de gauche.

Pourtant les travailleurs ne doivent pas se faire d'illusions sur un éventuel gouvernement de gauche. Déjà dès aujourd'hui, alors que la gauche n'est pas au gouvernement, alors qu'il faut attendre au moins un an pour cela, les dirigeants du Parti Socialiste et en particulier le premier d'entre eux, Mitterrand lui-même, parlent de sacrifices, de rentabilité et d'austérité nécessaire. Tout comme Barre. Tout comme Giscard. Et les dirigeants du Parti Communiste ne protestent pas, ne proposent rien d'autre. Eux aussi s'apprêtent, au gouvernement, aux côtés de Mitterrand, à appliquer l'austérité, à demander aux travailleurs de se serrer volontairement la ceinture.

Alors, oui, que la gauche soit au gouvernement, si c'est la volonté de l'immense majorité des travailleurs. Mais les travailleurs doivent être conscients

que les politiciens de l'Union de la gauche, au gouvernement, ne tiendront compte des intérêts de la classe ouvrière que dans la mesure où celle-ci les y contraindra, que si les travailleurs sont vigilants, se montrent combatifs et sont prêts à intervenir contre toute mesure lésant la population laborieuse, sans se laisser abuser par le fait qu'elle serait prise par des politiciens de gauche.

Dimanche soir tous les grands partis, de gauche comme de droite, sont entrés dans la campagne pour les législatives. Et l'on sait ce que cela veut dire pour les travailleurs. Cela fait des mois qu'au lieu d'organiser la riposte à l'offensive la plus importante que le gouvernement ait prise contre les travailleurs, les partis et les centrales syndicales reculent et laissent faire.

Bien sûr, Maire vient de déclarer que « rien ne serait plus grave que de voir le mouvement syndical et la masse des travailleurs s'installer passivement dans l'attente des élections législatives ». Mais ces propos de lendemain d'élection ne font pas illusion. Il y a quelques semaines, le même Maire déclarait que l'heure n'était pas à la grève générale. Aujourd'hui, que propose-t-il ?

Quant à Ségué, il y a été lui aussi de sa petite déclaration : « La pire des choses serait d'observer une trêve revendicative... Il est parfaitement possible de poursuivre l'action syndicale de façon responsable, sans tomber dans quelque provocation que ce soit... ». Quand Ségué parle de « façon responsable », on sait ce que cela veut dire. Cela veut dire que la CGT, pas plus que la CFDT d'ailleurs, n'a l'intention de lancer la contre-offensive des travailleurs et que l'on va nous proposer des journées d'action et des semaines revendicatives pour exiger l'ouverture de négociations, sans que jamais Barre et les patrons sentent passer le vent de la colère ouvrière. Sans qu'ils soient contraints de remiser le plan d'austérité.

Or, malgré la victoire électorale de la gauche, les travailleurs n'ont encore rien gagné. Pour eux, c'est toujours la crise.

Alors, élections ou pas élections, s'ils ne veulent pas continuer à subir les effets de la crise, les travailleurs devront contraindre les partis de gauche et les centrales syndicales à engager, à organiser une lutte d'ensemble de la classe ouvrière, pour le maintien du niveau de vie des travailleurs, en s'en prenant aux ressources et aux fortunes de la classe capitaliste.

Arlette LAGUILLER

A Paris aussi la droite recule, malgré l'opération Chirac

La bataille de Paris a-t-elle été gagnée par Chirac ? S'il s'agit de savoir si l'ancien Premier ministre de Giscard sera maire de la capitale : oui, sans nul doute.

Mais s'il s'agissait de démontrer que c'est sous la houlette de Chirac, et non sous celle de Giscard ou de Barre, que la droite pouvait faire barrage à la montée « socialo-communiste » (selon une terminologie qui leur est chère), c'est plutôt perdu.

A Paris comme partout, la droite a reculé. Et ce recul appréciable est du même ordre que celui de la province. Qu'on en juge par les chiffres.

Si l'on excepte les 6^e et 14^e secteurs de Paris, où seules les listes de la majorité étaient présentes au deuxième tour, si l'on excepte également le 5^e secteur, où la liste de la majorité composée de RPR, RI et centristes est passée au premier tour, on peut comparer l'ensemble

des autres secteurs au second tour des présidentielles de 1974 et voir l'évolution réelle des voix.

La droite progresse faiblement dans deux secteurs : le 3^e et le 15^e, où elle gagne respectivement 0,5 % et 0,7 % des suffrages. Mais partout ailleurs elle régresse dans des proportions beaucoup plus importantes :

- 1^{er} secteur : — 1,8 % ;
- 2^e secteur : — 4 % ;
- 4^e secteur : — 3,3 % ;
- 7^e secteur : — 0,7 % ;
- 8^e secteur : — 0,8 % ;
- 9^e secteur : — 1,5 % ;
- 10^e secteur : — 2,5 % ;
- 11^e secteur : — 2,6 % ;
- 12^e secteur : — 2,9 % ;
- 13^e secteur : — 1,2 % ;
- 16^e secteur : — 2,7 % ;
- 17^e secteur : — 3,9 % ;
- 18^e secteur : — 3,5 %.

Ce recul est d'autant plus appréciable que, comme tous les commen-

tateurs l'ont remarqué, Paris continue à se vider de sa population ouvrière, ce qui entre 1974 et aujourd'hui n'a pu que jouer dans un sens défavorable à la gauche du point de vue du nombre de ses voix.

Quant au nombre de sièges au sein du nouveau conseil municipal, qui en comporte 19 de plus qu'après les élections de 1971, la majorité en remporte 69 contre 59 au préalable et la gauche 40 contre 30, un siège de l'ancienne assemblée étant occupé par un jobertiste. Le RPR dans la nouvelle assemblée en détient 31, alors qu'il en avait 35 dans le conseil sortant.

Si Chirac voulait démontrer à l'ensemble de la droite que ça payait de le suivre, on peut donc en conclure que de ce point de vue son opération a fait long feu. En tirera-t-il la conclusion qu'il faut composer avec Giscard jusqu'aux prochaines

législatives, en évitant surtout de les précipiter ? La logique le voudrait, car apparemment aucune des composantes de la majorité ne pourrait dans l'état actuel sortir gagnante des élections législatives : qu'elles s'y présentent en rivales ou qu'elles s'y présentent unies, elles reculent face à la gauche.

Mais cette constatation ne peut aucunement préjuger des comportements des uns et des autres, qui n'obéiront pas obligatoirement à cette logique-là. Il peut y avoir d'autres calculs à plus long terme ou d'autres ambitions personnelles particulières qui déterminent les comportements des politiciens du RPR. Et la position d'un Michel Debré qui, malgré les résultats, demeure partisan de législatives anticipées, montre à quel point il est difficile de prédire ce que pourra être le comportement du parti de Chirac.

Louis GUILBERT

MÉFAITS RACISTES

A Lille

Mardi 15 mars, vers 18 heures, deux Africains entrent dans le « Béthune », rue de Béthune, à Lille. Le patron vient à leur table et leur explique qu'il ne veut pas les servir, car, la veille, il a eu des problèmes avec un autre Africain ! Ils continuent leur discussion. Quelques minutes après, un individu pénètre dans le café, discute un moment avec le patron et vient à leur table, suivi du patron. Il leur demande leurs pièces d'identité. Comme l'individu ne s'est pas présenté, les deux clients protestent. L'homme leur montre alors sa carte d'inspecteur et leur ordonne de sortir. Une discussion s'ensuit, car les deux Africains exigent des explications de l'inspecteur. C'est alors que le patron envoie un coup à l'un d'entre eux, pendant que l'autre est maintenu par le policier et les deux garçons. Tous deux sont violemment expulsés. Ils décident d'aller porter plainte, suivis

de quelques témoins. Saignant abondamment, le blessé doit être hospitalisé quelques heures durant.

De tels actes montrent bien qu'il ne faut surtout pas compter sur la police pour lutter contre le racisme, car ce sont souvent ses propres membres qui commettent les actes racistes.

Quant au « Béthune », il mérite au minimum d'être boycotté par toute la population lilloise.

A Limoges

Récemment, dans un café de Limoges, le Mazagran, on a pu voir l'affiche suivante : « Cet établissement est interdit à toute personne de nationalité algérienne, par arrêté préfectoral ». Le patron du café l'aurait apposée à la suite d'une altercation à laquelle

auraient pris part des Algériens.

Dans la matinée du 19 mars, plusieurs Algériens se sont vu refuser l'accès de l'établissement. En plus des propos racistes tels que « **Bougnoules, rentrez chez vous** », le patron du café a menacé d'ou-

Encore un assassin raciste acquitté

Une nouvelle fois, l'auteur d'un crime raciste vient d'être acquitté. En août 1973, à la sortie d'un bar marseillais, il avait assommé à coups de marteau un ouvrier algérien, qui est mort à la suite de ses blessures. La cour d'assises d'Aix-en-Provence a purement et simplement acquitté le meurtrier. Dans son réquisitoire, l'avocat général n'a requis aucune peine. Il a « *laissé le soin aux jurés d'apprécier la peine à appliquer* ».

A signaler d'ailleurs que,

quelques semaines auparavant, le même tribunal avait condamné un autre meurtrier raciste à une simple peine de prison avec sursis.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, les hommes qui rendent la justice ne le font jamais en toute impartialité. Ils le font avec leurs idées reçues, avec leurs préjugés, qu'il s'agisse de magistrats professionnels ou de jurés. La magistrature est un corps suffisamment réactionnaire pour qu'on ne s'étonne pas d'y trouver un bon

nombre de juges ou de procureurs racistes.

En novembre dernier, la cour d'assises d'Alençon avait acquitté un individu ayant grièvement blessé deux Algériens. La réponse ne s'était pas fait attendre. Trois semaines plus tard, à Aubusson, un autre raciste tirait sur deux Algériens, tuant l'un d'eux. Et à nouveau, aujourd'hui, un tribunal vient de donner un encouragement à de tels assassins.

Jean-Louis CHAMPENOIS

A propos des manifestations contre Sardou

Michel Sardou a interrompu sa tournée de récitals à la suite des protestations et des manifestations parfois violentes qui se sont déroulées ces dernières semaines dans plusieurs villes.

Nous ne sommes pas de ceux qui iront pleurer sur le sort de Sardou. Nous ne sommes pas d'accord avec ce qu'il chante. Nous considérons que c'est un chanteur de droite, qui spéculé dans beaucoup de ses chansons sur les préjugés les plus bas.

Mais par contre, nous ne pensons pas que les actions menées ces dernières semaines par certains gauchistes sont justes. Lorsque nous combattons les idées défendues par Sardou, sur la peine de mort, le mépris de la femme ou le nationalisme, nous nous refusons à le faire avec les méthodes qu'emploient les réactionnaires. Ce sont eux qui se servent de la censure ou encore qui menacent de plastiquer un cinéma, comme ils l'ont fait il y a quelque temps, quand passe soit un film sur la guerre d'Algérie soit le film antiraciste d'Yves Boisset Dupont Lajoie.

Et nous partageons l'avis d'Yves Montand qui, interrogé par France-Soir sur Sardou, dit :

« Je veux dire aux jeunes que je veux bien admettre leurs sarcasmes, leur ironie, leur cynisme, voire les insultes pour notre vieille génération. Je leur accorde tous les droits parce qu'ils sont la jeunesse et, qui dit jeunesse, dit la vie. Vu l'héritage politique qu'on leur laisse, ils sont en droit — même s'ils n'ont pas tout à fait raison — d'avoir une certaine réaction. Mais, où je ne céderai pas, c'est lorsque l'aveuglement des jeunes les pousse à faire des choses ou à commettre des actes qui, parce que précisément ils sont la jeunesse, devraient les révolter.

En vérité, le vrai problème n'est pas là. Et la vraie question que devraient se poser ces jeunes, c'est : pourquoi un homme de leur génération, un homme d'après Mai 68, éprouve-t-il le besoin, la nécessité, de chanter les chansons qu'il chante ? »

Claude CHARVET.

Le massacre des bébés phoques

Au-delà des péripéties de l'expédition de Brigitte Bardot sur la banquise, le problème du massacre dans des conditions ignobles de milliers de bébés phoques, écorchés vifs, est à nouveau posé. Bien sûr, l'espèce n'est pas menacée. Bien sûr, des centaines de familles canadiennes vivent de cette sanglante industrie. Mais de telles chasses soulèvent le dégoût. Surtout quand on sait que cela sert en fin de compte à fabriquer des manteaux ou des chaussures de luxe.

Mais ce qui est au moins aussi choquant,

c'est de voir l'indignation vertueuse de nos gouvernants, Giscard en tête. Evidemment, il n'y a pas de phoques en France... et l'industrie de la fourrure a d'autres sources d'approvisionnement. Il ne faut pas regarder de trop près comment on tue et dépèce les visons d'élevage. Quand l'homme tue pour se nourrir, même dans les abattoirs modernes, c'est regrettable mais compréhensible. Quand il tue pour le luxe, c'est révoltant. Et de ce point de vue, nous n'avons rien à envier au Canada.

5.000 dossiers d'expulsion en attente :

Avec Chirac, Paris rendu aux parisiens ?



Chirac pour Paris, mais à nouveau les expulsions pour les travailleurs. (Norma)

Les expulsions, qui comme chaque année étaient théoriquement suspendues jusqu'au 15 mars, vont reprendre. Mais avec une semaine de retard, élections obligent. Il faut dire que les grandes déclarations des Chirac et d'Ornano sur la défense des Parisiens auraient été du plus mauvais effet sur fond d'intervention des flics, jetant des familles entières à la rue.

Mais maintenant que Chirac est élu, les échéances sont arrivées. 5 000 dossiers d'expulsion sont en instance dans les commissariats parisiens. Et à moins que partis de gauche et travailleurs ne se mobilisent dès maintenant pour que cessent ces pratiques moyenâgeuses, de nombreuses familles, parmi celles qui sont le plus touchées par le chômage et la crise, risquent d'être jetées dehors.

Cela est d'autant plus scandaleux que plus d'un million de mètres carrés de bureaux sont inutilisés dans la région parisienne, tandis que 88 000 logements sont recensés vacants à Paris.

Après les municipales

Vers un retour à la proportionnelle ?

Sur le plan électoral, la gauche est majoritaire dans le pays — avec plus de 50 % des suffrages exprimés. Mais en nombre de mairies gagnées, son score est bien supérieur. Le scrutin majoritaire, qui jusqu'à présent en France favorisait les grandes formations de droite, a cette fois-ci amplifié le succès électoral de la gauche.

Aussi, dès l'annonce des résultats, des journalistes ont-ils jeté en pâture aux représentants des divers partis politiques présents sur le plateau « spécial-élections » de TF 1 l'idée d'un éventuel retour au mode de scrutin à la proportionnelle.

Du côté de la droite, les avis sont partagés. Lecanuet, et avec lui le représentant des radicaux, réaffirmaient leur attachement de toujours au mode de scrutin proportionnel. Et pour cause : le Centre des Démocrates Sociaux comme le Parti Radical sont de petites formations, défavorisées par le système du scrutin majoritaire.

Yves Guéna, lui, au nom du RPR et des soi-disant « idéaux éternels » du gaullisme, réaffirmait son hostilité farouche à la proportionnelle. Seul Fourcade, Républicain Indépendant, fournissait une réponse à la normande... p't être bien que oui, p't être bien que non, cela demande réflexion.

De leur côté, Marchais, Estier et Fabre se sont abstenus de tout commentaire. Bien sûr, le mode de scrutin à la proportionnelle est inscrit dans le Programme commun de la gauche. Mais c'est un fait que si aujourd'hui tout ou partie des politiciens de droite songent à le remettre en vigueur, c'est contre la

gauche. Et par-delà la simple réduction arithmétique du nombre des élus de la gauche qui pourrait résulter d'un retour à la proportionnelle, les dirigeants du PC ne peuvent pas ignorer qu'une telle réforme du mode de scrutin s'inscrivait pour la droite dans une entreprise plus vaste. En offrant, par le retour à la proportionnelle, aux socialistes et aux radicaux de gauche la possibilité d'être plus indépendants des communistes, de ne pas devoir une partie de leurs sièges à l'alliance avec le PC, la droite pourrait chercher à saper les bases mêmes de l'Union de la gauche.

Cela dit, le problème reste posé de savoir si Giscard et son gouvernement pourraient, avant les législatives de 1978 faire voter par la Chambre une réforme du mode de scrutin.

Le mode de scrutin majoritaire date de 1958. Il fut à l'époque imposé par De Gaulle dans un double but : mettre un terme à l'instabilité ministérielle due au fait qu'une multitude de petits partis, représentés à la Chambre, pouvaient faire ou défaire à leur gré les gouvernements en les contraignant à faire alliance dès le 1^{er} tour et favoriser les alliances majoritaires.

Le résultat de l'entreprise gaulliste fut éclatant. A l'issue des élections législatives de 1958 — où le scrutin majoritaire entraînait pour la première fois en vigueur — le Parti Communiste avait 10 députés à la Chambre alors qu'une représentation proportionnelle fondée sur les résultats du premier tour lui en aurait donné 87 ; la SFIO en avait 44 au lieu de 72 ; les radicaux 23 au lieu de 62 ; tandis que l'UNR en avait 198 au lieu... de 82.

Dans les années suivantes, c'est essentiellement cette situation nouvelle qui a conduit les partis de la gauche française à engager un processus d'union qui, seul, sur le plan électoral, pouvait leur permettre une autre représentation.

Aujourd'hui que le processus est à son terme, que l'entreprise de l'Union de la gauche a réussi et que celle-ci est devenue majoritaire sur le plan électoral, le problème se pose bien sûr pour le monde politique de la majorité en de tout autres termes.

Cela dit, il est probable que l'idée d'une réforme du mode de scrutin n'est rien d'autre qu'une hypothèse de journaliste.

Mais si certains dans la majorité y songent sérieusement. Giscard d'Estaing a affirmé qu'il n'en était pas question. Et il aurait en effet bien du mal à faire passer une modification du mode de scrutin, même une proportionnelle corrigée, pour une réforme libérale désintéressée. La libéralisation camouflerait bien mal une tentative de limiter les dégâts face aux progrès de l'Union de la gauche. Un vote au Parlement sur ce problème aurait en outre pour conséquence directe de casser encore plus la majorité entre RPR hostiles et RI centristes favorables. Le côté positif de l'opération à court ou à long terme ne l'emporterait manifestement pas sur les côtés négatifs.

Une surprise est toujours possible de la part d'une majorité divisée et désarmée. Mais il y a quand même peu de chances pour qu'un retour à la proportionnelle puisse s'effectuer d'ici l'an 1978.

Michelle VERDIER

La radio verte

Si une note d'humour a traversé dimanche soir le plateau de l'émission « spécial-élections », ce fut bien lorsque Brice Lalonde, le représentant des candidats écologistes a brandi son transistor affirmant que la « radio verte » émettait.

Et il fallait voir l'air quelque peu gêné de tous les présents, qu'ils soient ministres, représentants de la majorité ou de l'opposition. Tous sont restés cois, détournant la tête, faisant semblant de ne pas entendre.

Pour les représentants du gouvernement, cela s'explique aisément : au regard de la loi, l'initiative de Brice Lalonde est illégale. Seul l'Etat a le droit d'émettre sur le territoire national. Mais les ministres ont préféré se taire plutôt que de se donner le ridicule de réprimer un geste émanant d'un homme et d'un courant auquel tout le monde aujourd'hui fait du charme. Ce n'est pas en intervenant contre la radio pirate que la majorité peut espérer récupérer les voix des « verts », si toutefois elle l'espère encore après le second tour. En tout cas, elle n'a pas pris jus-

qu'à présent le risque d'intervenir, ni dimanche soir sur le plateau, ni par la suite.

Quant aux représentants de l'opposition, ils n'ont rien dit non plus, ce n'était pas leur rôle, mais l'on sait que le PCF pour sa part a fait longtemps campagne pour défendre le monopole d'Etat et contre le démantèlement supposé de l'Office.

Il est vrai que la radio pirate des écologistes n'a pas pour but de concurrencer la radio d'Etat.

C'était un geste politique limité tendant à souligner que les grands moyens d'information pourraient, dans le cadre d'une démocratie communale, être un moyen d'information et d'éducation au service de tous, à la seule condition toutefois que la radio ne soit ni sous le contrôle de l'Etat ni sous celui des grands groupes capitalistes mais au contraire sous le contrôle de la population elle-même.

Et c'est cela que Brice Lalonde, de façon plaisante, en gênant toute la brochette de politiciens présents, a voulu suggérer dimanche soir.

Georges LATTIER

Les voix des écologistes

En ce qui concerne le report des voix au deuxième tour, la grande inconnue était l'attitude de ceux qui ont voté écologiste. Or dans toutes les villes où ils se présentaient, la majorité de leurs voix se sont reportées sur les listes de l'Union de la gauche. Le report allait

des deux tiers comme à Lille à la totalité selon les villes ou les secteurs électoraux. Le score et le report des voix à gauche des écologistes aura été une surprise de ces élections municipales. Manifestement, la compétition est en-

gagée entre la majorité et l'opposition, pour essayer de récupérer dans leur camp, d'ici les élections législatives, les voix des électeurs « verts ». Les écologistes quant à eux maintiennent les distances. Jusqu'à quand ?



AFRIQUE

Zaire

Une nouvelle guerre civile

Une nouvelle fois, le sud du Zaïre — la province du Katanga rebaptisée Shaba par Mobutu — est troublé par la guerre et les combats. Autant qu'on puisse en juger par les nouvelles qui nous parviennent, dont beaucoup sont certainement sujettes à caution, une troupe formée par des ex-gendarmes katangais venus d'Angola, aurait pénétré dans le pays. Il est bien difficile de connaître le soutien qu'elle rencontre auprès de la population. Que ce soutien existe n'est cependant pas exclu.

Les gendarmes katangais formaient la troupe de mercenaires africains, encadrés par quelques Européens, qui se mirent au service de Moïse Tschombé. Ils fu-

rent le principal soutien de celui-ci quand, avec la bénédiction de la puissante compagnie américano-belge de l'Union minière, il décréta et maintint pendant trois ans « l'indépendance » du Katanga. Ce sont eux qui lui servirent à nouveau de principale force de police quand il revint, quelques temps plus tard au pouvoir, cette fois de tout le Congo-Kinshasa, avant qu'il ne soit chassé par Mobutu.

Une partie d'entre eux, réfugiés en Angola, s'enrôlèrent sous le drapeau du MPLA lors de la récente guerre civile angolaise. Ce seraient eux qui reviendraient aujourd'hui sur le premier théâtre de leurs exploits, peut-être inspi-

rés par le gouvernement angolais. Celui-ci ne doit pas être fâché de rendre la monnaie de sa pièce à Mobutu qui soutint naguère l'UNITA et qui maintenant encore abrite les rebelles du Front de Libération de Cabinda, ce petit territoire au nord de l'Angola, riche en pétrole et dont certains impérialistes verraient avec faveur le détachement de l'Angola depuis que le gouvernement de celle-ci cultive l'alliance cubaine et russe.

Les gendarmes katangais ont été gagnés au marxisme en Angola, affirment certains journalistes. L'explication est sans doute beaucoup plus simple. Ennemis de Mobutu, ils se sont alliés avec les ennemis de celui-ci. Et c'est

ainsi que les anciens serveurs directs de l'Union minière se retrouvent aujourd'hui dans le camp de l'Afrique dite progressiste, c'est-à-dire plus simplement de ces pays qui, pour le moment, jouent la carte de l'alliance diplomatique russe.

Les gendarmes katangais ne sont que l'illustration, à peine caricaturale, de ces régimes africains (mais ils n'existent pas qu'en Afrique bien sûr), qu'ils soient tenus par des politiciens ou des militaires, qui au gré de leurs intérêts propres peuvent jouer tour à tour l'impérialisme ou l'URSS, se dire pro-occidentaux ou « progressistes », sans évidemment qu'il y ait le moindre changement dans leur nature sociale ou politique. Les tournées de Castro ou de Podgorny, ces jours mêmes en Afrique, illustrent encore comment les mêmes hommes qui furent quelquefois des parfaites créatures des impérialistes sont capables de se faire « progressistes »... en attendant sans doute de retourner à leurs premières amours quand l'alliance soviétique ne sera plus payante.

C'est la possibilité de mener ce jeu de balance entre les USA et l'URSS qui explique la politique en apparence tortueuse de la plupart des régimes de ce continent qui est aujourd'hui une des principales terres de la rivalité diplomatique des deux grands.

En attendant devant les événe-

ments du Shaba, les Etats-Unis font preuve de beaucoup de prudence et ont dit clairement leur réticence à envoyer de nouvelles armes, à Mobutu, qui fut pourtant ces dernières années, l'homme chéri de l'impérialisme. Des centaines de millions de dollars ont été versés pour soutenir son régime.

Aujourd'hui, le gouvernement des USA déclare sa volonté de rester neutre. Le Congrès rappelle qu'il n'est pas question de se laisser entraîner dans un autre Angola, pour ne pas parler d'un autre Vietnam. C'est bien la preuve que les impérialistes américains au moins, ne se font aucune illusion sur la solidité et la stabilité du régime Mobutu. Ils envisagent sans peine que le dictateur actuel du Zaïre, qu'ils ont soutenu de tous leurs dollars, pourrait se trouver demain devant une révolte de tous le pays ou être renversé. Ils envisagent même que la simple présence de quelques milliers d'ex-gendarmes katangais à la frontière puisse mettre le feu aux poudres. Et prudents, ils essaient de ne pas miser ouvertement sur le mauvais cheval.

Cela ne prouve évidemment rien sur la politique de la nouvelle équipe Carter, ni sur les opposants à Mobutu. Mais cela prouve que les employeurs de celui-ci sont sans illusion sur son régime et sa popularité.

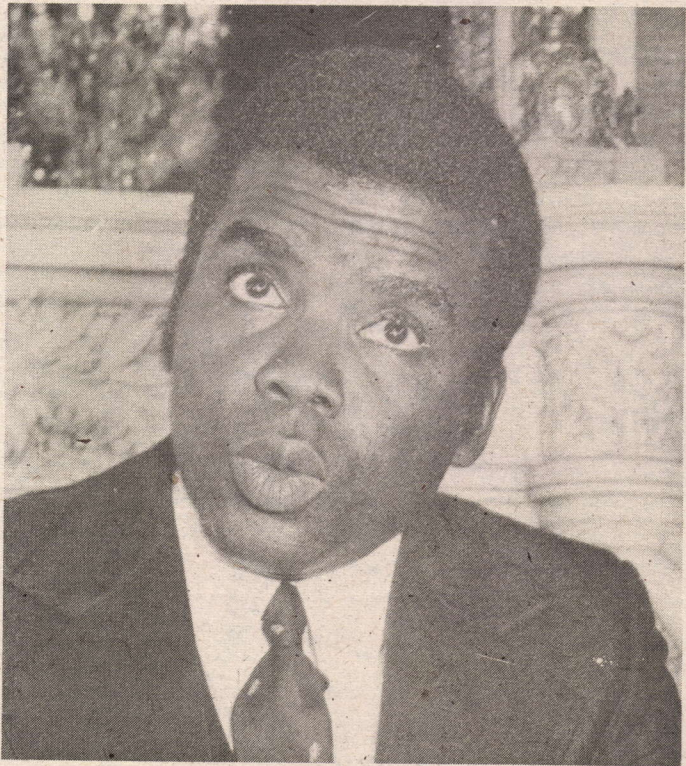
Jacques MORAND.



Castro en compagnie de Nyerere. On dit que des guérilleros castristes accompagnent les troupes katangaises. Comme s'il était besoin de telles fables pour expliquer ce qui se passe au Zaïre.

Congo

Après l'assassinat de Marien N'Gouabi, la dictature toujours en place



Marien N'Gouabi

Les autorités militaires congolaises ont lancé une vaste opération policière à travers le pays pour arrêter le capitaine Kikadi, responsable d'après elles de l'assassinat de Marien N'Gouabi, président de la République Populaire du Congo. Le Comité militaire de onze membres qui a succédé à N'Gouabi a présenté l'ancien président Massemba Débat, renversé par l'armée en août 1968, comme l'instigateur de cet attentat destiné à lui faire reprendre le pouvoir.

Il n'est guère possible de savoir si cette version officielle correspond à la réalité et l'on peut tout aussi bien supposer que les militaires profitent de la mort mystérieuse de N'Gouabi pour régler leur compte à nombre d'opposants.

Dans ce contexte, l'assassinat de l'archevêque Biayenda par des membres de la famille de N'Gouabi a peut-être une signification politique. Mais, dans ces régimes africains si instables, si peu démocratiques qu'ils se désignent

marxistes-léninistes ou pro-occidentaux, l'assassinat est devenu une méthode politique, quand ce n'est pas une méthode de gouvernement.

Les événements actuels au Congo sont de toute façon peu surprenants : depuis la prise de pouvoir par les militaires en 1968, et même depuis l'indépendance de 1958, les tentatives de coups d'Etat n'ont pas manqué et Marien N'Gouabi avait déjà échappé à plusieurs attentats.

Le Comité militaire qui dirige à présent le Congo se revendique de la politique de N'Gouabi qui se présentait comme « marxiste-léniniste » et entretenait de bons rapports avec la Chine et l'URSS, tout en ménageant la France d'ailleurs. Il n'en a pas fallu plus pour que la grande presse voit dans le régime en place le type même d'un « socialisme militaire à l'africaine ». Mais si N'Gouabi se rangeait plutôt, sur le plan diplomatique, dans le camp opposé à l'impérialisme américain, qualifier pour autant son régime de « socialiste » relève du ridicule.

Le langage radical qu'utilisait N'Gouabi ne l'empêchait pas en effet de mater les manifestations de mécontentement des travailleurs, de faire arrêter des syndicalistes pour « grève illégale » comme par exemple en mars 1976, et d'interdire toute liberté d'expression.

Comme dans tous les pays sous-développés d'Afrique, le régime en place au Congo ne peut laisser à la population la moindre possibilité de s'exprimer, de s'organiser, d'agir en toute liberté et en toute indépendance, car là où règnent misère et pauvreté, ce serait immanquablement voir se dresser rapidement la population contre la dictature.

Alors, que des N'Gouabi ou ses successeurs accolent l'étiquette « marxiste-léniniste » ou « révolutionnaire » à leur régime ne change rien à la nature profondément antipopulaire de ce régime, et à la nécessité pour les travailleurs de s'en débarrasser.

Guy FICHET.

Tunisie

Arrestation de 23 opposants au régime

Le gouvernement tunisien vient d'annoncer la découverte d'une organisation clandestine ayant « essentiellement pour dessein de combattre le régime par des voies illégales ». A l'heure où nous écrivons, 23 membres de cette organisation auraient été arrêtés.

Il s'agit en fait du Mouvement de l'Unité Populaire

fondé en 1973 par Ben Salah, ancien ministre du Plan et de l'Economie de Bourguiba, qui fut condamné en 1970 à dix ans de prison et qui réussit par la suite à prendre la fuite pour se réfugier en Europe.

A en croire le gouvernement tunisien, le MUP prend l'apparence d'une organisation des plus subversives. Et

pourtant, il en est loin ! Son programme se résume à demander un peu plus de démocratie, un peu plus d'indépendance à l'égard des grandes puissances, et l'instauration d'un régime susceptible de disposer d'une certaine adhésion populaire.

Mais, même cela, le régime de Bourguiba est incapable

de le tolérer et il ne peut même pas se payer le luxe d'une opposition organisée, fût-elle aussi respectueuse des intérêts de la bourgeoisie que l'est le MUP. Car dans un pays économiquement arriéré comme l'est la Tunisie, mis en coupe réglée par l'impérialisme, en particulier celui de la France, la bourgeoisie au pouvoir ne peut s'appuyer

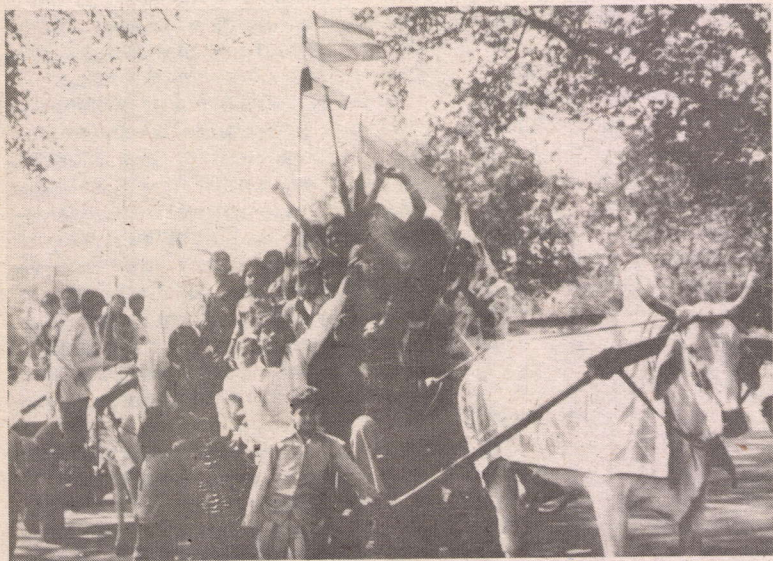
que sur une couche extrêmement restreinte de la population, tandis que, de l'autre côté, elle doit parvenir à imposer les pires conditions d'exploitation aux plus larges masses. Et, entre ces deux exigences, il n'y a aucune place pour la moindre parcelle de démocratie.

François ROULEAU

LUTTE OUVRIERE

—Inde—

Indira Gandhi battue aux élections, mais les problèmes dramatiques de l'Inde demeurent



Des manifestants fêtent la victoire du parti Janata... mais avec ses nouveaux dirigeants, l'Inde continuera dans la misère et dans la faim. (AFP)

Indira Gandhi et avec elle le Parti du Congrès, au pouvoir depuis trente ans en Inde, ont été battus à plate couture aux élections législatives qui ont eu lieu la semaine dernière. C'est une surprise. Mme Gandhi avait choisi elle-même le moment de ces élections. On pouvait penser qu'elle le faisait sans risque. Ses calculs ont été déjoués, même dans sa propre circonscription, où elle est battue.

Ce verdict de l'électorat est une sanction contre la politique menée ces dernières années ; d'une part des grandes phrases sur la révolution verte, le décollage économique, le développement industriel, la fin du système des castes, l'abolition de l'esclavage ; d'autre part la réalité sur un fond de misère effroyable aggravée par la crise

économique : la répression contre les émeutes ouvrières ou paysannes, l'ignoble campagne de stérilisation obligatoire entreprise manu militari ces dernières années, la mise en prison de tous les leaders de l'opposition et, pour finir, une dictature personnelle. d'Indira Gandhi préparant sa propre succession en la personne de son fils. C'est tout cela que les électeurs indiens ont désavoué massivement.

Indira Gandhi a démissionné. Mais en face, ses vainqueurs n'ont guère autre chose à proposer. Auréolés par leur séjour en prison, unis par leur désir commun d'en finir avec le régime d'Indira Gandhi, qui pourtant les avait mis eux sur le devant de la scène politique, ces anciens ministres ou syndicalistes officiels n'ont rien dans leurs programmes qui puissent faire sor-

tir l'Inde de la misère. Car tous ont une sainte horreur des masses populaires. C'est un conglomerat disparate d'où émerge un parti de droite, plus favorable aux USA qu'à l'URSS. Avec eux, l'Inde continuera dans la misère et la faim.

La démocratie indienne « à l'occidentale », qui réjouit tant le cœur des petits bourgeois libéraux, n'a rien à offrir aux centaines de millions de pauvres et de miséreux. Pour parvenir ne serait-ce qu'à ce qu'a fait la Chine, c'est-à-dire supprimer la famine et le chômage, il faudrait bien autre chose que des élections. Et cela deviendra possible le jour où les masses indiennes, lassées des promesses jamais tenues, se révolteront et prendront leur sort en main.

Alain LEMART

—Espagne—

Nouvelle police, vieilles méthodes

Le ministre espagnol de l'Intérieur a annoncé le 18 mars, au cours d'une conférence de presse, la création d'une nouvelle police judiciaire pour lutter contre les délits terroristes, et cela afin de remplacer la Garde Civile, connue pour son âpreté dans la répression. La Garde Civile a dressé contre elle la haine de tous ceux qui ont eu à subir la répression de l'Etat franquiste et post-franquiste. Les militants basques qu'elle a assassinés ces dernières années se comptent par dizaines. Quant aux opposants torturés par ses soins à travers le pays, c'est par milliers qu'on peut les compter.

Or, aujourd'hui que Juan Carlos et son gouvernement s'activent

pour libéraliser à leur manière le vieil Etat franquiste, qu'on se prépare à des élections générales et que tout est fait pour que l'Espagne apparaisse comme une démocratie occidentale, la survie de ce corps si sinistrement célèbre fait mauvaise impression et le gouvernement veut y remédier.

Et il le fait d'une manière à la fois révélatrice et caricaturale ; révélatrice de ce qu'est la démocratie façon Juan Carlos, et caricaturale parce que cela ne trompe personne. La Garde Civile, bien sûr, ne va pas être dissoute, elle va être affectée à son rôle « traditionnel » de gendarmerie rurale. Les villageois vont sans doute s'en réjouir ! De

plus, une nouvelle police spécialisée prendra la relève dans la lutte « anti-terroriste ». En somme, on change l'uniforme et peut-être ceux que l'on met dedans, mais on garde toujours un corps spécialisé pour lutter contre les opposants. On garde une police qu'un mur de haine séparera de la population et qui devra, à son tour, être prête à tirer sur la foule, à abattre les militants ou torturer dans les caves. Ce que d'ailleurs savent faire aussi les autres corps de la police de l'Etat espagnol.

Décidément, la dictature a du mal à se parer des oripeaux de la démocratie.

Paul SOREL

—Portugal—

Carvalho et Couthino une nouvelle fois inculpés... pour l'exemple !

Otelo de Carvalho, l'amiral Rosa Couthino, tous deux anciens membres du Conseil de la Révolution, et une trentaine d'officiers ayant exercé des responsabilités importantes dans la période 1974-1975 ont été déférés devant le Conseil supérieur de discipline de l'armée de terre. Ces officiers sont accusés d'avoir pratiqué « des actes illégaux ou des sévices » pendant la période qui a précédé le 25 novembre 1975.

Pour des hommes, dont certains ont exercé des postes de haut commandement pendant les guerres coloniales menées par le Portugal en Angola, Mozambique et Guinée, être accusés de sévices... pour la période 1974-1975 doit leur sembler bien disproportionné. Non qu'ils n'aient pas commis d'actes illégaux pendant cette période contre leurs ennemis. Ils en étaient capables. Mais ceux-là même qui les traduisent en jugement ont été leurs complices dans les services coloniaux.

Seulement ce n'est pas le sé-

rieux de l'accusation qui retient l'attention, mais l'obstination de ceux qui sont les maîtres incontestés de l'armée depuis le 25 novembre 1975.

Pendant des mois, les militaires qui étaient partisans d'un bonapartisme militaire, les Carvalho, Couthino et autres, ont vu peser sur eux l'accusation de complot, à la suite du soulèvement avorté des parachutistes de Tancos. Mais cette affaire est tombée à l'eau, faute de fondements. Et pour cause. Car si Carvalho et ses amis s'opposaient aux autres tendances de l'armée sur le type de régime bourgeois à mettre en place au Portugal, ils étaient bien d'accord eux aussi pour garantir l'unité de l'armée, pour conserver à ce corps sa spécificité de corps soumis au haut commandement.

Mais si le haut état-major sait tout cela, il continue malgré tout à s'obstiner contre les têtes du Conseil de la Révolution, qui ont symbolisé la contestation au sein de l'armée. Et ils le font pour

le principe, car les peines encourues, si elles pouvaient être conséquentes dans l'affaire du « complot » du 25 novembre, ne pourront aller cette fois au-delà d'une expulsion de l'armée.

Le camp représenté par Carvalho et Couthino a depuis longtemps été politiquement vaincu. Mais en instruisant cette affaire, l'état-major tient publiquement à faire des concessions nouvelles à la droite de l'armée.

C'est que la bourgeoisie portugaise a la rancune tenace. Ce qu'elle ne pardonne pas à Carvalho et aux autres, ce n'est pas d'avoir voulu instaurer un « pouvoir révolutionnaire ». Non, elle connaît son monde. Ce qu'elle leur reproche, c'est d'avoir, pour leur lutte politique, amené la division au sein de l'armée, ce qui a failli aboutir à une désintégration de la troupe.

Une fois l'ordre établi, Eanes va jusqu'au bout de la remise au pas pour l'exemple.

Paul SOREL

Le Congrès National Palestinien dans l'impasse



Yasser Arafat en compagnie de Khaled Fahoum et Yasser Abd Rabbou, deux leaders palestiniens. (UPI)

Les travaux de la 13^e session du Conseil National Palestinien ont pris fin la semaine dernière. Le CNP, c'est un peu le Parlement d'un Etat qui n'a pas d'existence, regroupant sous la présidence de Yasser Arafat les représentants de la multitude d'organisations qui parlent au nom des trois millions de Palestiniens dispersés de par le monde. Et c'est une fois de plus dans la capitale d'un autre Etat, l'Egypte cette fois, que le CNP a dû siéger.

Depuis la dernière session de 1974, les trois années qui viennent de s'écouler ont été surtout marquées par la guerre civile au Liban, au cours de laquelle les organisations palestiniennes et la population des camps de réfugiés ont subi de graves revers. Dans ce pays, c'est l'armée d'un Etat réputé « frère » et « progressiste », la Syrie, qui a assumé la sale besogne de liquider les forces de gauche libanaises en même temps que les groupes armés de la Résistance palestinienne, au grand soulagement de tous les Etats de cette région du monde et de l'impérialisme.

De tout cela, les dirigeants palestiniens sont bien conscients. Mais cela ne les a pas empêchés de poursuivre leur politique de capitulations successives, voire d'allégeance à tous les ennemis du peuple palestinien. Au cours de leur congrès, en effet, ils ont

multiplié les gestes de bonne volonté à l'adresse des régimes arabes en place. Ainsi leur programme ne fait-il plus référence à la nécessité de combattre Hussein de Jordanie, le bourreau n° 1 du peuple palestinien. De même, aucune allusion n'est faite à la Syrie dans le document final, et les leaders des organisations palestiniennes à la solde du gouvernement syrien (la Saïka) ont droit à toute leur place à la tête de l'OLP.

Finalement, les dirigeants palestiniens en sont réduits à attendre que les grandes puissances, Israël et les Etats arabes, veuillent bien éventuellement se mettre d'accord, à Genève ou ailleurs, pour délivrer aux Palestiniens quelque bande de territoire en guise d'Etat.

Et le fait que Carter ait parlé la semaine dernière de la légitimité d'un « foyer national palestinien » et qu'il ait accepté la présence de représentants palestiniens lors d'une réception diplomatique à l'ONU a suffi pour ravir Yasser Arafat, alors que chacun sait l'écrasante responsabilité qu'a l'impérialisme américain dans la tragédie du peuple palestinien.

Voilà qui illustre l'impasse dans laquelle se trouvent les dirigeants nationalistes palestiniens et dans laquelle ils ont engagé leur peuple.

René BLIARD

Manifestations anti-nucléaires

En Allemagne de l'Ouest, la contestation contre les centrales nucléaires s'amplifie. Après les manifestations de Brokdorf en février dernier, après la décision du tribunal administratif de Fribourg d'interdire la construction de la centrale de Wyhl, une nouvelle manifestation antinucléaire s'est déroulée samedi 12 mars à Grohnde, dans le nord du pays, près de Hanovre.

Rassemblant 15.000 participants, elle s'est terminée par des heurts

violents avec les 3.000 policiers présents, quand une partie des manifestants ont voulu pénétrer sur le chantier de construction de la centrale, pourtant protégé par une double clôture métallique et un fossé de trois mètres. Il y aurait eu 80 blessés du côté des manifestants et 237 parmi les policiers.

C'est la première fois depuis 1968 que des manifestants affrontent les policiers de façon aussi violente. Le gouvernement et la

presse ouest-allemands ne voient là que l'œuvre d'une centaine d'extrémistes « utilisant les adversaires pacifiques de l'énergie atomique comme paravent ». Pour le ministre de l'Intérieur allemand, ces extrémistes ne sont d'ailleurs que des « criminels de droit commun », entraînés et organisés en vue de telles batailles.

Le lendemain des événements, la grande presse bourgeoise allemande dirigeait d'ailleurs toutes ses attaques contre un groupe

d'extrême - gauche, maoïste, le KBW (Kommunistische Bund Westdeutschland) et faisait porter sur lui l'entière responsabilité des heurts très durs de Grohnde.

Mais le refrain sur la manipulation par un groupe d'extrémistes ne fait certainement pas illusion. Aujourd'hui, en RFA, ce ne sont pas les seuls groupes d'extrême-gauche qui se mobilisent sur le problème des centrales nucléaires. L'ensemble de l'opinion publique se sent concernée. Les manifestations, auxquelles participent en bonne place des pasteurs protestants, des syndicalistes, des membres de la jeunesse social-démocrate, rassemblent des dizaines de milliers de personnes.

C'est certainement cela qui gêne le gouvernement. C'est peut-être pour décourager les futurs manifestants qu'à Grohnde il a fait donner sa police.

Car indéniablement, au travers de ces manifestations, s'exprime autre chose que la simple crainte de la pollution nucléaire : un mécontentement plus général et plus profond contre les effets de la crise — surtout le chômage — et contre le cynisme d'un régime qui se dit « socialiste » et « démocratique », mais musèle de façon de plus en plus draconienne toute forme d'opposition.

Marianne LAMIRAL.



Manifestation antinucléaire à Grohnde. La police utilise des « canons à eau » contre les manifestants. (UPI)

URSS

La répression continue

Le docteur Stern a été l'objet d'une mesure de libération anticipée. La perspective d'un nouveau scandale en Occident a probablement fait reculer le gouvernement de l'Union Soviétique : le 24 mars prochain devait s'ouvrir à Amsterdam le contre-procès du docteur Stern. Depuis la publication de *Un procès ordinaire en URSS*, le cas de ce médecin, condamné à huit ans de prison sur des accusations de corruption grossièrement fabriquées, parce que le régime ne lui pardonnait pas d'avoir autorisé ses fils à émigrer en Israël, commence à être connu du grand public. Le gouvernement de l'URSS, lui accordant sa libération anticipée, a reculé devant la perspective d'une nouvelle campagne de presse plutôt qu'il n'a cédé à des considérations inspirées, d'après l'agence Tass, par « les principes de l'humanisme socialiste ».

La répression ne désarme pas pour autant en URSS. A. Charanski, membre du Groupe de surveillance des accords d'Helsinki, a été arrêté, après que les journaux ont lancé contre lui,

il y a quinze jours environ, l'accusation d'appartenir à la CIA.

Deux peintres soviétiques non conformistes, Volkov et Ribakov, ont été condamnés respectivement à six et sept ans de prison. En août dernier, ils avaient peint sur les murs de Leningrad des slogans tels que « Liberté pour les prisonniers politiques » ou encore « Vous étouffez l'âme du peuple, mais la liberté ne connaît pas d'entrave ».

Le gouvernement soviétique s'est bien entendu gardé de faire porter le procès sur le contenu de ces inscriptions. Les deux peintres ont été condamnés pour « vol, recel, hooliganisme prémédité, dégradation de biens d'Etat ». Qui dira après cela qu'il y a des procès politiques en URSS ?

En fait, le nom des victimes change, les méthodes restent imperturbablement les mêmes. Mais les oppositionnels soviétiques ont déjà fait la preuve qu'ils étaient au moins aussi tenaces que la répression qui s'exerce contre eux.

S.D.

Pour la galerie

Une semaine avant l'arrivée à Moscou du nouveau secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, Brejnev a paru vouloir faire preuve de fermeté. Devant le congrès des syndicats soviétiques, il a tenu à affirmer qu'il n'était pas question de tolérer l'ingérence de quiconque dans les affaires intérieures du pays.

De toute évidence, mais sans le nommer, Brejnev répondait ainsi aux récents propos du président Carter apportant son soutien aux opposants soviétiques et affirmant que, dorénavant, les relations entre les USA et les autres pays seraient subordonnées à la façon dont les droits de l'Homme y seraient respectés.

Venant de la part du président des Etats-Unis, de tels propos étaient bien sûr pour le moins grotesques. A qui Carter espère-t-il faire croire qu'au Brésil ou au Chili, pays avec lesquels

les USA entretiennent des rapports plus qu'étroits, où même sur le territoire des USA, dans les ghettos où sont parqués les Noirs, les droits de l'Homme sont respectés si peu que ce soit ?

Quant à la réponse de Brejnev, elle est de la même eau.

En réalité, les dirigeants américains tout comme les bureaucrates soviétiques se livrent là à un aimable jeu de scène. Chacun cherche à montrer à son peuple qu'il sera ferme face aux prétendues exigences de l'autre. Mais, derrière ces fanfaronnades qui restent de pure façade, Brejnev comme Carter sont bien résolus à ne pas compromettre la politique de coexistence pacifique qui règle les rapports entre l'URSS, les USA et le reste du monde.

Pour l'instant...

F.R.

Tchécoslovaquie

L'enterrement de Patocka : une manifestation de l'opposition

L'enterrement de Jan Patocka, chef de file des contestataires tchécoslovaques décédé d'un malaise cardiaque après un interrogatoire de police, a été suivi par un millier de personnes. Pourtant la police, craignant que ces obsèques ne donnent lieu à des manifestations de sympathie trop importantes, avait procédé la veille à des interpellations dans les milieux contestataires ainsi qu'à des perquisitions. Ce climat de terreur policière n'aura donc pas suffi à intimider le millier de personnes qui, le mercredi 17 mars, ont accompagné Jan Pa-

tocka jusqu'à sa dernière demeure. La police était bien sûr au rendez-vous. Un hélicoptère surveillait la scène et des dizaines de policiers en civil filmaient et photographiaient la foule. Certains participants furent appréhendés sur le chemin du rassemblement. D'autres le furent après, comme par exemple le psychologue Jiri Nemec, lui aussi signataire de la Charte 77.

Dans ce climat étouffant, où la prison est une menace constante contre tous les opposants au régime, il s'est

trouvé un millier de personnes pour exprimer courageusement leur sympathie au mouvement de contestation qui se développe actuellement en Tchécoslovaquie.

Voilà qui prouve en tout cas, neuf ans après ce mois d'août 1968, qui vit l'entrée des chars soviétiques à Prague, que la répression n'a pu venir à bout d'une certaine forme de résistance.

Certes, la contestation reste aujourd'hui limitée à un cercle d'intellectuels et d'anciens tenants de l'appareil

d'Etat écartés en 1968. Les signataires de la Charte 77 ne représentent pas un courant différent de celui de Dubcek, qui précisément s'inclina sans combattre devant le diktat soviétique. Mais, même si ces gens-là ne se placent pas sur le terrain du prolétariat, même si leurs aspirations restent limitées au cadre national, ils s'expriment aujourd'hui, en dépit de toutes les pressions et répressions. Et c'est déjà énorme. Cela appelle notre solidarité.

Sylvie FREJUS.



Ci-dessus, les travailleurs milanais manifestent le 18 mars, dans le cadre de la grève générale contre les atteintes au salaire. Mais le but politique de la grève est ailleurs : isoler le mouvement étudiant qui secoue depuis un mois toutes les villes d'Italie. Ci-dessous, des manifestants étudiants à Rome. (UPI)



Une crise gouvernementale va-t-elle éclater dans les prochains jours à Rome ? Même si la possibilité semble maintenant s'éloigner, cela n'est pas encore tout à fait exclu. En tout cas, chacun s'est posé la question lorsque, lundi 21 mars, le président du Conseil, Andreotti, a convoqué les leaders des principaux partis politiques, pour un échange de vues sur la question du prêt du Fonds Monétaire International.

Pour accorder ce prêt de 530 millions de dollars, bien nécessaire aux finances italiennes, le FMI a posé des conditions précises. Il veut que le gouvernement italien s'engage à réduire « le coût du travail » — c'est-à-dire à limiter les hausses salariales ainsi que les charges de Sécurité sociale — en particulier en limitant les hausses de salaire dues à l'échelle mobile des salaires. Le déficit budgétaire de l'Etat devrait également être réduit, grâce à une hausse des impôts, notamment de la TVA.

En fait, ces mesures sont, peu ou prou, celles que depuis un moment déjà le gouvernement italien cherche à faire accepter aux différents partis. Le FMI, par son « diktat », ne fait que venir à la rescousse d'Andreotti. C'est en effet maintenant avec l'autorité que lui confère le chantage au prêt qu'Andreotti demande le soutien — ou au moins l'abstention — des partis pour la mise en place de ces nouvelles mesures d'austérité.

Les partis qui, par leur abstention, permettent au gouvernement Andreotti de rester en place — c'est le cas notamment pour le PCI — doivent donc maintenant donner une réponse claire : soit s'engager à soutenir de

nouvelles mesures impopulaires, soit prendre la responsabilité, en s'y opposant, de provoquer une crise gouvernementale. Bien que cette réponse n'ait pas encore été donnée, il semble bien que, pour un temps encore, ils répondront par le soutien à Andreotti.

La question du prêt du FMI aura mis une nouvelle fois le PCI en demeure de soutenir la politique impopulaire d'Andreotti. Et cela dans un moment particulièrement délicat, où il doit faire face à la révolte étudiante et affronter l'impopularité certaine que sa politique rencontre dans la classe ouvrière. Et le PCI a visiblement bien du mal à expliquer à ses militants pourquoi ils doivent s'engager toujours plus dans le soutien aux actions répressives et anti-ouvrières de ce gouvernement auquel le PCI ne participe même pas !

Dès lors, le PCI se trouve face à un choix : soit rentrer dans l'opposition pour ne pas partager l'impopularité avec Andreotti ; soit au contraire demander à participer au gouvernement, pour au moins obtenir des contreparties politiques à son soutien actuel à Andreotti. La direction du PCI s'est montrée un instant divisée sur ce choix. Puis l'Unità, le journal du PCI, s'est prononcée pour l'exigence d'un « nouveau cadre politique », par la mise en place d'un « gouvernement d'unité démocratique ».

Ainsi, au moment où on lui demande de s'engager plus avant dans le soutien à une politique anti-ouvrière et policière, le PCI ne dit pas non. Il réclame simplement que l'on envisage de lui donner des contreparties : par exemple des fauteuils de ministres.

A.F.

Le "cordon sanitaire" contre les étudiants

A la manifestation de Bologne, organisée mercredi 16 mars par le Parti Communiste Italien, conjointement avec la Démocratie Chrétienne, a fait suite vendredi 18 mars une grève générale de quatre heures organisée par l'ensemble des confédérations syndicales.

C'est au nom de la « défense de la démocratie », prétendument menacée par les manifestations étudiantes, que le PCI a organisé la manifestation de Bologne. Quant à la grève générale du 18 mars, elle avait pour but officiel de protester contre les mesures gouvernementales en projet contre l'échelle mobile des salaires. Mais son but politique réel était ailleurs.

En fait, la grève générale s'inscrivait dans la même perspective que la manifestation de Bologne : isoler le mouvement étudiant qui secoue, depuis plus d'un mois, toutes les villes d'Italie. Montrer que le PC, les syndicats n'ont rien de commun avec ces étudiants qui manifestent en s'affrontant parfois durement à la police et, en même temps, lâcher un peu de lest à l'égard de la classe ouvrière en lui permettant de manifester son mécontentement.

C'est pourquoi, au cours des manifestations organisées à l'occasion de la grève générale, tout comme lors de la manifestation de Bologne, on a vu à plusieurs reprises le service d'ordre syndical s'opposer aux manifestants étudiants, ou les isoler par un important cordon sanitaire. Cela au moment même où la police italienne occupait les universités, donnait à de nombreuses villes italiennes l'aspect de villes en état de siège. Cela au moment même où, dans un véritable déchaînement hystérique contre le mouvement étudiant, la police faisait parmi celui-ci des centaines d'arrestations, opérait de véritables ratissages. Au moment même où de nombreux sévices et abus de la police étaient dénoncés.

C'est donc en défenseur de l'ordre que le PCI et les organisations syndicales se sont souciés d'apparaître. Au point que les journalistes de tous bords ont abondamment insisté sur le contraste d'intérêts qui existerait désormais entre les « deux Italie » : celle des « exclus », des étudiants à l'avenir bouché, en fait chômeurs diplômés en puissance, et celle de tous les autres, ceux qui ont du travail, ouvriers ou... bourgeois !

C'est ce mensonge éhonté que le PCI voudrait accréditer aujourd'hui, cherchant à dresser les travailleurs contre les étudiants taxés de « provocateurs ».

Le PCI est-il parvenu à isoler le mouvement étudiant ? En partie, oui, car il est parvenu, lui et les organisations syndicales, à faire manifester des centaines de milliers de travailleurs et à faire apparaître les étudiants contestataires, en regard de ces manifestations, comme une minorité de « marginaux », que le service d'ordre syndical a isolés comme il se doit. Mais cela ne suffit pas pour juger des véritables sentiments des travailleurs à l'égard du mouvement étudiant d'une part, de la politique du PCI d'autre part.

La politique du PCI, son soutien à l'austérité, la persistance de la crise et du chômage, l'absence de perspectives de changement peuvent amener bon nombre de travailleurs à se poser des questions. Un jour prochain, le PCI pourrait bien voir des fractions de la classe ouvrière se dresser, tout comme les étudiants, non seulement contre la politique d'austérité d'Andreotti, mais contre le PCI qui le soutient.

André FRYS

"Autonomie ouvrière" et l'extrême-gauche italienne

Au cours de la grève des étudiants italiens, les groupes « Autonomie Ouvrière » ont pris le devant de la scène politique. Ce sont ces groupes qui, en particulier, se sont révélés les plus « durs » dans les affrontements avec la police, affirmant que, aux armes à feu brandies par celle-ci, il fallait répondre par les armes à feu. L'influence d'« Autonomie Ouvrière » s'oppose directement, dans le mouvement étudiant, à celle de groupes d'extrême-gauche plus anciens, comme le PDUP, Avanguardia Operaia et même Lotta Continua. « Autonomie Ouvrière » est en fait un groupe d'inspiration mao-sontaniste, comparable à ce que fut, il y a quelques années, la Gauche Prolétarienne en France.

Le Parti Communiste Italien et même, dans une certaine mesure, les organisations d'extrême-gauche italiennes dénoncent l'action d'« Autonomie Ouvrière » comme « provocatrice ». Mais il y a bien autre chose que cela dans « Autonomie Ouvrière ». En prônant la violence systématique contre la police et le gouvernement, celle-ci rencontre un écho. Elle exprime en fait le désespoir d'une partie des étudiants et de l'extrême-gauche. Face au compromis historique, face à la crise, à l'absence de perspectives politiques et à leur profond isolement de la classe ouvrière, les militants étudiants sont tentés de se lancer dans des actions désespérées, isolées, qui risquent fort d'ailleurs de ne faire qu'augmenter

encore leur isolement.

Cette révolte désespérée d'une partie de la jeunesse est sans doute bien incapable d'offrir une issue, ni aux étudiants, ni à la classe ouvrière. Au contraire, elle permet au PCI, et au gouvernement, dans une certaine mesure, de justifier leur politique et la répression qu'ils mènent. Mais si une partie de la jeunesse se bat ainsi, avec le sentiment de ne pas avoir d'issue, c'est bien le PCI qui en porte la principale responsabilité politique, lui qui, en fait de changement social, propose aujourd'hui non seulement l'acceptation de la crise et du chômage, mais qui revendique même de la gérer.

A.F.

Au-delà des municipales, les révolutionnaires peuvent-ils agir ensemble ?

L'accord électoral que nous avons signé avec la Ligue Communiste Révolutionnaire et l'Organisation Communiste des Travailleurs pour les municipales a permis matériellement aux révolutionnaires d'être présents dans une trentaine de grandes villes et de prendre ainsi la mesure d'une radicalisation manifeste d'une partie de l'électorat ouvrier.

Ensemble aux législatives

Nous nous félicitons de cette démarche et nous proposons de la reconduire pour les prochaines législatives afin qu'il y ait un candidat révolutionnaire et un seul dans chacune des 450 circonscriptions de territoire. C'est un objectif qui est à la portée des organisations révolutionnaires. En se répartissant les circonscriptions et en unissant leurs forces, leurs moyens, leurs militants, elles peuvent être capables de couvrir toute la carte électorale et de faire campagne partout, même là où localement les révolutionnaires n'intervenaient pas jusque-là. Cela permettrait à chaque organisation de bénéficier intégralement du maigre temps d'antenne à la télévision et à la radio réservé aux petites formations politiques. Chaque organisation appellerait bien sûr à voter pour les

autres révolutionnaires là où elle-même n'aurait pas de candidat.

Comptabilisées ainsi à l'échelle nationale, les voix recueillies par les révolutionnaires pourraient prendre tout leur sens. Et c'est pourquoi un tel accord serait supérieur à la simple recherche de candidats communs dans une partie seulement des circonscriptions. La recherche de candidats communs était rendue en quelque sorte obligatoire dans les élections municipales à cause du scrutin de liste qui imposait dans les grandes villes de présenter des listes complètes. Mais aux législatives, le scrutin est uninominal et il suffit d'un candidat et d'un suppléant par circonscription. Voilà donc ce qui nous semble indispensable pour les législatives de l'année prochaine.

Une presse politique commune

Mais les accords électoraux ne sont qu'un aspect et le plus mineur sans doute de la possible coopération des révolutionnaires dans un certain nombre d'activités qui pourraient être communes.

Il est un domaine en particulier où la mise en commun de nos forces nous permet-

trait de moins nous disperser et d'exposer à tous les lecteurs d'extrême-gauche, clairement, ce qui nous est commun et ce qui nous différencie, c'est celui de la presse politique.

Bien entendu, l'édition d'un organe de presse commun, c'est-à-dire par exemple d'un

hebdomadaire politique semble surtout possible entre les groupes qui sont politiquement les plus proches. Il serait par conséquent plus facile, au moins dans l'immédiat, d'éditer une presse commune avec les camarades de la LCR qui se réclament comme nous du programme trotskyste qu'avec les camarades de l'OCT qui ne s'en réclament pas, mais cela n'est pas exclu à priori dans la mesure où ces camarades le souhaiteraient.

Toutes les organisations révolutionnaires consacrent une partie importante de leur temps, de leurs activités, de leurs ressources et de leurs préoccupations à l'édition d'une presse politique. C'est une tâche indispensable. C'est aussi un lien politique irremplaçable entre une organisation et son public de sympathisants.

Mais si nous unissons nos ressources matérielles, financières, humaines pour publier un hebdomadaire commun, alors il nous est tout à fait possible de penser qu'il y aura place dans cet hebdoma-

daire pour les points de vue divergents et nuancés.

Et le public politisé qui est celui de l'extrême-gauche est tout à fait à même de comprendre, de saisir les différences et de s'y intéresser. Une presse commune, en dehors même du visage commun et de l'exemple démocratique qu'elle offrirait, aurait en outre l'avantage essentiel de multiplier les ressources militantes pour la vente et la diffusion. Ce serait un gain de temps pour tous, chaque organisation déborderait de son propre public et aurait la possibilité non seulement de s'adresser au public de l'autre mais encore de gagner de nouveaux lecteurs.

Alors oui, pour le public de l'extrême-gauche, pour ces milliers de sympathisants qui partagent nos idées et notre combat, nous aurions fait un geste unitaire démonstratif, supposant un véritable travail en commun. Et cela sans qu'aucune organisation n'ait à faire de concession politique ou sans qu'elle ait à renoncer ni à ses analyses ni à ses interventions.

Un cortège des révolutionnaires le 1^{er} mai

Dans un autre domaine, nous pensons que les révolutionnaires doivent apparaître en commun le 1^{er} mai. Ce n'est pas une nouveauté puisque à plusieurs reprises les révolutionnaires ont formé leur propre cortège et que la présence de milliers de manifestants dans les rues a déjà attesté de la vitalité de l'extrême-gauche.

L'année dernière, ce ne fut pas possible à Paris car la LCR avait choisi de manifester derrière le cortège de l'Union de la gauche. C'est une position tactique qui évidemment se discute mais elle fait risquer l'affrontement ouvert avec les militants stali-

niens pour s'imposer coûte que coûte dans une manifestation où l'on n'est pas invité (et où l'on ne peut défiler que derrière tout le monde, séparé du gros des manifestants ouvriers par plusieurs rangs compacts de service d'ordre). C'est un choix par rapport au PC, au PS et aux syndicats. Mais c'est un choix qui a conduit l'an dernier la LCR à rompre l'unité avec les révolutionnaires. Nous espérons que, cette année, c'est la volonté d'action commune qui l'emportera.

Nous faisons ces propositions : accord électoral, presse unique, apparition commune dans les manifestations du

1^{er} mai parce que nous considérons que leur réalisation permettrait de changer le comportement des organisations qui se proclament révolutionnaires. Il ne s'agit pas de faire l'unité pour l'unité car alors pourquoi ne pas fusionner si rien ne justifie que nous apparaissions indépendamment. Il s'agit de montrer que nous sommes capables d'agir en commun à chaque fois que possible. Mais il y aurait bien sûr encore beaucoup à faire pour construire un parti ouvrier révolutionnaire.

Et notamment il y aurait beaucoup à faire pour implanter les idées et les militants révolutionnaires dans la classe ouvrière. Cela suppose un travail systématique d'organisation de travailleurs autour des idées révolutionnaires, cela suppose la nécessité de s'exprimer politiquement dans les entreprises sans se limiter au seul travail syndical, cela suppose que toutes les forces révolutionnaires prennent conscience que c'est là la tâche de l'heure, celle qui nous est dictée par l'histoire des cinquante dernières années. Car il faut absolument dépasser la coupure que le stalinisme a opérée entre les idées révolutionnaires et le mouvement ouvrier. Nous ne savons pas si toutes les organisations révolutionnaires auront la conscience et le sérieux suffisant pour considérer qu'il s'agit là du problème décisif auprès duquel tous les autres sont mineurs : les révolutionnaires doivent mener un travail systématique et quasi-exclusif en direction de la classe ouvrière, sinon l'unité entre révolutionnaires restera une unité factice sans utilité pour la révolution car, ce qui manque au prolétariat, c'est un parti ouvrier révolutionnaire.

Colette BERNARD

Iu avec intérêt..

Le 1^{er} anniversaire de ROUGE

Après un an de parution, le quotidien Rouge publie dans son numéro 301 un bilan chiffré dont nous extrayons quelques passages :

« Un an déjà ! Rouge qui n'était qu'un hebdomadaire est devenu quotidien. Il se vend à 10 000 exemplaires tous les jours, ce qui représente une trentaine de milliers de lecteurs plus ou moins réguliers. Il est transmis par fac-similé à Marseille et Montpellier, où chaque semaine sort une édition régionale. Une autre est prévue pour Bordeaux-Toulouse... »

Lancer un quotidien révolutionnaire dans une période générale de crise et de restructuration de la presse, c'était une véritable gageure.

Si ce pari a été gagné, c'est avant tout parce que ce projet a rencontré un large courant de sympathie militante ; parce que ceux qui ont cru à Rouge quotidien ont mis la main à la poche pour assurer son lancement et sa survie...

Ce quotidien, nous avons fait le choix pour des raisons financières et politiques d'en assurer la rédaction et la fabrication de A à Z par une équipe militante de plusieurs dizaines de

personnes. Mais on ne devient pas du jour au lendemain journaliste, clavier, correcteur, maquettiste, photographeur, rotativiste sans une réelle formation technique approfondie (ce qui était le cas pour la grande majorité).

Surtout quand le produit fabriqué — un quotidien — demande une organisation du travail complexe et rigoureuse. Aussi les premiers mois, avons-nous été littéralement submergés par les problèmes techniques, jusqu'à l'obsession : arriver à temps en province, comprimer les fautes, faire des articles lisibles, normaliser la présentation, etc. Ces problèmes ne sont pas encore tous résolus. La transmission du journal par fac-similé a comprimé de façon draconienne nos délais de fabrication, de façon à boucler la première édition deux heures plus tôt, ce qui nous a obligé à revoir complètement l'organisation du travail, et crée toute une série de difficultés qui ne sont pas encore aujourd'hui résolues... »

Le quotidien Rouge a bien franchi le cap de la première année, nous lui souhaitons bonne route !

Fête de LUTTE OUVRIÈRE à Lille

au Palais Rameau

(Angle de la rue Solférino et du boulevard Vauban)

- LE SAMEDI 16 AVRIL, DE 14 HEURES A 24 HEURES
- LE DIMANCHE 17 AVRIL, DE 10 HEURES A 21 HEURES

...et n'oubliez pas

La fête de CEUX DU TECHNIQUE

PAVILLON DE PARIS, PORTE DE PANTIN
DIMANCHE 24 AVRIL

dossier

LE
SHOW BUSINESS

**"Elle court...,
elle court
la maladie
du fric..."**

● Comme toutes les formes de création, les spectacles ont été transformés en marchandise. Que ce soit dans le domaine du cinéma, du théâtre ou des variétés, les critères de rentabilité s'imposent. Le show-business n'est qu'une branche de l'activité capitaliste qui investit dans le spectacle et plus particulièrement dans la chanson. Entre les mains des affairistes du show-business, les chansons sont des produits que l'on peut insinuer dans la vie de chacun. Les « viens », les « reviens », les « amours » et les « toujours » sortent des transistors dès le matin, continuent à s'imposer en voiture, dans les cafés, à la télévision, dans les super-marchés et en vacances sur les plages. Toutes ces chansons censées chasser l'ennui, bercer et faire rêver, n'enrichissent vraiment que quelques centaines de personnes : industriels du disque, producteurs ou vedettes. Pour des milliers de travailleurs, employés dans cette branche, le show-business n'est pas un monde plus fascinant ni plus humain que Rhône-Poulenc ou la Régie Renault. Pour la plupart des artistes, c'est une vie difficile, qui mène bien souvent à l'abandon ou au chômage. On compte que, de 1968 à 1974, le nombre des artistes de variétés a diminué de 50 %. En principe, les industriels du spectacle n'ont rien contre les bons chanteurs (surtout s'ils leur permettent de gagner de l'argent). Mais leur problème prioritaire est de vendre le plus possible. En termes de marché, cela signifie pour eux ne pas prendre de risques et donc fabriquer un produit standardisé, accepté par le plus grand nombre d'auditeurs et diffusé par les moyens de transmission les plus puis-

sants : la radio et la télévision. Comme conséquence de cet état de faits, les spectacles vivants, mettant en présence directement les artistes et le public, sont en recul. Les spectacles directs sont pleins d'aléas et ne touchent que quelques milliers de personnes. Les shows télévisés et les matraquages de chansons à succès sur les ondes atteignent des millions de personnes et sont sans risques. Les industriels du show-business ont fait leur choix entre ces deux formes de spectacles, en investissant avant tout dans la seconde.

La logique du capitalisme dans ce domaine conduit finalement à un encouragement de la médiocrité des œuvres et des interprètes. Elle conduit à décourager les créations par trop originales. Elle nous conditionne à accepter passivement tout un déluge de chansons où la poésie, l'humour ou l'émotion sont le plus souvent absents.

Il est vrai que les entreprises du show-business ne font que s'adapter au mode de vie qui est le lot de la plupart d'entre nous dans cette société. Pendant des siècles, les hommes ont chanté dans toutes les occasions de leur vie. Le capitalisme a tendance à compromettre cette activité. Les heures passées au bureau, à l'usine et dans les transports n'incitent guère à chanter ! La tension nerveuse, la fatigue et la solitude sont secrétées à haute dose par cette société. Cela permet à quelques marchands du show-business de s'enrichir en déversant des chansons à longueur de temps. Ces chansons sont autant de petites drogues, pour nous faire croire que notre vie n'est pas si triste que cela.

prochain dossier :
**Les impôts : piller les pauvres
pour donner aux riches !**

De l'or en tubes pour les industriels du spectacle



Des troubadours aux idoles

Au Moyen Age, la condition des chanteurs et des compositeurs de chansons est fort diverse. Dans les pays de langue d'Oc, les troubadours sont souvent des nobles ou des religieux utilisant une langue recherchée, voire hermétique. Ils font partie de l'élite et s'adressent à l'élite. Au nord de la Loire, les trouvères sont aussi bien des nobles que des roturiers. Ils ont parfois des jongleurs à leur service, qui les accompagnent instrumentalement ou dont ils interprètent les œuvres. Mais les jongleurs sont surtout des artistes itinérants.

A partir du XIV^e siècle, la plupart des musiciens de basse condition, les ménestriers, s'organisent en corporations. Ils ont un emploi permanent au service des princes et des bourgeois. Ils obtiennent parfois des règlements en leur faveur pour se protéger de la concurrence des jongleurs. En marge de la société, au même titre que les jongleurs, se situent les joueurs de farces, les mimes et aussi les goliards, les clercs en rupture de ban composant des œuvres chantées tournant en dérision la morale et les institutions en place.

A la Renaissance, l'évolution générale des pays occidentaux conduit les artistes à tomber sous la dépendance des monarchies absolues et des princes. Les artistes font partie de la domesticité. Ils sont renvoyés et rappelés au gré des caprices des rois et des gentilshommes. Le goût des spectacles fastueux de la monarchie absolue et des soupers chantants de l'aristocratie permet une servitude dorée à une minorité d'artistes. Parallèlement, les formes d'expression populaire se perpétuent dans les campagnes et dans les ta-

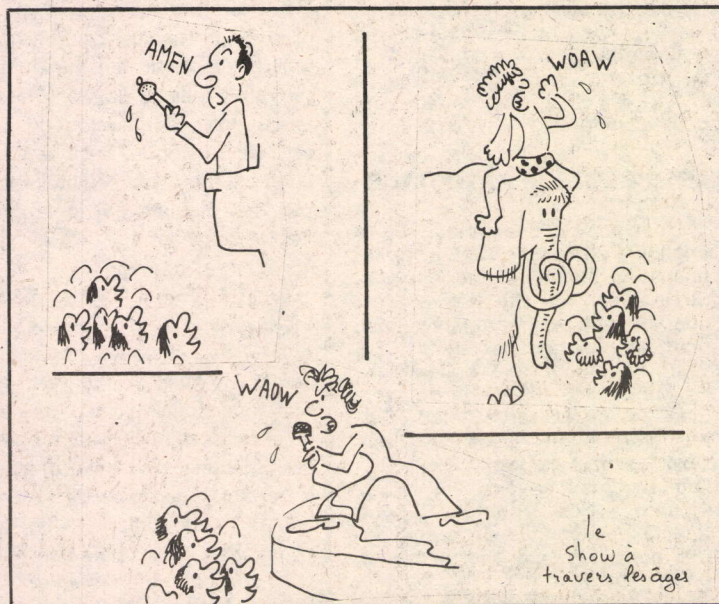
vernes. Près du Pont-Neuf, à Paris, des rassemblements de chanteurs et de comédiens ont lieu au XVII^e et au XVIII^e siècles. Les airs style « Pont-Neuf » sont mis à la mode dans toutes les villes par les chanteurs ambulants. C'est ainsi que le Ça ira du chanteur Lardet se répandit dans toute la France au début de la Révolution de 1789.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la chanson reste un divertissement accessible au plus grand nombre. Après la chute de Napoléon I^{er}, dans les cabarets de la Restauration qu'on appelle les goguettes, chacun a droit de chanter. L'assistance y est largement populaire. Ces goguettes, trop souvent frondeuses au goût de la police, disparaîtront avec le Second Empire. C'est alors l'épanouissement des cafés-concerts (les caf'conc') où le public de bourgeois et de petits bourgeois est seulement auditeur. L'affairisme fait son entrée. Dans les dernières années du XIX^e siècle, les music-halls fleurissent. Leurs directeurs vivent de l'exploitation de troupes permanentes, comme la célèbre troupe de french-cancan du Moulin-Rouge. La plupart des gens de spectacle tombent dès lors définitivement sous la coupe des « managers ». Mais le spectacle ne deviendra une grosse affaire attirant des capitaux importants qu'avec les innovations techniques du disque, de la radio et de la télévision. Dans les années 1960, les chanteurs « idoles » permettent aux capitalistes du spectacle de vendre des millions de disques. Face à l'ampleur prise actuellement par le show-business, les directeurs de music-halls du début du siècle font figure de petits entrepreneurs.

Feux de la rampe et miroir aux alouettes

Si le show-business est une affaire qui peut rapporter gros à certains, c'est aussi tout un monde où se côtoient artistes de talent, techniciens passionnés par leur métier, mais aussi hommes d'affaires sans scrupules, arrivistes et parasites en tout genre. C'est un monde qui met tout en spectacle : les chanteurs, les présentateurs, leur famille, leur vie privée ou supposée telle. Le show-business vit en créant une mythologie. Le chanteur à succès est présenté comme un être à part, au-dessus de la foule mais adoré par elle. Tout est mis en œuvre pour qu'il ne soit pas tant jugé sur son œuvre ou son interprétation que sur l'image que le show-business a fabriquée de lui.

Cette mythologie fascine certains jeunes, qui voient dans ce vedettariat le summum de la réussite sociale. On rêve d'être une idole comme on rêve dans d'autres pays d'être un champion de base-ball ou un toréador adulé. Le show-business fonctionne comme un miroir aux alouettes. Parmi tous ces jeunes qui rêvent d'atteindre la célébrité, il en prend quelques-uns, qu'il essaie de transformer en produits vendables. Car il n'est pas exagéré de dire que ces jeunes sont traités comme des marchandises. On examine le marché et, si le style « mauvais garçon », « petite fille de Français moyen », « grand frère au cœur tendre » ou « star fatale » semble susceptible de plaire à tel ou tel moment, les patrons du spectacle s'emparent de quelques aspirants au succès pour les façonner dans ce but. Certes, le show-business ce n'est pas seulement cela. Mais c'est tout de même aussi cette entreprise de duperie qui conduit à l'élimination de tous ceux qui n'ont pas passé le cap du premier « tube » et à l'écrasement de ceux qui n'ont pas réussi à s'adapter aux exigences du « star-system ».



dossier

LE SHOW BUSINESS

Les rouages

MOULOU DJI ET LES MAISONS DE DISQUES

« Quel est le rôle des maisons de disques ? »

— Les industriels fabriquent du disque comme ils produiraient de la mortadelle ou autre chose. D'ailleurs, on appelle ça du « saucisson ». Ils vous engagent pour enregistrer des disques et ils vous donnent un « royalty » sur la vente des disques. Maintenant, ils sélectionnent beaucoup plus, ne prennent que ce qui se vend, et s'occupent de moins en moins de la publicité, des affiches, etc.

— Est-ce difficile pour les débutants ?

— C'est difficile, oui. N'importe qui peut enregistrer un disque. Mais c'est très cher, de l'ordre de un million et demi, cinq, six, sept millions. Et même si on le fait tout seul, est-ce qu'une maison de distribution prendra son disque ? Ça, c'est autre chose.

Moi, ce que j'ai fait, c'est ce que font plein de gens marginaux. J'ai fait mes disques moi-même par exemple, depuis douze-quatorze ans. J'ai été l'un des premiers avec Henri Salvador à l'avoir fait, à sortir du système.

Je les fabrique, je les vends, c'est moi qui suis mon propre producteur. Cela s'est passé ainsi pendant des années ! Et j'ai fait ce que j'ai voulu. Maintenant je fais des coproductions avec des grosses maisons : je leur laisse tout le travail embêtant, comptabilité, etc., et je ne m'occupe que de l'aspect création, chansons, etc. »

QU'EST-CE QU'UN IMPRESARIO ?

D'après Guy Bedos :

« Il y a imprésario et imprésario. Il y a celui qui organise ton planning ; celui-là touche 10 %. Ceux qui organisent tes tournées ; les « tourneurs » touchent un peu plus ; mais c'est normal, ils tournent avec toi, s'occupent de tout.

Et puis il y a les autres, qui parfois font des contrats diaboliques, infernaux. Ils sont alors aussi directeurs artistiques, ils cherchent les textes, ils font quasiment tout. L'artiste obéit, l'autre fabrique tout. Celui-là touche au moins la moitié ».

LA PART DU FISC

Outre la TVA (33 %) sur les disques et les spectacles, le fisc empoche 60 à 70 % des cachets des artistes et aussi des droits d'auteur des œuvres du domaine public (celles qui ont plus de 50 ans).

Malgré les évasions fiscales et les dissimulations de bénéfices qui ont été mis en lumière ces derniers temps (Aznavor, Johnny Halliday, Claude François), l'Etat figure sur un pied d'égalité avec les plus gros requins du show-business.

LES MAISONS DE DISQUES

LES PRINCIPALES FIRMES :

En France actuellement 250 sociétés travaillent à la production et à la distribution de disques. Réseau complexe d'où émergent quelques grandes firmes : Barclay (P-DG : Eddie Barclay), Vogue, RCA, CBS, POLYDOR (Deutsch Gramophon), Phonogram (Philips), Pathé (EMI). Ces dernières ont un rôle essentiel car elles contrôlent toute la distribution, qui demande des moyens importants : alimentation des points de vente, représentants, frais de promotion (publicité, affiches, cocktails), relations et influence auprès de la radio ou de la TV.

LES PRODUCTEURS INDÉPENDANTS :

Un disque peut être enregistré et fabriqué par un producteur indépendant. Dans ce cas, la maison de disques se chargera seulement de la distribution.

LES CONTRATS :

Ceux qu'elles passent avec un artiste laissent à celui-ci un pourcentage qui va de 5 à 6 % du prix de gros du disque, à 12 %, si c'est une vedette qui peut discuter.

LE DIRECTEUR ARTISTIQUE :

C'est lui qui décide qui on va engager, en fonction de la politique de la maison. Cela peut aller du meilleur au pire. Le tout est que les affaires marchent. Ainsi, pour ne pas rater le coche, CBS vient de lancer une collection : « Marginal ». RCA, sa fortune étant assurée par Sylvie Vartan et Eddy Mitchell, s'est permis d'avoir une politique plus ouverte, en distribuant des chanteurs de qualité peu connus du grand public comme Vasca, Pierre Barouh ou Hélène Martin.

Globalement, l'industrie liée au show-business n'est qu'un secteur marginal du capitalisme.

L'industrie du disque, qui a la haute main sur celle-ci et draine à son profit la majeure partie de ce qu'elle rapporte, n'a qu'une importance limitée.

Le chiffre d'affaires de Phonogram, filiale de Philips, qui représente 20 % du marché du disque en France, n'est égal qu'au dixième de celui de Perrier ou de la Régie Française des Tabacs !

Globalement, le chiffre d'affaires du disque en France, environ un milliard et demi de nouveaux francs, ne dépasse pas celui du jouet et n'atteint que le quart de celui de la chaussure.

Certes, le disque n'est pas tout. A cela il faut ajouter le revenu des galas, des passages radio et télé, etc. Mais au maximum on peut estimer le revenu total du show-business entre 2 et 3 milliards de nouveaux francs. C'est important, certes, mais n'excède pas celui de la maison Hachette...

Ceci dit, pour les grandes firmes aux activités diversifiées, dont le disque n'est qu'une branche mineure (3 % du total en 1968 pour Philips), la publicité qu'il constitue est d'un apport non négligeable, dont elles retrouvent le bénéfice au niveau de la vente de rasoirs électriques, fers à repasser ou postes de TV. D'autre part il contribue à développer le marché des transistors, chaînes HiFi, magnétophones, sonos, etc.

Alors, elles peuvent bien laisser s'édifier à leur périphérie tout un réseau de grosses et de moins grosses fortunes, un monde de visons, de Rolls et de Ferrari...

Qu'est-ce que la SACEM ?

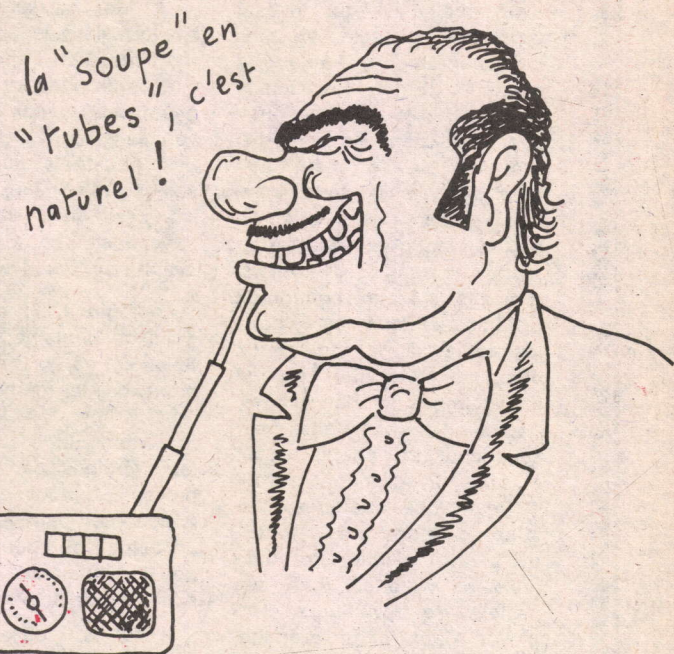
La SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) perçoit des droits sur toute exécution publique d'une œuvre (en général 8,8 % de la recette si c'est un spectacle, une kermesse, etc.). Un tiers va à l'auteur, un tiers au compositeur et un tiers à l'éditeur.

Si l'œuvre en question n'est pas jouée sur place mais s'il s'agit d'un disque, il y a perception de droits supplémentaires dits « droits mécaniques », qui vont à une filiale de la SACEM, la SDRM (Société pour l'administration du droit de reproduction mécanique). Un quart des droits mécaniques vont à l'auteur, un quart au compositeur et la plus grosse part, 50 %, à l'éditeur.

De même, sur tout disque vendu, la SDRM perçoit 8 % du prix de vente, dont toujours la moitié va à l'éditeur.

Cette situation bizarre est héritée de l'époque où c'était, non pas par les disques, mais par les « formats » imprimés sur papier qu'on faisait connaître une œuvre. L'éditeur musical justifiait son prélèvement par le rôle qu'il jouait dans la diffusion de celle-ci, rôle analogue à celui de l'éditeur d'un livre. Maintenant, ce sont les disques qui font connaître les chansons. Mais le système n'a pas changé.

C'est pourquoi il y a une véritable course à l'édition. Les maisons de disques s'assurent autant qu'elles le peuvent l'édition musicale des chansons qu'elles sortent. On a même vu des stations de radio demander à certains chanteurs de leur confier la « coédition » de leurs chansons, s'ils voulaient passer plus souvent sur l'antenne !



Faut pas rêver...

C'est Fillpacchi qui a lancé en 1962 la première du genre, Salut les copains, en liaison avec une émission d'alors du même nom sur Europe n° 1. On découvrait alors l'intérêt de saisir le marché représenté par les jeunes de 13-18 ans. Le temps des idoles était né.

Et ces revues (parmi lesquelles OK - Age tendre et Salut, du groupe Fillpacchi, Hit et Téléstar, Podium) allaient devenir le complément indispensable au malraquage d'un tube sur les ondes, lui faisant écho en livrant la même semaine au lecteur la photo de l'aspirant-idole, lui donnant l'illusion de partager sa vie privée à l'aide de pseudo-confidences de la même veine que celles de France-Dimanche (le rédacteur en chef de OK est d'ailleurs un ancien de ce journal).

Mise en condition bien orches-

trée pour inciter à acheter ses disques et attendre le cœur battant l'occasion de pouvoir enfin le voir en chair et en os !

Modèle de cette liaison entre le show-business, les revues et la radio, est l'actuelle opération « Election Miss OK 77 », organisée en commun par le Journal OK et l'émission du Super-club RTL, à l'occasion d'une série de galas à Paris et en province (ainsi à Rouen, lors du passage de Julien Clerc).

La palme revient sans doute à Claude François, qui s'est créé sa propre revue, Podium, sa propre maison de disques, « Flèches », et même sa marque de parfums, « Eau Noire », Podium étant le support publicitaire de tout cela.

Dans ces revues, tout est OK... pour mettre KO le lecteur le plus réticent !

Basket. 17h.

Jean-Loup Laf

Un jeune loup disc-jockey qui co

d'une industrie

LA TÉLÉVISION :

Sinon plaire, ne pas déplaire

Pour un artiste, la télévision est un moyen privilégié pour percer. Non pas tant pour l'apprentissage du métier que par l'ampleur du public touché. Un passage à une heure de grande écoute est le tremplin indispensable à l'heure actuelle pour « lancer » une vedette ou un nouveau disque et équivaut à plusieurs millions de dépenses de publicité. Les producteurs de télévision l'ont si bien compris qu'ils se servent de cet argument pour ne pas verser de cachet aux interprètes. Et, lorsque cachet il y a, il est bien souvent symbolique en regard du « tarif » de la vedette.

Malgré tout ce que la technique TV peut apporter à l'enrichissement du genre, et qui est pour beaucoup dans la faveur du public pour ce type d'émission, là où les variétés de télévision

pêchent, en dépit des récentes tentatives de renouvellement, c'est par l'uniformisation, le manque d'imagination et l'absence de création qui s'y manifestent le plus souvent.

A cela, il y a plusieurs causes. La première tient à la mainmise de l'Etat sur les différentes chaînes : il faut faire du distrayant qui ne remette pas en cause les valeurs établies. Cela écarte bien sûr des tranches de grande écoute les chanteurs engagés. Mais ce qui est déterminant dans la programmation (plus certainement que les pressions, le copinage et

les pots de vin qui doivent jouer leur rôle, ici comme ailleurs) c'est que, sous couvert de détendre le public, on l'habitue à toutes les mièvreries. Comme en plus il ne faut choquer personne, sous peine de perdre des téléspectateurs, on ne diffuse en majorité que de l'insipide, du familial, du « tout-public ». Et, à quelques exceptions près, c'est loin d'être le meilleur !

Les émissions de variétés « grande écoute » du samedi soir et du dimanche sont destinées à un large public et le but que s'assignent les responsables

c'est non pas tant de plaire à ce public que de ne pas lui déplaire. Et la concurrence entre les chaînes, dont le budget dépend de l'écoute, ne fait qu'accentuer ce phénomène.

Le conformisme des producteurs, leur volonté de ne pas déplaire au public et à ceux auxquels ils sont redevables de leur place, c'est cela qui détermine l'essentiel des choix en matière de variétés, et non pas le souci de faire connaître et d'intéresser à des spectacles de qualité un public qui n'a guère les moyens de choisir.

A plein tube!

Les stations de radio jouent un rôle essentiel dans le show-business. Ce sont elles qui en quinze jours font une vedette et lancent un tube, en matraquant le public dix fois par jour avec la même rengaine... ou les défont avec la même rapidité lorsqu'elles ne les passent plus.

Une station commerciale, comme Europe n° 1 ou RTL, doit capter l'écoute maximum pour vendre son temps d'antenne au meilleur prix aux annonceurs publicitaires. La base de leurs programmes, c'est le « spot ». Tout ce qui est dit ou chanté autour sert à appâter le public. Ainsi, lors de l'émission « Basket » sur Europe n° 1 le 9-3-77, entre 17 h 20 et 19 heures, on pouvait entendre pas moins de quarante-trois flashes publicitaires !

Les heures d'écoute où les auditeurs sont surtout des jeunes sont consacrées à la chanson, selon la formule inaugurée par Europe n° 1 avec « Salut les copains ». Ces émissions ont toutes un air de famille, tel « Basket » sur Europe n° 1 ou le « Super-Club » sur RTL, et le principe du Hit-Parade est admis par toutes les stations comme une valeur sûre, propre à « accrocher » un public jeune et fidèle.

Etant donné le volume des titres diffusés et, il faut bien en convenir, la rareté des talents véritables, le choix des programmeurs ne peut que baigner dans la médiocrité dominante de la production. D'autant plus qu'il leur faut plaire à un public dont le goût a été déformé au rythme des rengaines qui, avec l'usage du transistor, imprègnent toute notre vie.



On matraque un peu à l'aveuglette, en fonction du public de la tranche horaire. Et si le titre « marche », la demande arrive, les disques se vendent, la vedette est réclamée dans le courrier et les sondages... et l'argent rentre dans les caisses des maisons de disques et d'édition.

Certaines stations trouvent d'ailleurs plus avantageux de raccourcir le circuit, et créent leur propre maison de disques ou d'édition, comme Europe n° 1 avec les disques AZ-Discodis.

Cette situation des programmes de variétés ne répond pas à une quelconque fatalité, mais à une contrainte commerciale. La meilleure preuve en est qu'une station comme France-Inter, qui n'a pas les mêmes impératifs commerciaux, sans pour autant échapper entièrement au système, arrive tout de même à diffuser quelques émissions de qualité comme « Marche ou rêve », de Claude Villers ou le « Pop-Club », de José Artur. De même pour France-Musique et son émission du midi, « La chanson ».



Claude Villers (journaliste à France-Inter) :

Que cherchez-vous à faire dans votre émission "Marche ou rêve" ?

— J'essaie de faire un peu autre chose que ce qui se fait habituellement. Entre autres, j'essaie de promouvoir une nouvelle chanson. Et dans mon émission, si l'on n'entend jamais des gens comme Mireille Mathieu ou Sardou, on entend souvent des gens qui débudent, et même qui n'ont jamais fait de disques.

— COMMENT CONSIDEREZ-VOUS LE PUBLIC ?

— Ce que je ne dirais jamais, c'est « Le public veut ci ou veut ça », même si ça va dans mon sens. Il n'y a pas un public, mais des publics. Et en plus, le goût du public évolue, on peut le faire évoluer... Alors, le vrai boulot du producteur de radio, c'est d'être en accord avec ce que les gens attendent évidemment. Mais il faut aussi savoir leur imposer. Et on a des surprises...

— QUE PENSEZ-VOUS DE LA TÉLÉVISION ?

— A la TV actuellement, il n'y a pas de jeunes. Ils ont en moyenne 50 ans. C'est quand même dommage que Guy Lux puisse se pavaner en disant : « Voyez, il n'y a personne pour me remplacer ! ». Mais je ne suis pas amer. Ça viendra...

J'ai fait une fois une émission à la télévision avec Patrice Blanc-Francard. Elle s'appelait « Tiens, v'la de la lumière ». On a fait une émission dingue avec plein de

gags. Mais il faut croire que notre humour n'était pas partagé par les directions de chaîne, parce qu'on ne nous a jamais demandé d'en refaire d'autres...

Jacques Martin :

Faites-vous ce que vous voulez à la télévision ?

— Moi, maintenant, je fais ce que je veux. Dans mon émission, j'essaie de faire un mélange égal entre des « locomotives », des chanteurs ayant quelque chose à dire, de jeunes concertistes, des personnes venant de l'étranger. Les variétés, cela dit bien ce que cela veut dire. J'ai cette semaine des gens du Conservatoire : un quatuor. Il faut un peu de tout. Le dimanche après-midi, le troisième âge est oublié. J'ai remis une émission d'opéra. L'opéra-comique, le lyrique ont beaucoup compté. C'est une des émissions qui reçoit le plus de courrier.

Je ne fais pas l'émission selon mes propres goûts. Il faut que cela aille du rock à l'opéra. Je ne m'occupe pas directement de la programmation. Nous la choisissons ensemble, nous, l'équipe de l'émission. Et nous ne choisissons pas forcément d'immenses vedettes.

— LA TÉLÉVISION VOUS A-T-ELLE PARFOIS BOUDE ?

— La TV ne m'a jamais mis à l'écart. Mais moi j'en ai par moment ras-le-bol. La TV, il n'y a rien de plus pénible : il faut trimballer tout un matériel derrière soi. C'est tuant. Au bout d'un an de TV, j'en ai assez.

dossier

LE
SHOW BUSINESS

La vie d'artiste: ce n'est

La vie d'artiste



Qui pense « vie d'artiste » pense tête d'affiche, gloire et cachets fabuleux. La réalité est loin d'être aussi rose.

Seules quelques vedettes du style de Sardou, Joe Dassin et autres encaissent des millions pour un gala. Millions dont il faut retirer les 10 % minimum de l'imprésario, les charges sociales, les salaires des musiciens, accompagnateurs, éventuellement choristes et danseurs, frais de déplacement, les 60 à 70 % qui tombent dans les caisses de l'Etat par le biais du fisc... sans compter les multiples parasites qui gravitent autour de la vedette ! Malgré tout, les gains restent extrêmement élevés.

Mais, à côté de quelques « stars », la majorité de ceux qui essaient de vivre de leur métier d'artiste ont énormément de mal à y parvenir.

Ceux qui ont réussi à se faire connaître d'un public, ceux qui « tournent » pour l'instant régulièrement, gagnent sans doute bien leur vie. Mais cela reste précaire.

Par ailleurs, une multitude de chanteurs, de

musiciens ne sont pas connus et gagnent à peine le SMIC : artistes de café-théâtre obligés d'assumer eux-mêmes les frais de leur spectacle, musiciens d'orchestre de bal obligés, surtout en province, d'accepter les conditions des entrepreneurs de spectacles, sous peine de ne plus jouer du tout.

Et c'est évidemment sur ceux-là que pèse le plus le chômage (estimé par le Syndicat Français des Artistes-Interprètes à 80 %). Ils sont aussi les plus touchés par le fait que la profession est juridiquement mal protégée : les artistes sont toujours considérés comme des travailleurs intermittents à employeurs multiples, ce qui entraîne de nombreuses difficultés pour toucher le chômage, les congés payés, la retraite et la Sécurité sociale.

Vivre de ses chansons, de sa musique ? C'est une voie sur laquelle se dressent de nombreux obstacles. Et pourtant, ceux qui y parviennent ont le bonheur d'avoir un « métier » qu'ils ne font pas par contrainte, ont le bonheur de vivre en faisant ce qu'ils aiment. Et ce n'est pas si courant dans notre société.

Les débuts : une course d'obstacles

Dans le monde de la chanson, les débuts sont difficiles. Les difficultés se situent sur différents plans.

Les revenus dépendent uniquement des contrats à la carte avec les cabarets, les MJC. Ce problème du salaire est un obstacle de taille. Il est impossible de tenir plusieurs années sans avoir le minimum vital.

Ces contrats sont par ailleurs difficiles à obtenir. Ils ne dépendent que du hasard des relations. Il faut donc rester dans le « milieu ». Dans la mesure où tout se règle par combine, il faut que l'artiste se crée et entretienne de nombreuses relations dans le monde du spectacle, qu'il se maintienne dans le « circuit ». Il est donc évident que le talent n'est pas le seul facteur éliminatoire. Pour tenir le choc et faire son trou dans le monde de la chanson, il faut aussi de la volonté et de la persévérance. Même si les maisons de disque ratissent maintenant de façon systématique MJC et MC pour trouver des « poulains » éventuels, de trop nombreux artistes restent totalement méconnus.

UN AUTEUR-COMPOSITEUR DE BOURGES, DANIEL - ADRIEN ROLL, RACONTE SES DÉBUTS DANS LA CHANSON :

« Avant, j'étais éducateur. J'ai décidé de vivre uniquement de mes chansons, de ce qu'elles peuvent me rapporter. J'en vis effectivement depuis

deux ans.

Au début de la saison, voilà comment je m'y prends. Au mois de septembre, j'envoie une documentation dans les circuits qui sont susceptibles de m'accueillir, c'est-à-dire les Maisons de jeunes, les Maisons de la culture, les cafés-théâtres, les foyers ruraux, les FJT, tous les organismes qui sont censés faire de l'animation. J'ai donc fait une documentation qui me présentait, ce que je faisais, mes textes, mes chansons, en fixant un minimum de conditions financières qui soient quand même décentes.

L'année dernière, j'ai joué dans pas mal de ces organismes, mais je n'ai pratiquement jamais touché ce que j'avais demandé. Cela tient à ce que les budgets qui sont attribués à ces organismes-là sont déjà assez faibles pour ne pas permettre de faire vivre les gens qui ont décidé de faire de la musique. Un exemple : la MJC de Saint-Tropez m'avait proposé de venir et me proposait 500 F. Moi, de Bourges, j'avais 200 F de frais de déplacement. Là-bas, il fallait que je m'héberge, que je me nourrisse. Ce n'est pas possible : j'ai été obligé de refuser le contrat.

Les sommes qu'on me propose tournent autour de cela : 500 F. Malgré tout, c'est difficile de subsister. Il faut s'accrocher ! Et en ce moment j'en vis mal ».

Guy Bedos et la jungle du show- bizz



Guy Bedos.

« Que penses-tu des contrats ?

— Il y a un clivage à faire entre le débutant et l'artiste « arrivé ». Il y a entre eux un dénominateur commun qui justifie toutes les soumissions, démissions, trahisons, des artistes : la peur. La peur de ne pas réussir à faire ce métier, au début, de perdre son acquis, ensuite. Il y a aussi tout un gang, autour des débutants surtout. Rappelle-toi mon sketch de Monsieur Ramirez. L'exemple le plus célèbre, c'est Mireille Mathieu. Il y a peut-être aussi Michel Sardou. Ce sont des gens « protégés », « maqués », « fliqués » par leurs imprésarios, leurs auteurs. Ce sont des gens isolés, téléguisés, robotisés.

On prend un « produit ». En général ce sont d'anciens petits mecs paumés, qui apprennent ensuite (avec les « autres ») à faire des affaires.

Alors, tu as chez ces gens-là soit l'artiste « bouffé », avec des contrats monstrueux qui en font des espèces d'animaux domestiques, de chevaux de cirque, soit tu as la révolte de la créature, comme par exemple Claude François, Aznavour, qui ont voulu battre les « autres » sur leur propre terrain.

se venger maintenant. La plupart de ces gens sont d'extraction populaire, ils sont complètement épatés par leur propre réussite. Eux ne sont pas tout à fait conscients de leur rôle dans cette ascension. Eux-mêmes croient avoir été fabriqués. Ils en sont reconnaissants à leur mentor et finalement ça les rend plutôt modestes. Certains auraient pu ne pas vendre leur âme et ne pas plonger là-dedans, à corps perdu, et surtout à cœur perdu. De là le côté « Je reviens de loin, alors maintenant je m'en fous », « Plus jamais ce que j'ai connu ». Si je peux en parler aussi froidement, c'est que je suis passé au travers de tout ça. Dans cette Odyssée, je suis plus Homère qu'Ulysse...

Là, ce sont ceux qui ont réussi. Puis il y a toutes les petites vedettes d'une semaine ou d'une saison, qu'on laisse tomber à la première chute de vente.

Alors, les contrats sont pleins de clauses pernicieuses, de manipulations. Un exemple : telle maison de disques, qui se croit menacée par l'éclosion de telle vedette non encore sous contrat, qui concurrence un de ses poulains, utilise une technique bien connue : engager le jeune artiste prometteur et prati-

quer la politique du « frigo ». C'est un meurtre artistique.

Moi, dans ma spécialité, ce qui me sauve, c'est que je n'intéresse pas vraiment les industriels. A part quelques accidents, comme *La drague*, ma vente de disques ne représente pas grand-chose. Comme tous les amateurs d'ailleurs. Il n'y a pas dans ce domaine de « tube » après une étude de marché.

— Et les revenus ?

— Il y a deux familles, même trois : tu as les artistes-artistes, les artistes-affairistes, et puis les artistes maqués par les affairistes. Pour cette dernière catégorie d'artistes, il y a beaucoup d'argent qui rentre, mais pas tellement pour eux.

Moi, quand ma salle est pleine, je gagne bien ma vie. Mais je ne suis pas éditeur et je n'ai pas de droits d'auteur importants. Et puis j'ai aussi quelques traversées du désert.

C'est vrai qu'il y a aussi des vedettes qui ont des revenus annexes : c'est la grande école Sinatra. En France, le prototype c'est Delon, qui a une écurie de courses. Et dans son sillage il y a Sardou, qui voudrait bien en avoir autant ».



st pas toujours la vie en rose



Le groupe « Au Bonheur des Dames »... et du show-business.

Les débuts de Mick Picard, saxophoniste dans l'orchestre de Johnny Halliday

— Avant de jouer avec Johnny Halliday, comment avez-vous commencé ?

— J'ai fait un peu de saxophone dans ma jeunesse. Vers 1960-61 est arrivée l'époque du rock français, avec Johnny Halliday, les Chaussettes Noires, etc... Ceux-ci cherchaient un saxophoniste. Comme j'étais ami avec le batteur, celui-ci m'a proposé au groupe. A l'époque j'avoue que je ne jouais pas très bien. Ajouté au fait qu'il n'y avait pas beaucoup de saxophonistes parmi les jeunes, il faut voir que la présence visuelle comptait plus que le côté musical puisque j'ai été engagé. J'ai eu la chance de vivre une époque délirante, mais malgré cela je ne garde pas un très bon souvenir de mon passage chez les Chaussettes Noires.

Ensuite, je suis parti à l'armée en Algérie, où j'ai été incorporé dans la Musique de mon régiment. C'est là que j'ai commencé réellement à apprendre le saxophone... A mon retour, j'ai été deux ans au Conservatoire.

— Quelles difficultés rencontre-t-on pour arriver à entrer dans un orchestre intéressant un peu connu ?

— C'est avant tout une question de chance et de relations. Le meilleur musicien n'est pas forcément dans le meilleur orchestre. En ce qui me concerne, je suis rentré chez Johnny parce que certains de ses musiciens avaient joué avec moi auparavant. Quand on a eu besoin d'un saxophoniste, ils ont pensé à moi. J'en ai été très touché. Je crois que Johnny est le seul à l'heure actuelle, à faire travailler 20 musiciens, tous très bons.

— Si Johnny Halliday s'arrêtait de chanter, que feraient les musiciens ?

— Nous essaierions sans doute de travailler dans d'autres orchestres. Travailler avec un groupe, accompagner une vedette, faire du studio, du cabaret, ou même des bals s'il n'y a rien

d'autre... Mais beaucoup de musiciens ne travaillent pratiquement pas. Il y a moins de galas qu'avant. Les cabarets, les casinos prenaient une dizaine de musiciens, ils n'en prennent maintenant que quatre ou cinq.

D'autre part l'électronique en musique tend à supplanter les instruments traditionnels. Le synthétiseur par exemple remplace beaucoup d'instruments.

— Quel travail représente un spectacle, comment se déroulent les répétitions ?

— Pour le nouveau spectacle de Johnny, nous avons répété pendant plus d'un mois, tous les jours. On travaille, mais on a la chance d'être dans une bonne équipe, tout à fait relax. Il n'y a pas de chef autoritaire, chacun a son mot à dire s'il le veut. C'est la condition indispensable pour obtenir un bon résultat.

— Et les tournées ?

— Elles font partie de la vie du musicien. Ce métier-là, on ne le fait pas par force, parce qu'il faut travailler, on le fait parce qu'on l'aime : on aime le spectacle, la présence du public, cette vie...

— Que pensez-vous du show-business ?

— Je suis très mal placé pour parler de ce milieu car je ne le fréquente pas. Chez Johnny nous n'avons pas de problèmes. Mais en d'autres cas, il y a une véritable exploitation des groupes et orchestres peu connus...

Quand je travaillais dans l'orchestre d'un chanteur qui s'appelait Vigon, nous sommes allés en Tunisie en 1969 pour 50 F français et 50 dinars tunisiens par jour pendant deux mois. Nous avons touché péniblement l'argent tunisien. Il fallait dépenser sur place. Quant à l'argent français, nous l'attendons encore. A notre retour notre imprésario nous a rassurés en nous déclarant qu'il fallait intenter un procès aux responsables, ce qui n'a jamais été fait.

ROCK, POP, FOLK : RIEN NE SE PERD, LE SHOW-BIZZ RÉCUPÈRE

En marge des variétés traditionnelles, les années 1960 ont vu l'irruption de nouvelles formes musicales, touchant sélectivement la jeunesse et traduisant sa révolte et son aspiration à échapper aux contraintes d'une société où elle se sent mal à l'aise.

Du rock-and-roll en passant par la pop-music jusqu'à la musique folk, il ne s'agit pas là d'un phénomène purement musical, ces musiques traduisant révolte et contestation.

La pop-music, rassemblant des centaines de milliers de jeunes à Woodstock ou dans l'île de Wight, ne fait pas qu'accompagner la révolte de la jeunesse. Elle en est également le support, moyen de contestation contre la guerre du Vietnam, aspiration à la liberté, volonté de trouver une vie collective au milieu de ceux dont on partage les goûts, le mode de vie et les mêmes refus.

Plus récente, la vague de musique folk, partie du folklore américain, a pris le relais en

tant que musique contestataire et traduction des refus de la jeunesse face aux méfaits de la société capitaliste. Le folk, par ses thèmes d'inspiration et le public qui s'y reconnaît, sert d'étendard aux sentiments régionalistes, écologistes, anti-atomiques, prônant un autre mode de vie, rompant avec celui d'une société industrialisée et déshumanisée.

Face à ces genres musicaux qui s'érigent pourtant en rupture avec la société, le show-business n'est pas resté insensible à la faveur qu'ils rencontrent et au marché potentiel que représente leur public. Le rock et la pop ont été une bonne affaire pour le show-business. Et à l'heure actuelle, les maisons de disques, les unes après les autres, créent leur collection folk.

Tirer profit de la contestation ne répugne pas au show-business. Les idées sont une chose, les affaires en sont une autre.

Les circuits marginaux

On est en droit de se demander si le show-business est une affaire à prendre ou à laisser. Si un talent peut s'exprimer en dehors des grands circuits habituels ? Certains artistes, peu nombreux, se démarquent des compromissions, refusent de se soumettre aux lois des circuits, refusent d'être achetés, normalisés. Ce n'est qu'une extrême minorité d'entre eux qui arrive à la notoriété, qui parvient à percer. Mouloudji, par exemple, sort ses disques lui-même depuis plus de quatorze ans. Il

a été l'un des premiers à le faire, avec Henri Salvador. Mais après avoir été son propre producteur pendant des années, il fait maintenant des coproductions avec des grosses maisons. Cette voie n'est pas facile. Parmi ceux qui font ce choix individualiste, peu nombreux sont ceux qui parviennent au succès. Car les difficultés et les embûches sont importantes : dans la chanson comme ailleurs, les solutions artisanales ont du mal à vivre face à l'industrie du show-business.

LA REVUE « CHANSON »

Signalons que la revue Chanson s'est donné pour but d'être un instrument d'information sans préoccupation commerciale, sur les chanteurs, les disques, les différentes manifestations du domaine de la chanson.

Nos lecteurs qui seraient intéressés par cette revue peuvent se la procurer en écrivant à : « Chanson », 185 bis, rue Ordener, 75018 Paris.

DANIEL-ADRIEN ROLL :

LES DIFFICULTES D'UN JEUNE CHANTEUR-AUTEUR-COMPOSITEUR

« Il y a des tas de possibilités. Il y a les circuits qu'on dit « marginaux », comme le DROUG, et des tas de petites maisons d'édition où tu peux, si tu as de l'argent, éditer ton disque à compte d'auteur. A ce moment-là, tu es obligé de diffuser ton disque toi-même, avec toutes les exigences que cela comporte. Il y a une deuxième possibilité : dans les circuits « marginaux » aussi, qui acceptent de faire ton disque et de se charger aussi de la diffu-

sion. Mais je n'en connais pas beaucoup. Il y a l'autre solution, c'est de trouver une maison de disques qui te prend en charge totalement, c'est-à-dire la parution et la diffusion, comme Le Chant du Monde, RCA, la Boîte à Musique... Et, bien que ces maisons soient dans le système actuel, elles me paraissent honnêtes. Enfin, le métier de chanteur, ce n'est pas tellement viable sur le plan financier tant qu'on n'a pas une certaine autonomie, c'est-à-dire la

faculté de trouver du travail beaucoup plus librement. Et pour cela, il faut faire un disque, essayer de faire passer des chansons sur les ondes. Et cela se fait par des relations : des gens qui connaissent des gens qui...

Au début j'ai voulu me passer de ces circuits-là. Et maintenant je m'aperçois qu'il faut passer par ces circuits-là, si je veux continuer à vivre décemment. »

dossier

LE SHOW BUSINESS



François Béranger et les problèmes du spectacle

« Quelle est ta position par rapport aux problèmes d'argent et de cachet ? »

— Qu'on le veuille ou non, on est dans un système dans cette société, le fric, ça existe aussi bien pour ceux qui la contestent que pour ceux qui ne la contestent pas.

Ma position par rapport au fric ? J'ai le cul entre deux chaises sur le plan financier, parce que d'abord, sur le plan éthique, je ne veux pas demander trop d'argent, pour continuer à tourner, pour ne pas me couper d'un tas d'associations qui nous font venir en province, c'est l'essentiel de notre activité. D'un autre côté, je suis quand même obligé d'en demander pas mal, parce qu'on est sept, parce qu'on a beaucoup de matériel, parce qu'on fait une musique qui est chère aussi : de la musique électrique. Cela demande un matériel sono, etc.) considérable.

Qu'est-ce qui compte ? Ce qu'on fait ou le pognon qu'on demande ? Nous, on vit normalement de ce qu'on fait, parce qu'on travaille beaucoup. On fait 80 à 90 concerts par an. En fait, les gens qui l'attaquent là-dessus, ils ne sont en général pas informés.

— Que penses-tu des rapports entre l'artiste et le public ?

— Eh bien, d'abord, je fais des chansons pour moi. Quand je fais une chanson, c'est toujours le résultat d'une expérience personnelle, d'une émotion, d'un truc que j'ai vécu. Je pense que je ne me situe pas comme différent des gens. Je pense que, si les gens les écoutent, c'est parce qu'ils s'identifient aux différentes chansons que je fais, mais c'est tout.

Mes rapports avec le public ? En général ils ont toujours été très bons. Maintenant, moi, en public, je ne me situe pas comme un « artiste ». Moi je me considère comme un espèce d'artisan qui fait des chansons, comme je pourrais faire autre chose. C'est un artisanat, la chanson.

Je récusé un peu le mot ar-

tiste, non pas qu'il ne soit pas beau, mais il y a tellement de malentendus sous ce vocable-là qu'il faut faire très attention. Quand les gens l'emploient, on sent tout de même qu'ils le mettent entre guillemets, que ça sous-entend une espèce d'auréole d'un mec différent des autres, alors que je suis tout à fait semblable.

— Il y a un courant qui remet en cause la notion de spectacle, surtout depuis Mai 68. Qu'en penses-tu ?

— En fait, remettre en cause les vieilles structures traditionnelles de l'expression, c'est bien. Encore faut-il proposer quelque chose de valable à la place, qui ne soit pas quelque chose de démagogique ou d'inefficace. Je veux dire que se pointer sur une scène en disant : « Venez, montez sur la scène, vous êtes tous aussi bons que nous » etc., je trouve ça complètement démagogique et illusoire. Parce que c'est un métier, tu vois. Un trapéziste, il fait du trapèze depuis l'âge de 5 ans. Un clown, il sait comment il faut faire pour marcher, pour faire des cabrioles...

— Alors, faire participer les gens ?

— Cela sous-entend que les gens, quand ils sont spectateurs, sont passifs. Moi, je ne suis pas du tout d'accord. Je pense qu'un spectateur c'est vachement actif : écouter quelque chose, être attentif à quelque chose, recevoir quelque chose, ce n'est pas du tout être passif, c'est être actif.

Et jusqu'à nouvel ordre, je suis en fait assez attaché à la forme traditionnelle de spectacle, non parce que c'est celle que j'ai adoptée, mais parce que je n'en vois pas d'autre qui soit valable.

Maintenant, dans beaucoup de mes chansons, j'ai dit aux gens : « Prenez votre guitare, faites des chansons ». Je suis vraiment pour. Mais moi, si les gens font des chansons, ça ne m'empêchera pas de faire mes chansons ni d'aller écouter les leurs, ni eux d'écouter les miennes ».

Le talent, ce n'est pas l'affaire du show-business, qui s'intéresse avant tout aux chanteurs « à succès ».

Parmi ces derniers, certains ont été façonnés de toutes pièces. Ils sont les véritables « créatures » du show-business. De talent, ils n'en avaient pas au départ. Ce n'est pas le système qui a pu l'étouffer... ni leur en donner d'ailleurs, même s'il leur a fait acquérir un certain métier.

Car le talent, les qualités personnelles d'un artiste existent indépendamment du show-business, qui ne peut que leur donner ou leur refuser les moyens de se faire entendre du plus grand nombre.

Comme c'est bien souvent de cette façon que s'ouvrent les portes du succès, de la grande carrière, des artistes de ta-

lent ont parfois choisi, plus ou moins cyniquement, la voie royale du show-business, au prix d'un talent amoindri et gâché.

Mais parmi ceux qui ont quelque chose à dire, beaucoup y tiennent et le disent, en dépit de tous les obstacles. Le chemin pour atteindre le public est alors plus long et plus difficile. Mais bien souvent, lorsque ce public s'est créé et qu'il représente un potentiel d'acheteurs, le show-business commence à ouvrir ses portes. Il contribue ainsi à une plus grande diffusion de la musique et de la chanson de qualité, mais exerce de nouvelles pressions sur l'artiste, qui n'est qu'un filon à exploiter au maximum. Il est poussé à reproduire ce qui a « marché », même lorsque

cette veine d'inspiration est tarie, poussé à agir en « vedette ». Pour résister à ces pressions, à ce laminage de la personnalité — donc du talent et de l'inspiration — il faut une certaine force de caractère.

Des chanteurs de qualité, sans galvauder leur talent, ont réussi à conquérir une très large audience, y compris par le biais du show-business. C'est le cas d'hommes comme Brassens, comme Nougaro... Le show-business n'a pas ouvert ses portes à d'autres, dont le talent était moins susceptible d'atteindre un public aussi large (donc sans intérêt commercial). C'est par exemple le cas dans le domaine de la chanson poétique. Mais, aussi restreinte que soit leur audience, ces talents existent et s'expriment.

POUR QUE LA FÊTE COMMENCE

● L'existence du show-business apparaît à de nombreux artistes et militants gauchistes comme l'obstacle majeur à l'établissement de relations authentiques entre les créateurs et le public. En fait, ce n'est pas tant le show-business qui fausse ces rapports et compromet la créativité, que l'existence des lois du marché capitaliste. L'artiste n'échappe pas à ces lois, qui l'obligent à vendre sa production pour vivre et pour étendre son audience. Son statut, qui fait de lui à la fois un artiste et un produit, est inévitablement ambigu. Créer sans faire carrière, c'est le plus souvent renoncer à créer durablement. Quant au grand public, il ne dispose pas des moyens culturels pour critiquer les spectacles médioc-

res qu'on lui impose en règle générale et en exiger d'autres. Il est composé en grande partie d'hommes et de femmes qui sont exploités et n'ont que de maigres loisirs. Et c'est le capitalisme qui leur refuse le pouvoir d'apprécier et de contribuer à la production de la culture humaine. Au travers du show-business, certains contestent les grands moyens de diffusion, la radio et la télévision, comme étant des obstacles à la spontanéité des artistes et du public. Casser les transistors et les électrophones, fermer les téléviseurs ? Ce n'est pas bien sûr la solution pour ouvrir les yeux et les oreilles de chacun. Car ce qui est en cause dans la société actuelle, c'est l'usage qui est fait de ces techniques. La

radio, la télévision, le disque, les bandes magnétiques et les vidéocassettes sont autant de moyen d'expression qui pourraient multiplier les échanges sociaux, faire connaître les talents, en susciter de nouveaux et cultiver profondément la population.

En fait, seule une société débarrassée des lois du profit permettrait d'utiliser largement les techniques dans ce sens. Sans compter qu'en donnant à chacun accès à la pratique d'expressions artistiques variées, cette société verrait fleurir de nombreux artistes. Elle libérerait les capacités de participation des hommes à des créations et à des spectacles qui seront, au sens fort du mot, des fêtes.



BNP : quand les banquiers montrent les dents



Les forces de police ont bien dû passer sous la banderole des grévistes pour dégager la rue.

Lundi 21 mars, au petit matin, la BNP forte d'un jugement rendu samedi en référé, a fait évacuer les grévistes du Centre de traitement de l'informatique par les forces de police.

Les ordinateurs de la banque arrêtés dix jours, cela représente un nombre de millions de francs tellement lourds que la très participative BNP a dû montrer son vrai visage.

Elle a bien essayé, la semaine dernière, de lock-outter les grévistes et de mettre ses cadres au travail à l'abri des grilles fermant le Centre. Elle a bien prononcé deux révocations — fait sans précédent dans la profession — et des suspensions. Les grévistes tenaient bon et pour cause : le CTI doit être décentralisé et ils demandent des garanties pour le maintien des avantages acquis — prime de nuit entre autres qui représente une bonne part de leur salaire.

Tous les employés de la BNP, aussi bien à Barbès que dans les autres centraux et dans les agences suivaient avec attention le conflit puisque l'ordinateur arrêté, cela veut dire pas de travail. Mais ils étaient plutôt spectateurs : ceux de l'ordinateur ont la réputation d'avoir de bons salaires et... un certain corporatisme.

Mais les révocations d'abord, les flics ensuite ont déclenché

un mouvement de solidarité.

Ainsi, dès lundi matin, une manifestation réunissait un millier d'employés dont 600 de Barbès devant le Siège du boulevard des Italiens. Dans l'après-midi, une partie des grévistes est passée dans les services appeler le reste du personnel à les rejoindre. Ils sont passés sans les délégués, réunis en une inter-syndicale interminable. Les deux employés révoqués, eux, commençaient une grève de la faim.

Le lendemain à 16 heures, une nouvelle manifestation a réuni à nouveau plus de 1.000 personnes dans une ambiance très chaude.

Dans le même temps, la direction réunissait le conseil de discipline — qui n'a qu'une voix consultative — et mettait comme condition à la tenue de la réunion, que les portes du Centre informatique soient débloquentes. Ce que les syndicats ont accepté et fait accepter aux grévistes.

LES SYNDICATS

Dès le début, la CGT était contre l'occupation, mais le fait qu'un de ses délégués ait eu un avertissement lui a permis de revenir en bonne position.

Dans les assemblées, les délégués se relayent au micro pour trouver le ton qui peut convenir

aux participants, puis font disparaître le micro. Dans l'ensemble, la CGT conseille la plus grande modération, mais parle aussi d'élargir le mouvement par des revendications sur la restructuration de la banque.

Quand on veut noyer la solidarité...

La CFDT dans les assemblées du personnel, a affirmé sa volonté de mener la lutte jusqu'à la levée des sanctions. Mais il lui est bien difficile de faire plus en ce moment, elle a à régler des problèmes internes.

En effet, les listes pour les élections de délégués du personnel doivent être déposées et son premier souci est d'éliminer deux camarades de notre tendance malgré l'appui affirmé des syndiqués et du personnel de leurs Centres. Alors pour ce qui est de la grève et des sanctions, les grandes déclarations de principe doivent suffire.

DERNIERE HEURE

La direction a fait savoir, mercredi matin, par l'entremise des syndicats qu'elle revenait sur les révocations prononcées, mais rétrogradait et mutait les deux collègues sanctionnés.

Elections à Peugeot Sochaux : réaction contre les méthodes bureaucratiques

« (...) Nous voulons faire connaître publiquement notre protestation contre une violation de la démocratie syndicale de la part des dirigeants de notre syndicat. Les syndiqués de la section CGT Embout-nord se sont réunis pour désigner les candidatures pour les élections des délégués du personnel. La majorité des présents a choisi la liste (...). Le comité exécutif a exclu de cette liste quatre militants. Nous, syndiqués du secteur, nous ne sommes pas d'accord (...). Nous savons que ces camarades ont des idées politiques d'extrême-gauche. Mais pour être fort, le syndicat doit être ouvert à tous (...) »

Voilà en quels termes 36 syndiqués CGT d'un atelier de l'usine Peugeot, à Sochaux, protestaient dernièrement par une lettre ouverte à l'ensemble des syndiqués CGT de l'usine.

En effet, sur les quatre exclus de la liste, il y avait un de nos camarades militant et délégué du personnel depuis quatre ans, qui a conduit la liste d'extrême-gauche à Montbéliard. Liste qui a d'ailleurs obtenu 9,5 % des voix. Les militants du PCF ont préféré, eux, soutenir Bouloche qui conduisait la liste d'Union de la gauche aussi à Montbéliard. Ça ne les gêne pas de siéger aux côtés de Bouloche, ancien minis-

tre de De Gaulle au conseil municipal. Mais ils ne peuvent accepter à l'usine de militer au côté d'un révolutionnaire !

Pour donner la possibilité à ceux qui n'acceptaient pas de voir ainsi évincer un militant ouvrier, à ceux qui n'acceptaient pas le diktat de la CGT, notre camarade a appelé les travailleurs de toute l'usine à s'abstenir au premier tour, afin de lui permettre de se présenter au second tour ainsi que la loi le permet.

Correspondant L.O.

DERNIERE MINUTE

La CGT perd 3,1 % du total des exprimés par rapport aux élections de 1976. Soit un manque de plus de 650 voix.

La CGT ne gagne aucun des deux nouveaux sièges à pourvoir, et elle en perd un par rapport à l'année dernière. Au moins 650 travailleurs qui d'habitude votaient CGT ont cette fois-ci, refusé de le faire pour protester contre la mise à l'écart de quatre militants révolutionnaires. C'est un avertissement qui doit être entendu.

Correspondant LO Montbéliard

LES EMPLOYES DES CHEQUES POSTAUX DE LILLE SE MOBILISENT POUR DENONCER LE SCANDALE DES COTISATIONS URSSAF

Depuis une quinzaine de jours, dans toute l'agglomération lilloise, l'URSSAF envoie des lettres aux travailleurs ayant un dossier à la Caisse d'allocations familiales pour les avertir que s'ils ont recours à des nourrices pour garder leurs enfants, ils devront

payer des cotisations à la Sécurité sociale, voire même des arriérés, au même titre que n'importe quel employeur.

Aux Chèques Postaux de Lille, employant presque exclusivement du personnel féminin, tout le monde était révolté car c'est bien à cause du manque de crèches que nous avons recours à ce moyen et la majorité d'entre nous pense que nous n'avons pas à faire les frais de la carence des pouvoirs publics. Et s'il est bien normal que les nourrices aient droit à la Sécurité sociale, ce n'est pas à nous de payer.

Une délégation s'est donc rendue à la permanence électorale de Norbert Ségard, candidat à Lille et ministre des PTT. Bien entendu celui-ci n'a fait que quelques déclarations laconiques : « il comprenait notre problème mais ne pouvait rien faire ». Nous avons constitué un collectif composé de 25 employés chargés d'informer le personnel et de proposer des actions pour les jours suivants. En premier lieu, nous avons décidé de nous rendre au siège de la télévision afin d'imposer le passage d'un communiqué aux informations régionales pour dénoncer le manque de crèches et de garderies mais aussi les mesures prises par l'URSSAF.

Soutenus par les syndicats, le planning familial, les APS, organismes contactés par le collectif, nous nous sommes retrouvés environ cinquante devant FR3. Après une discussion plutôt houleuse, le rédacteur ne voulant pas céder devant ce qu'il appelait un coup de force, a finalement pris notre communiqué et, le soir même, de larges extraits ont été lus sur l'antenne.

C'est un bon début.

Correspondant L.O.

Le conflit du port de Dunkerque

Depuis le jeudi 10 mars, le port de Dunkerque est bloqué à la suite d'un conflit qui oppose les dockers à la société Usinor.

Le nouveau quai minéralier

dont Usinor est le principal utilisateur a été construit avec des capitaux Usinor et des capitaux du port autonome. Le personnel travaillant sur le quai minéralier

est à la fois personnel privé (employé directement par Usinor) et personnel docker bénéficiant de divers avantages, suite à un accord entre le syndicat des doc-

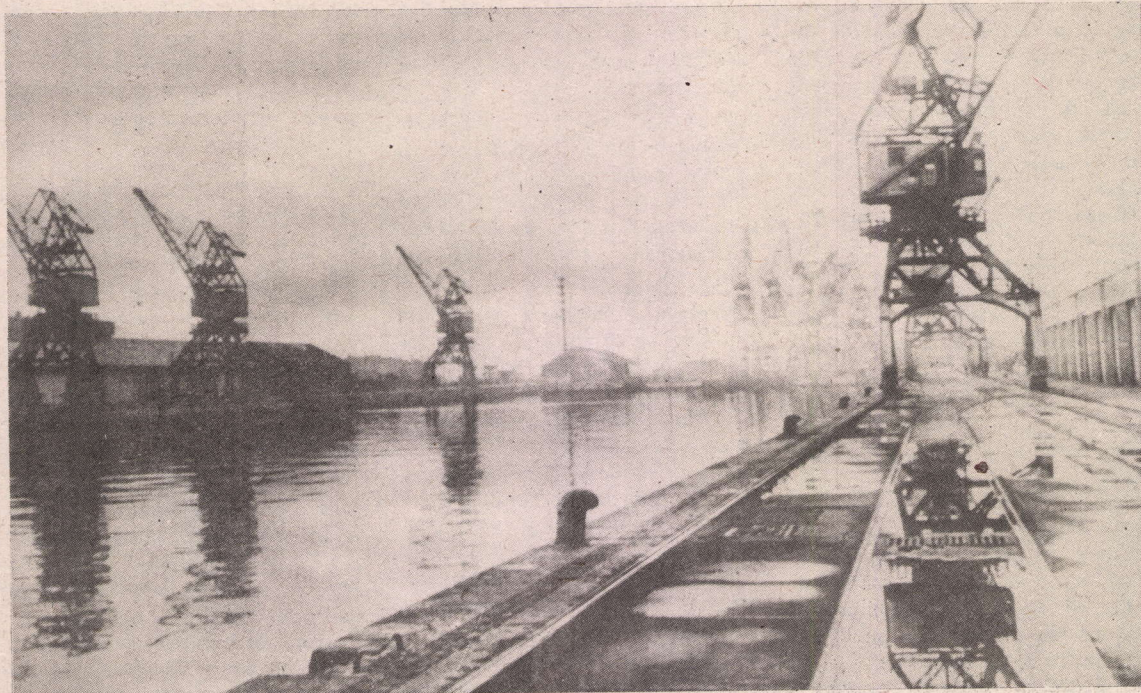
kers et Usinor. Or, Usinor essaie par tous les moyens de privatiser une partie du port, en l'occurrence le quai minéralier, en embauchant elle-même son propre personnel pour décharger les navires.

C'est ainsi, que le jeudi 10 mars, la direction d'Usinor n'a pas commandé de dockers pour aider au déchargement d'un minéralier japonais. Les portiqueurs d'Usinor affiliés au syndicat des dockers ont cessé le travail. Le lendemain, l'assemblée générale des dockers décidait la grève. Mercredi 16 mars, plus de 2.000 dockers manifestaient à travers les rues de Dunkerque. Depuis lundi 21, ils occupent le port.

Il n'est pas surprenant qu'en cette période de crise, la direction d'Usinor tente de remettre en cause les avantages acquis aux dockers et si elle y parvenait, ce serait là une brèche ouverte qui permettrait à nombre de patrons d'obtenir aussi des concessions privées leur permettant de se passer d'une main-d'œuvre protégée actuellement par la convention portuaire.

Et c'est pourquoi le syndicat des dockers appelle à une grève nationale de 24 heures de l'ensemble de la profession pour le samedi 26 mars.

Correspondant L.O.



Le port de Dunkerque en grève.

(AFP)

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

ROUSSEL-UCLAF (Romainville)

On produit des médicaments, mais ce sont les travailleurs qui se font soigner !

A Roussel-Uclaf, premier groupe pharmaceutique de France, il y a un fossé entre l'image de marque que veut se donner la direction, « celle d'un groupe qui honore la science et l'industrie française en les mettant au service de l'Homme et de la nature » et la réalité au sein de l'entreprise.

Voici ce qu'en dit un ouvrier qui travaille dans un atelier particulièrement dangereux de l'usine de Romainville, le DCI (Développement Chimique Industriel) :

« Quelles sont les conditions de travail ?

— Un de nos principaux problèmes est le manque de personnel, surtout pour les équipes de soirée et de nuit. Il arrive qu'un camarade qui conditionne un produit dangereux, harnaché d'un scaphaire (véritable scaphandre), travaille seul dans un secteur désert de l'usine.

La production est lancée sans

que les installations pour isoler les produits et nous protéger aient été prévues. Nous servons de cobayes.

— Quels sont ces produits ?

— Actuellement nous travaillons sur la Décaméthéine et la S Bécyrthine, produits agressifs qui servent à la fabrication d'un insecticide ; et la plupart d'entre nous ont été touchés, même des chefs qui travaillent à distance. Cela se traduit par des irritations de la peau, provoquant de violentes démangeaisons qui nous font parfois passer des nuits blanches. Ces accidents sont tellement fréquents que dans l'atelier des tubes de pommade calmante circulent, mis à notre disposition par la direction qui ne recule devant aucun sacrifice ! A Roussel-Uclaf, on produit surtout des médicaments, mais ce sont ceux qui les fabriquent qu'il faut ensuite soigner. »

CRAM (Rouen)

Ça pue !

La semaine dernière, le sous-sol où sont entreposées les archives comptables et où travaillent une dizaine d'employés, a été infesté par des odeurs d'égouts. Les canalisations étant bouchées, les égouts ont tout simplement débordé. Inutile de décrire l'atmosphère viciée et insalubre qui pouvait y régner.

Le lendemain les canalisations étaient débouchées mais les odeurs subsistaient. Le CHS amena des membres de la direction sur les lieux et demanda l'évacuation du sous-sol. Mais la direction ne fit rien, se con-

tentant de dire « qu'effectivement ça ne sentait pas bon ».

Ce n'est qu'au bout de cinq jours qu'une décision fut prise : les délégués du CHS décidant de faire une déclaration de « danger imminent ». Une heure plus tard les employés quittaient le sous-sol, et les travaux commençaient.

Il aura donc fallu avertir l'inspection du travail pour que la direction réagisse. Maintenant, elle tente de se décharger, disant que cette situation n'a existé que par la faute du chef de section (le petit chef du groupe) qui n'aurait pas averti à temps...

CEM (Le Bourget)

Ce n'est pas le destin mais la loi du profit

Vendredi 12 mars, un travailleur du poste 1 a été trouvé blessé à la tête et sans connaissance. Transporté à l'hôpital, il est resté dans le coma toute la semaine et on ne sait toujours pas ce qui lui est arrivé.

Ainsi à la CEM, un camarade a pu être blessé gravement en plein jour sans que personne ne s'en aperçoive. Il travaillait seul, et isolé derrière une grosse machine, un malaise, un accident a pu arriver, il n'y avait personne pour porter des secours immédiats ou au moins pour donner l'alerte.

Pourtant l'usine était en pleine activité. Voilà un risque auquel on ne pense pas beaucoup mais qui existe cependant pour chacun d'entre nous dans les ateliers : mourir dans un coin de l'atelier, seul.

Une fois que le doubleur a passé les consignes, on peut rester sans aucun contact pendant des heures, sans que personne ne s'inquiète de nous. La production est organisée comme cela. C'est une production inhumaine.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - CEM Le Bourget.

SOFESA (St-Aubin-les-Elbeuf)

Notre santé avant son fric

L'usine Suffrene qui fabrique des meubles (fauteuils, sièges, divans...) utilise beaucoup de mousse et produits synthétiques. Le mardi 15 mars un incendie s'y est déclaré. Une épaisse fumée noire s'est dégagée et s'est répandue dans le quartier, atteignant entre autre l'usine Sofesa (fabrique de contacts électroniques). Face à l'envahissement de fumée, les ouvrières de la Sofesa avaient décidé de quitter

l'usine au plus vite de peur d'être intoxiquées. Le directeur s'interposait en hurlant suivant ses méthodes habituelles. Il interdisait aux ouvrières de quitter l'usine mais, juste avant, il avait téléphoné au fourgon pour qu'il vienne évacuer au plus vite l'argent de la paie vers la banque. Les pompiers sont intervenus et une sortie anticipée a tout de même eu lieu ; mais le fric était passé avant...

CHALAMPE (Haut-Rhin)

Pollueurs en liberté



Mais d'où peut bien venir la pollution à Chalampe ?

Depuis la fin du mois de février, des habitants de plus en plus nombreux de Chalampe, près de Mulhouse se plaignaient de la mauvaise odeur de l'eau. Après plusieurs relevés faits par la municipalité, les habitants apprirent que l'eau contenait du cyclohexanone et du cyclohexanol, qui peuvent attaquer le système digestif et le foie.

Ce n'est pas la première fois que le problème de la pollution se pose dans la région. D'après une enquête de la revue *Science et Vie* du mois de décembre, Chalampe serait la deuxième ville

de France au niveau de la pollution industrielle, puisque les industries chimiques de la région déversent allègrement chaque année 100.000 tonnes de rejets dans l'eau. Et quand les habitants se plaignent, on leur répond que de toute façon la situation locale est plus favorable que celle de la région parisienne.

Face à cette pollution et à tant de mépris pour les habitants certains d'entre eux ont constitué un comité de défense. Car la nouvelle affaire de Chalampe ne fait que confirmer que les industriels restent intouchables. Après avoir

dû se contenter de bouteilles d'eaux minérales à raison d'un litre par jour, les habitants de Chalampe maintenant reçoivent provisoirement l'eau d'une commune voisine grâce à un raccordement fait de tuyaux de pompiers qui s'allonge sur 600 mètres à même le sol à travers champs.

Mais pendant ce temps, les Rhône-Poulenc, Pec-Rhin et autres industriels chimiques de la région continuent à empocher de superbes bénéfices et à déverser leurs saletés polluantes sans être inquiétés.

CENTRE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (Paris-15°)

C'est la pagaille



La salle d'attente de la Caisse d'Allocations Familiales de la rue Viala. (UPI)

Actuellement, au Centre d'Allocations Familiales de la rue du Dessous-des-Berges (Paris 15°), chargé de la gestion des dossiers de l'Essonne, vingt mille lettres d'allocataires sont en souffrance. Ces lettres réclament, la plupart du temps, des mensualités non-payées, ou l'obtention d'une prestation.

Ce retard survient comme à chaque ouverture de nouvelles unités de gestion. De nouvelles méthodes de travail sont alors mises en place (recyclage du personnel, tâtonnement dans l'organisation du travail) et les dossiers disparaissent... on ne sait où.

Mais il n'y a pas que cela ; et en réalité, le retard est endémique à la CAF. Par exemple, les allocataires doivent adresser en début d'année des questionnaires des ressources, accompagnés de diverses attestations. Cela fait plusieurs millions d'imprimés qui doivent être traités en priorité, et pendant tout ce temps, le

courrier journalier s'accumule, car tous les employés, des manipulateurs aux techniciens, sont mobilisés.

Face au retard, la direction n'envisage qu'une solution : les heures supplémentaires, le travail le samedi, et tente ainsi de faire supporter par les employés son manque d'organisation.

Les syndicats, et beaucoup d'employés, réclament des effectifs supplémentaires. Et c'est vrai que le personnel devrait être largement suffisant pour pouvoir faire face à toutes les pointes de travail. Mais pour attaquer le problème à la racine, il faut simplifier une législation dont la complexité engendre une paperasse envahissante. Pour qu'un allocataire touche régulièrement ses prestations, il ne faut surtout pas qu'il déménage, qu'il se marie, etc. sinon le retard s'accumule, et il peut parfois attendre six mois pour être payé.

Ce retard est inadmissible, car

les allocations familiales font partie intégrante du budget de beaucoup de travailleurs. Aussi le problème à résoudre immédiatement est de résorber ce retard.

En 1973, des allocataires étaient venus manifester violemment aux guichets, et le ministre Edgar Faure avait bien trouvé le moyen de calmer leur mécontentement. Pendant plusieurs mois, le paiement « sans pièce » avait été instauré, c'est-à-dire que les paiements s'effectuaient même s'il manquait une attestation quelconque.

La direction, cette fois-ci, attend sans doute que les allocataires se rappellent de cette façon à son bon souvenir. Mais ceux-ci devraient rencontrer, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas, le soutien des employés de la CAF qui pour la résorption du retard et la simplification de la législation, ont les mêmes intérêts.

Les travailleurs occupent

Depuis le 15 mars, à Kœnugsmacker, près de Thionville, les travailleurs de Soloci, Soloni et Satram occupent leurs entreprises pour s'opposer à la mise en liquidation. Il s'agit de trois sociétés du groupe Evangelustu (construction métallique, menuiserie et montage). Cent cinquante travailleurs au total.

Il y a un an, Evangelustu prenait la direction des ateliers Soloci, se présentant comme le sauveur de cette entreprise malade. Cette reprise en main s'est

traduite par la remise en cause des avantages acquis : suppression du treizième mois, passage en double équipe, réduction d'horaire de 45 à 40 heures sans compensation. Pendant ce temps, la situation financière de l'entreprise ne cessait de se dégrader dans des combines et des transferts de fonds douteux. Les fournisseurs n'étaient plus payés.

Face à cela, les ouvriers s'organisent à l'initiative de la CFDT, commencent à bloquer la sortie des commandes, séquestrent le

patron dans son bureau pendant deux heures et demie pour obtenir des informations plus complètes. C'est alors qu'on apprend que la direction a déposé son bilan.

Le 7 mars, lorsque le tribunal de Thionville décide la liquidation des trois sociétés, les cent cinquante travailleurs menacés de licenciement, ouvriers, employés et cadres, sont présents et ils partent en manifestation dans les rues de Thionville. Ils rencontrent un bon accueil dans la popula-

tion.

Depuis, l'entreprise est occupée nuit et jour.

Les assemblées générales réunissent une centaine de personnes et la journée portes ouvertes organisée dimanche 21 mars a permis à toutes les familles des environs de venir manifester leur solidarité et de visiter toute l'entreprise, y compris le bureau du patron qui a coûté une trentaine de millions.

Correspondant LO.

AU CHR DE BESANÇON : LA SOLIDARITE A PAYE

Le laboratoire de bactériologie s'est mis en grève pendant cinq jours. Il réclamait la réintégration d'une employée temporaire qui a été licenciée avant la fin de son contrat, et surtout avant d'avoir pu effectuer les 1.000 heures de travail qui donnent droit aux indemnités de chômage.

Devant ce scandale, les camarades de Bactério ont réagi. Pendant cinq jours, ils se sont organisés, ils ont fait une campagne de pétition, de tracts, communiqué à la presse, diffusion en ville, etc. Un important mouvement de solidarité s'est créé.

Finalement, la direction a cédé et nous avons obtenu la réintégration de notre camarade, jusqu'à son départ pour la Haute-Volta, qui doit se faire dans quelques mois.

Voilà bel et bien une victoire pour nos camarades de Bactério, et voilà surtout un encouragement pour les luttes à venir.

PETITJEAN (Troyes)

Les CRS volent au secours du patron

C'est à 2 heures du matin, dans la nuit du dimanche au lundi 21, que les CRS ont expulsé les grévistes de l'usine Petitjean à Troyes. « S'il n'y avait pas eu les élections, on serait venu bien plus tôt », dirent-ils.

Mais l'intervention des CRS ne mit pas fin à une grève qui durait depuis dix jours.

Il faut dire qu'aux établissements Petitjean, une usine d'un millier de personnes qui fabrique des lampadaires pour l'éclairage public, la grève était jusque-là inconnue, même en 1968, époque où le patron bombardait de tracts

antigrévistes l'agglomération troyenne du haut de son avion personnel.

Cette entreprise est réputée sur la place de Troyes pour ses conditions de travail, les bas salaires, les heures supplémentaires obligatoires et les commandes anti-ouvriers de la CFT.

Les travailleurs, en majorité immigrés, doivent supporter un bruit infernal et des vapeurs d'acide. Les bleus sont percés au bout de quelques semaines et parfois moins, à cause des projections de soudure et d'acide.

C'est un avertissement reçu par

un délégué syndical CFDT qui a mis le feu aux poudres. La grève est partie de la Galvanisation, où le pourcentage d'immigrés marocains et maliens est le plus fort. Le racisme, le mépris, les humiliations quotidiennes, les bas salaires, les conditions de travail déplorables ont provoqué la grève.

Malgré l'intervention des CRS, il restait encore 250 grévistes déterminés à continuer. Mais la section syndicale CFDT récemment constituée et le syndicat CFDT de l'Aube n'étaient pas du tout chauds pour continuer. Dès le jeudi 17 mars, trois jours avant

l'intervention des CRS, ils parlaient de la « poursuite éventuelle de la grève » et n'exigeaient que l'ouverture des négociations.

Aussi, au lieu d'organiser la grève, les responsables de la CFDT s'employèrent à faire reprendre sans aucune garantie.

Il leur fallut deux jours pour démoraliser le dernier carré de 250 grévistes qui n'a repris le travail que le mardi matin, se sentant lâché par le syndicat, mais content aussi d'avoir fait grève et d'avoir montré au patron que, sans les CRS, il n'aurait pu reprendre son usine.

CLERMONT-FERRAND

Grève dans le bâtiment

Depuis le 9 mars les travailleurs du bâtiment de nombreuses entreprises clermontoises sont en grève, à la SOCAE, Lagorce, Brasi, Riffard, Chambon.

La revendication essentielle porte sur l'indemnité de panier à 14 F pour tous, quels que soient les déplacements par rapport à la ville.

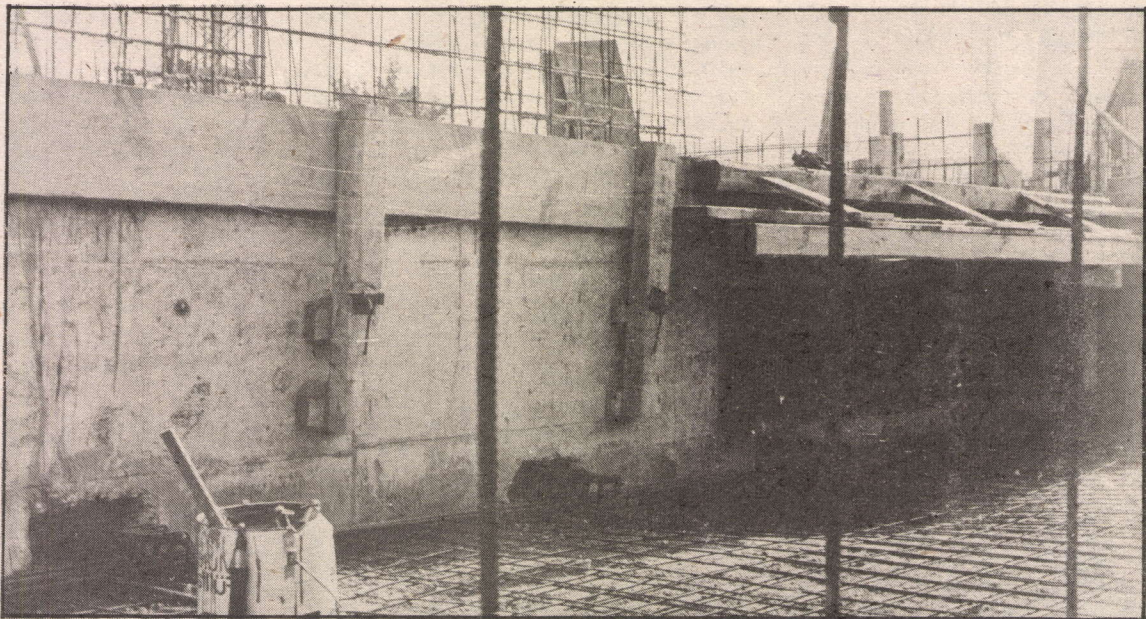
Plusieurs centaines de travailleurs ont donc manifesté en ville, devant l'Inspection du travail et de la main-d'œuvre et devant la préfecture. Parmi eux, une forte majorité d'immigrés.

D'autre part, la plus importante entreprise de plâtrerie et peinture, la maison David, vient d'an-

noncer des difficultés sérieuses de fonctionnement. En clair, cela veut dire des menaces de licenciement pour plus d'une centaine de personnes. Elles aussi viennent de se joindre à la lutte des autres travailleurs du bâtiment.

Quant aux syndicats, si la CFDT a soutenu le mouvement dès le début, il a fallu attendre lundi 21 mars pour voir la CGT se décider à appeler à... 24 heures de grève, alors que celle-ci a fait tache d'huile depuis près de quinze jours !

A l'heure où nous écrivons, sept cents ouvriers sont décidés à continuer leur grève.



PTT

Silence on tourne

Aux PTT, pour faire du « cinéma », l'administration s'y connaît.

Elle a fait venir, au centre de tri du PLM, toute une équipe de cinéastes (metteur en scène, caméraman, scénariste, actrice...) et a choisi quelques postiers comme figurants pour tourner un documentaire édifiant sur la sécurité.

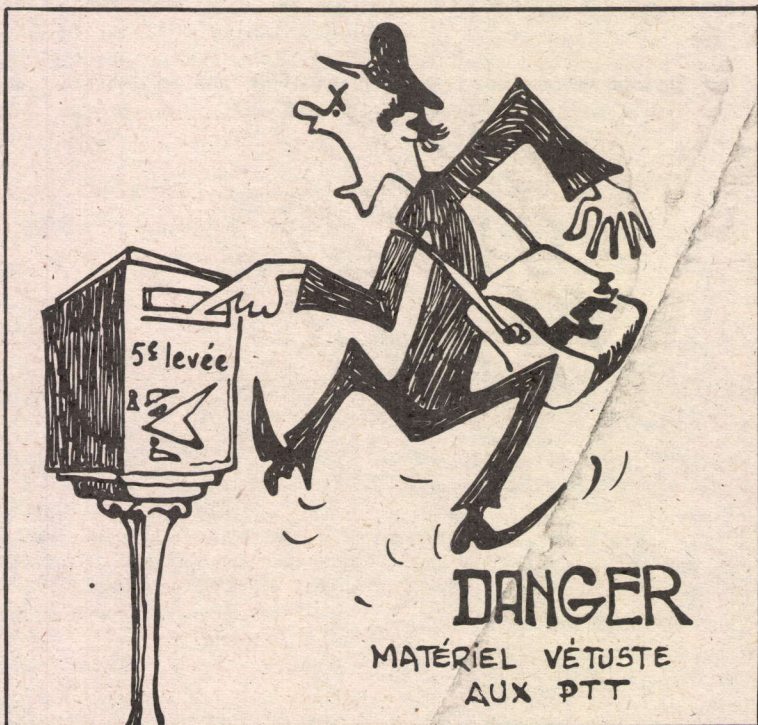
Sur ce film, on pourra voir des postiers se chamailler, une postière courir rejoindre son petit

ami, etc., tout cela se terminant par des accidents.

Car bien sûr, s'il y a des accidents aux PTT, ce n'est pas à cause de l'encombrement des locaux ou du matériel vétuste ; c'est à cause, prétend la direction, de l'irresponsabilité des agents, qu'elle prend, c'est manifeste, pour des gamins.

Vraiment, l'administration se fout du monde avec son cinéma.

Correspondant LO.



RECTIFICATIF

A propos d'un article sur la General Motors de Gennevilliers intitulé « La direction licencie les malades et les accidentés ! », paru dans le N° 445 de LO, il est dit que la direction GM justifie ces licenciements en s'appuyant sur un article de la convention collective de la métallurgie parisienne « obtenu à la suite d'un accord signé le 21 janvier 1976 entre le patronat parisien et les syndicats FO, CGC et CFT ».

En fait, il y a belle lurette que ces articles figurent à la convention collective.

Il s'agit de l'article 23 de l'Avenant ouvriers (modifié par l'avenant de mars 1963) et de l'article 18 de l'Avenant collaborateurs, modifié lui aussi par l'avenant du 25 mars 1963.

Comme on peut le constater, les patrons étaient depuis longtemps armés pour s'attaquer aux travailleurs en arrêt maladie. Et d'ailleurs, dans de nombreuses entreprises ils ne s'en sont guère privés depuis des années.

... Et quand les ouvriers grévistes sont condamnés

Le 26 novembre 1975, les cadres et agents de maîtrise de l'usine Paris-Rhône reprenaient l'usine occupée par les grévistes. A la suite de cette action, un chef d'atelier, qui prétend avoir eu un doigt cassé au cours de l'échauffourée, a porté plainte contre l'un des militants les plus actifs pendant la grève, maintenant licencié. Le 1^{er} juillet 1976, le tribunal correctionnel avait relaxé ce camarade. Mais Paris-Rhône ne put admettre que la justice ne lui donne pas raison.

Aussi le chef d'atelier a-t-il fait appel de cette décision. Comme le procureur de la République, lui, n'a pas fait appel, la cour d'appel avait à se prononcer uniquement sur les dommages et intérêts réclamés par le chef d'atelier et sur les prestations que la Sécurité sociale voulait récupérer.

Le mardi 15 mars 1977, la cour d'appel a rendu son verdict : entre 80 cadres armés de barres de fer et d'extincteurs, et une quinzaine d'ouvriers qui ne pou-

vaient qu'essayer de tenir le coup, le choix a été clair : le coupable est l'ouvrier.

La cour d'appel a condamné notre camarade à verser au chef d'atelier de Paris-Rhône les mille francs de dommages et intérêts qu'il réclamait et à rembourser à la Sécurité sociale 8 847,56 F. Avec les frais de justice, cela représente plus d'un million d'anciens francs.

Sans commentaires... mais la rage au cœur.

Correspondant LO

THOMSON-CSF
(Levallois)

Image de marque oblige

Suite à des travaux de démolition, sans que la direction en ait prévu les conséquences, le service Contrôle Métrologie a dû être déménagé du jour au lendemain. Il est hébergé depuis le mois dernier dans de vieux locaux non climatisés.

Résultat : près de 40 millions de matériel de mesure est inutilisable. Mais surtout cela risque de remettre en question l'agrément de l'Etat pour ce service contrôle. La plus grande partie du matériel que l'on fabrique est destiné à l'Etat. Et pour s'assurer les marchés et garantir à son client la qualité du matériel, la direction a fait homologuer sa Métrologie par un organisme d'Etat.

Elle s'est empressée de remettre en état un super contrôle, tout en sachant que ce service sera d'ici les vacances dans d'autres



locaux mieux adaptés. Des équipes d'ouvriers se relaient depuis quelques semaines pour installer une Métrologie nickel, qui ne servira que quelques mois : pose de cloisons, écoulement d'eau, électricité, climatisation, faux plafond, peinture, moquette.

La direction ne regarde pas à la dépense quand il s'agit de taper dans l'œil de ses clients, quand il s'agit de ses affaires. Quand on pense au baratin qu'elle nous sort quand c'est nos conditions de travail qu'il s'agit d'améliorer !

NEOGRAVURE
(Corbeil)

Au pas camarades !

« Dans le prolongement de l'accord du 2 février 1977, la section syndicale FFTL-CGT-FSM de Néogravure-Corbeil reconnaît la nécessité de l'autorité hiérarchique dont les décisions sont exécutoires.

En cas de litige, les délégués d'ateliers s'engagent à faire appel aux responsables de la section syndicale et à ne pas prendre d'initiative spontanée... »

Tel est l'étonnant communiqué signé par la direction et le délé-

gué syndical, le 25 février dernier.

Il a fait suite à un débrayage des rotativistes qui voulaient protester contre les pratiques de certains agents de maîtrise et qui avaient entraîné leurs délégués avec eux. La direction avait même tenté de sanctionner l'un d'eux.

La direction l'avoue : ce qu'elle craint, c'est la réaction « spon-

tanée » des travailleurs et des délégués du rang. Alors, elle a cherché des garanties auprès des responsables de la section syndicale contre des délégués du personnel trop liés aux travailleurs, à son goût. Et par ce communiqué, elle a de quoi être comblée. Les dirigeants syndicaux de la section syndicale de la Néogravure à Corbeil ne loupent pas une occasion de manifester leur politique de collaboration avec la direction.

CRAMP
(Paris-19^e)

Des méthodes de patron

Deux employés du self viennent d'être licenciées, à compter du 21 de ce mois. Pour quel motif ? Aucun ! Ces deux femmes ont été embauchées d'abord comme extras, en juillet dernier. Puis il leur fut proposé de rester. Elles étaient donc titulaires fin janvier. A la mi-février, elles recevaient une lettre de licenciement. Le Comité d'Entreprise invoque qu'il n'y a pas de poste

budgétaire pour les payer, mais il va, demain, rembaucher des extras.

Ce n'est pas la première fois que de tels faits se produisent au CE. Il y a quelques mois, un travailleur algérien de la cantine avait été licencié pour les mêmes raisons après neuf mois de présence.

Mais qui croyez-vous capable

de tels agissements ? Des syndicalistes...

Voilà où conduit la participation des syndicats à la gestion des œuvres sociales, à travers le CE. Des syndicalistes en arrivent à raisonner et à se comporter comme des patrons.

Cela est lamentable et scandaleux.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CRAMP-Paris 19^e.

LES OUVRIERS RECLAMENT LEUR PAIE, LE PATRON TIRE SUR EUX

A La Goutelle, petit village à une quarantaine de kilomètres de Clermont, une dizaine d'ouvriers d'une petite entreprise de travaux publics n'avaient pas touché leur salaire depuis plus d'un mois et demi.

Alors ils osèrent protester devant le domicile patronal pour réclamer leur dû.

Cela ne fut pas du tout apprécié par la famille du patron, dont le frère n'hésita pas à tirer à la carabine et à blesser l'un des ouvriers.

Le tireur a été laissé en liberté provisoire... Dans cette société, les patrons croient avoir tous les droits, même celui de tirer sur les travailleurs ! Il faut croire que les juges sont de leur avis.

ALSTHOM
(St-Ouen)

La direction condamnée

Il y a deux ans la section CFDT, animée par des militants maoïstes, avait intenté un procès à la direction et à plusieurs chefs d'atelier pour entraves au droit syndical, refus du chef du personnel de recevoir des délégués titulaires, sanctions contre des militants, mises à pied, avertissements, propos racistes, etc.

Le directeur de l'établissement, le directeur de fabrication, le chef du personnel et trois chefs d'atelier ont comparu devant le tribunal correctionnel de Bobigny en février dernier.

Devant les juges, ils ne furent pas brillants. Un directeur s'est fait rappeler à l'ordre par le juge, parce qu'il parlait les mains dans les poches. Décontenancé, le directeur s'est mis à s'embrouiller. Quinze travailleurs de l'Alsthom qui assistaient au procès ont bien rigolé de voir ceux qui à l'usine ont la parole facile et l'air arrogant se sentir tout

petits devant les juges.

Dans cette affaire, la CGT non seulement est restée en dehors, n'apportant aucun soutien aux militants CFDT, mais un de ses militants, membre de la commission exécutive de surcroît, a même été témoin pour la direction !

Le jugement vient d'être rendu. Le tribunal a condamné la société Alsthom à 5 000 F de dommages et intérêts, pour la CFDT. Le directeur de l'établissement a été condamné à une amende de 2 000 F. Le chef du personnel à 1 500 F. Le directeur de fabrication à 1 500 F et les trois chefs d'atelier à 1 000 F chacun.

A l'usine, le jugement a été abondamment commenté. Cela fait toujours plaisir de voir la direction et certains chefs, si prompts à sanctionner et à licencier, être condamnés. Cela d'autant plus que c'est rare.

Correspondant LO

La Baule :

ce n'est pas le patron que la faillite met sur le pavé

A La Baule, 60 travailleurs, essentiellement des femmes, de l'entreprise Gouteron qui fabrique des bateaux de plaisance, ont reçu leur préavis de licenciement.

En 1974, l'entreprise employait 150 personnes. Aujourd'hui, c'est le dépôt de bilan « faute aux charges salariales et aux trois semaines de grève d'une poignée de personnes qui n'ont pas pensé société » ! Ça, c'est ce que dit le patron. Et il exige, pendant les deux mois de préavis qui

sont travaillés et payés par des fonds publics (les ASSEDIC), que le rendement soit le même qu'avant. Sous peine de... licenciements ! Car il y a des commandes, et le patron veut les honorer pour sauver la bonne réputation de la marque. C'est qu'elle lui appartient et qu'il espère la revendre un bon prix.

Un patron de plus que la fermeture de son entreprise ne jettera pas à la rue.

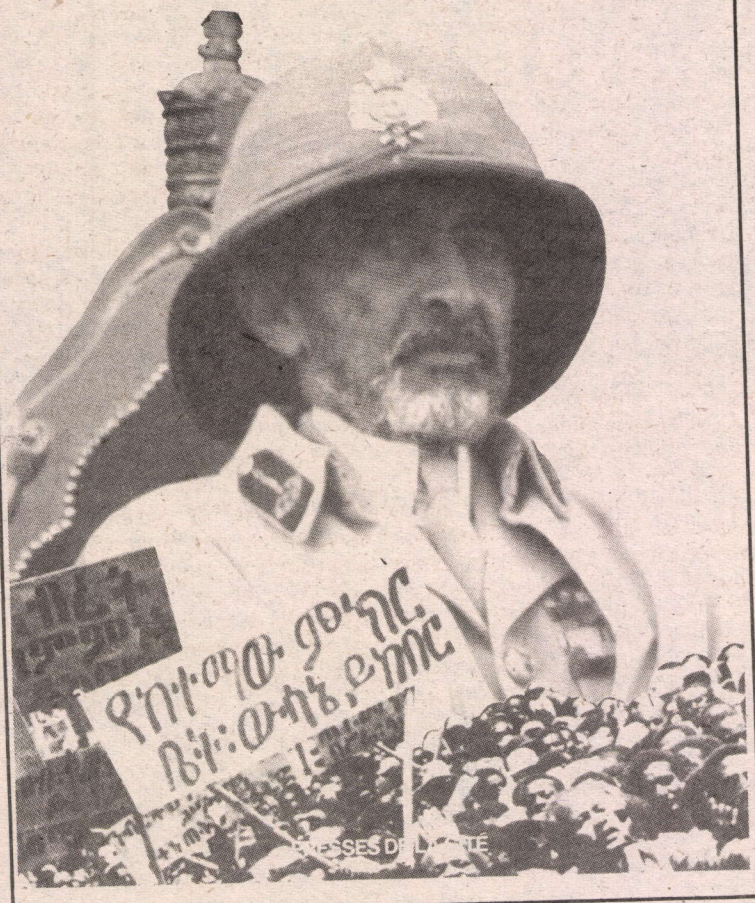
De quoi expliquer largement la colère des ouvriers.



LIURES - LIURES

Jean-Marie DAMBLAIN

LA TRAGÉDIE DU NÉGUS



La tragédie du Négus, le livre de Jean-Marie Damblain, vaut mieux que son titre. Car au travers de l'histoire des trois dernières années, c'est la tragédie de l'Ethiopie qui est évoquée. Pourtant l'auteur est favorable au Négus, à qui il prête la volonté de moderniser l'Ethiopie mais sans « toucher à l'âme profonde de son pays, car il sent confusément que ce serait la voie ouverte à l'anarchie et au chaos ».

Ce parti pris est sensible dans le livre, en particulier dans l'appréciation de l'Ethiopie actuelle, et cela rend suspect ses jugements. Pourtant, au-delà et en dépit de cette sympathie pour le vieil empereur réactionnaire, le livre apporte une masse d'informations sur l'Ethiopie et précise les circonstances de la chute du régime et celles de la crise actuelle.

C'est ainsi qu'il évoque comment, au départ de ce qui fut appelé la « révolution éthiopienne », il y a les conséquences catastrophiques de la famine de la province du Wolle, faisant suite à la sécheresse. L'auteur relate comment les dirigeants de la monarchie éthiopienne, qui considèrent la famine comme un régulateur de la population, cachèrent avec cynisme son existence pendant plusieurs mois à l'opinion publique mondiale.

Comment s'étonner alors qu'un certain nombre de militaires et

d'étudiants, formés souvent dans les universités européennes, aient voulu bouleverser un Etat archaïque comme celui de l'Ethiopie, où, comme le montre l'auteur, le Moyen Age se prolonge en plein vingtième siècle ? Les seigneurs féodaux règnent sur une population serve, à 90 % analphabète, dont le revenu annuel moyen ne dépasse pas soixante dollars par an. Le « Roi des rois », le Négus, qui couronnait l'édifice étatique, s'appuyait sur une armée de cinquante mille hommes, la plus puissante d'Afrique (mis à part l'Afrique du Sud), équipée par les Etats-Unis et dont les cadres étaient formés dans les écoles militaires américaines ou israéliennes.

C'est au sein de cette armée que s'organisèrent quelques dizaines de militaires, officiers subalternes ou sous-officiers, avec la volonté de transformer les structures figées de l'Ethiopie. Ils conservèrent d'abord le paravent de l'ancien Etat, Haile Selassie, le Négus. Puis ensuite ils se débarrasseront de la monarchie et feront tomber les têtes d'un certain nombre de ses hommes, hauts fonctionnaires, féodaux ou membres de l'état-major, au cours de massacres sanglants qui ont surpris et révolté l'opinion dans les pays occidentaux.

Jean-Marie Damblain nous montre ensuite l'incapacité de ce nouveau pouvoir, composé d'une minorité de militaires, à régler les problèmes du pays et comment finalement il n'a fait qu'aggraver la situation. A cinquante kilomètres d'Addis-Abeba, on ignore même que le régime a changé. Les féodaux sont entrés en rébellion dans plusieurs provinces et le pouvoir central ne contrôle qu'une toute petite par-

tie du territoire. En Erythrée, où même au temps d'Haile Selassie le pouvoir éthiopien n'arrivait pas à s'imposer, malgré la quasi-destruction d'Asmara et une occupation massive par l'armée, les militaires au pouvoir ne peuvent venir à bout de la rébellion.

Ce pouvoir, l'auteur nous le montre complètement isolé. Même les étudiants, qui lui étaient plutôt favorables au début, après avoir été envoyés dans les campagnes pour alphabétiser des paysans qui les reçurent la plupart du temps à coups de fourches, lui sont devenus dans leur majorité complètement hostiles. Et il faut dire que les militaires n'ont cherché en aucune façon à les associer au pouvoir — pas plus qu'aucune autre fraction de la population. Au contraire, puisque c'est avant tout pour se débarrasser des étudiants qu'ils les ont envoyés dans les campagnes.

La description se termine au moment où c'est le chaos quasi complet dans tout le pays. Aux problèmes déjà cités viennent s'ajouter les assassinats politiques quasi quotidiens à Addis-Abeba.

Ce livre est un bilan de ces trois dernières années. Il restitue également le problème dans le contexte international, celui de la rivalité entre l'URSS et les USA dans cette partie de l'Afrique.

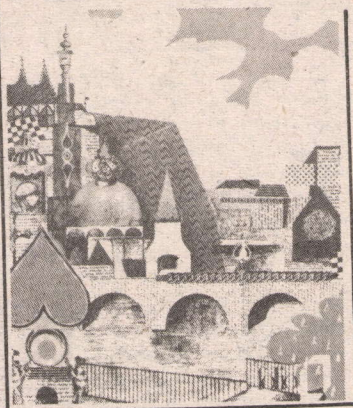
Les prises de position de l'auteur en faveur du Négus n'enlèvent pas à l'ouvrage son intérêt descriptif ni son incontestable utilité pour qui veut avoir une vue d'ensemble de la situation en Ethiopie.

Louis GUILBERT

La tragédie du Négus de Jean-Marie Damblain - Presses de la Cité - 32 F.

Elsa TRIOLET

LE MONUMENT



Ce roman — qui vient d'être réédité — a été écrit en 1957, après le XX^e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique. Mais rien ne justifie la réputation d'œuvre frondeuse, libérée du stalinisme, que le PCF voudrait bien lui faire aujourd'hui.

Certes, à l'époque de sa parution, le roman avait été accueilli assez froidement par la presse du PCF. Il n'a été traduit dans aucun pays d'Europe de l'Est — mise à part la Hongrie. En matière

d'antistalinisme, c'est peut-être là son seul titre de gloire, car on ne trouve, ni dans le sujet, ni dans les caractères des héros, ni dans le ton, le moindre brin de révolte contre le stalinisme. A l'époque où toute une génération de « compagnons de route » intellectuels du PCF, révoltés par les événements de Budapest, rompaient avec lui, Elsa Triolet écrivait sur les rapports entre l'artiste et le parti, l'artiste et son œuvre, et encore, pour ne les aborder que de la façon la plus académique et stalinienne qui soit.

Le roman a pour cadre un pays de démocratie populaire. Son hé-

ros est un artiste-bureaucrate, ex-ministre de la Culture, auquel un ami, le secrétaire général du PC, commande un énorme monument à Staline. Et le sculpteur, déchiré entre sa formation artistique dite bourgeoise et son désir d'« édifier les masses », par un monument qui soi-disant leur parle, va rater son œuvre, échouer... et se suicider.

Mais le drame n'accroche pas. Les personnages sont conventionnels et le problème de la liberté artistique, dans ce roman, se résume à cette question : « Peut-on concilier l'art individuel avec les besoins, les demandes

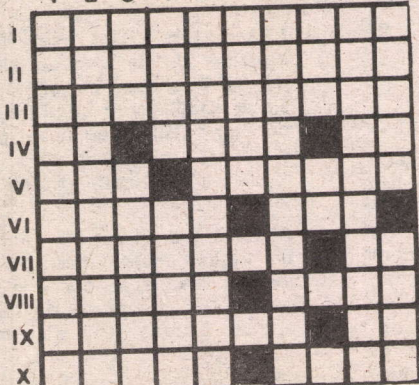
du parti en matière d'art ? ». C'est visiblement la seule question qui préoccupe Elsa Triolet. Et c'est bien significatif qu'elle ait choisi comme symbole de création dite artistique l'élaboration d'un monument à la gloire de Staline.

Discuter de la réelle liberté de création, de ce que pourrait être l'art dans une société vraiment socialiste, c'est plus que n'en pouvait faire un écrivain, membre du PCF, qui, aux côtés d'Aragon, a accepté tous les revirements — sinon applaudi à tous les crimes — de son parti.

Jacques LENOIR

MOTS CROISES

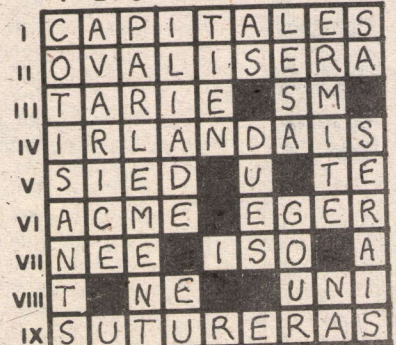
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10



HORIZONTALEMENT. — I. Elles sont à l'origine de bien des gaspillages. — II. Quand un appareil l'est, il évite bien des fatigues. — III. Appareil à chaînes. — IV. Dans un tour - D'un auxiliaire - Préfixe qui double. — V. Le temps des vacances - File. — VI. Dans les Ardennes - C'est une forme d'énergie. — VII. Courtoisie - Démonstratif. — VIII. Travail de commerçant - Mélodie germanique. — IX. Il est donc mort - Négation. — X. Ça fait bien des feux de cheminée - Paysage.

VERTICALEMENT. — 1. Elles permettent de se sucrer. — 2. Vivement. — 3. Rend le sol glissant - Révélé. — 4. Prières - Téléphone. — 5. Tenancière. — 6. Etendit. — 7. Ville des Etats-Unis (deux mots). — 8. Résidu - Quand on l'est deux fois, c'est une forme de sénilité. — 9. Rougissant. — 10. Succession - Opinion.

1 2 3 4 5 6 7 8 9



THEATRE THEATRE

LE MARIAGE DE FIGARO

à la Comédie Française



La Comédie Française vient de reprendre, dans une mise en scène nouvelle, le *Mariage de Figaro*.

La pièce date de 1784 et Beaumarchais, son auteur, eut les plus grandes difficultés à la faire représenter. Quelques années avant la Révolution française, elle annonçait déjà un grand bouleversement dans les conditions sociales.

Le véritable héros n'est pas le maître, mais le valet, celui qui donne son nom à la pièce, Figaro. Le valet va défendre contre le Comte, son maître, sa promesse, Suzanne, alors que le Comte entend bien jouir de ses faveurs avant la noce, usant de ce qu'il y a bien peu de temps, était son privilège vis-à-vis des femmes

vivant sur ses terres.

Mais le Comte va se heurter à une véritable coalition : Figaro, bien sûr, mais aussi sa propre femme, qu'il délaisse, et Suzanne, la fiancée de Figaro, qui a de l'esprit à revendre. Le comte devra se rendre de bonne grâce et consentir au mariage sans avoir, contre son attente, obtenu les faveurs de Suzanne.

La grande originalité du *Mariage* est la liberté de ton qui y règne : entre le Comte et Figaro, il y a des rapports de maître à serviteur, certes, mais aussi des rapports de camaraderie, presque, entre deux hommes qui ont été complices dans leur jeunesse. Le Comte est attiré par la liberté d'esprit, l'insolence joyeuse de son valet, et il ne joue au

maître que de temps en temps. Figaro sait jusqu'où il peut aller, mais en recule sans cesse les bornes. De même il règne entre les femmes des rapports de complicité affectueuse. Elles sont maîtresse et servante, noble et femme du peuple, certes. Mais elles sont aussi et peut-être d'abord des alliées face au caprice, au bon plaisir de leurs seigneurs et maîtres. La servante courtisée et la femme délaissée s'unissent pour faire échec au caprice du grand seigneur.

Les personnages débordent de leur rôle social. Figaro est bien plus qu'un valet. Enfant trouvé, aventurier, il a fait un peu tous les métiers, ce qui lui permet d'attaquer avec verve la société dans laquelle il vit. Bien que

l'action soit censée se passer en Espagne, il s'agit de l'atmosphère étouffante de la monarchie absolue sur son déclin, avec sa corruption, ses privilèges, son absence totale de liberté.

Ce sont ces aspects-là que la représentation de la Comédie Française met en valeur. La mise-en-scène, les décors sont dépouillés, au détriment de l'aspect divertissement élégant, aristocratique, du *Mariage*. Le côté comique de tous les personnages est estompé, au bénéfice de ce qu'ils représentent en profondeur. C'est ainsi que Marceline, personnage de duègne amoureuse que l'on pourrait facilement charger, se fait applaudir par la salle en prononçant une véritable profession de foi féministe : « *Traitées*

en mineures pour nos biens, punies en majeures pour nos fautes ». Quant au monologue de Figaro, où le personnage prend tout son relief en revivant son passé, en s'interrogeant sur son avenir, sur le sens de son existence, lors d'une crise sentimentale, il passe remarquablement la rampe. A. Pralon sur le devant de la scène, isolé dans la lumière du projecteur, sur une scène pratiquement vide, prend la salle à témoin, à partie. C'est un moment de grand théâtre.

La mise-en-scène, le jeu des acteurs font que cette pièce antérieure à la Révolution française frappe par sa fraîcheur, sa verve, son pouvoir de dénonciation toujours actuel.

Solange DUPUY

TELE TELE TELE TEL

SELECTION

Samedi 26 mars

ANTENNE 2 - 17 h 10 - Des animaux et des hommes. Un sujet de d'actualité : le massacre des bœufs phoques.

FR3 - 20 h - *Thalassa*, le magazine de la mer propose une émission sur le Centre Océanologique de Bretagne. La recherche est-elle payante ? Avec la participation de chimistes, biologistes, etc.

FR3 - 20 h 30 - Théâtre : *Les oiseaux de lune* de Marcel Aymé. Une comédie fantastique dans le cadre d'une « boîte à bachot ».

Dimanche 27 mars

ANTENNE 2 - 11 h 22 - Concert : *Le deuxième concerto pour violon* de Bela Bartok, par l'orchestre national.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : les chevaux d'Amérique.

TF1 - 20 h 30 - Film : *Ho !* de Robert Enrico, avec Jean-Paul Belmondo. D'après le roman policier de José Giovanni.

FR3 - 20 h 30 - *L'Homme en question*. Cette semaine, Anne Gaillard, une journaliste qui, chaque matin, anime sur France Inter une émission prenant

la défense des consommateurs.

FR3 - 22 h 30 - Film : *Obsessions* de Julien Duvivier, avec Charles Boyer et Barbara Stanwyck. Les rêves et les obsessions de trois personnages.

Lundi 28 mars

TF1 - 20 h 30 - Film : Dans la série « *L'Avenir du Futur* », *Krakatoa*, à l'est de Java de Kowalski, qui sera suivi d'un débat sur les catastrophes naturelles.

FR3 - 20 h 30 - Film : *Moi j'en ai voulu des sous* de Jean Yanne, avec Jean Yanne, Bernard Blier, etc. Une comédie méprisante dont le héros est un individualiste débrouillard et arriviste.

ANTENNE 2 - 21 h 55 - L'art visionnaire. Deuxième émission de Michel Random, intitulée *Aussi loin que la vision porte* et qui présente des peintres modernes.

Mardi 29 mars

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran auront pour thème *Petites boutiques et grandes surfaces* et le débat sera introduit par un film

d'André Cayatte : *Au bonheur des dames*, avec Michel Simon, Albert Préjean, etc. Ce film est tiré du roman d'Emile Zola du même nom, qui entend dépeindre la concentration du commerce, en France, sous le Second Empire.

Mercredi 30 mars

FR3 - 20 h 30 - *Choc en retour* de Robert Stevens, avec Peter Finch et Susan Hayward. Un film policier.

ANTENNE 2 - 23 h - Jazz : *Hommage à Jelly Roll Morton*. Une émission réalisée par Jean-Christophe Averty.

Jeudi 31 mars

ANTENNE 2 - 15 h - Film : *Vautrin* de Pierre Billon, avec Michel Simon et Madeleine Sologne. Le scénario a été réalisé par Pierre Benoît d'après le roman de Balzac. Un ancien bagnard veut se venger de la société...

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Le grand échiquier, de Jacques

Chancel. Intitulée *Deux comédiens dans le siècle*, cette émission a pour invités Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud.

FR3 - 20 h 30 - Film : *Le secret* de Robert Enrico, avec Jean-Louis Trintignant et Marlène Jobert. Un film policier.

TF1 - 20 h - Spécial Actualités. Après les élections municipales, dont on connaît le résultat, Valéry Giscard d'Estaing s'entretient pendant quarante-cinq minutes avec des journalistes sur les problèmes de la politique étrangère de la France (I).

Vendredi 1^{er} avril

FR3 - 21 h 30 - Les grandes batailles du passé : *Le siège de La Rochelle, en 1627*. Un siège réalisé par les armées de Louis XIII et qui dura plus d'un an, pour soumettre les chefs de la religion protestante.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film : *La petite marchande d'allumettes*, d'après le conte d'Andersen, et *Une partie de campagne*, d'après Guy de Maupassant. Deux courts métrages réalisés par Jean Renoir.

NETWORK

de Sydney LUMET

● C'est une satire féroce de la télévision américaine que Sydney Lumet a réalisé avec son dernier film **Network**.

Howard Beale, après avoir été pendant des années un présentateur « vedette » des informations de la chaîne UBS — une chaîne imaginaire mais qui ressemble à s'y méprendre aux grandes chaînes nationales américaines — voit sa cote de popularité et l'indice d'écoute de son journal tomber au plus bas. Cela lui vaut le licenciement. Poussé par le désespoir, le présentateur fait aux téléspectateurs des adieux singuliers : il annonce publiquement, pour la semaine suivante, son suicide en direct. Et le lendemain, il part dans des déclarations extravagantes, proclame que c'est « la connerie » qui régit le monde et qu'en particulier, à la télévision, il n'a dit que des « conneries » depuis vingt ans.

Parmi tout le beau monde du studio et surtout les dirigeants de la grande chaîne, c'est d'abord la stupeur, la fureur. Le scandale est immense. Mais il se révèle aussi qu'il est payant. Le langage inaccoutumé a eu un effet choc sur les téléspectateurs. Des milliers d'appels téléphoniques et de télégrammes arrivent à la chaîne UBS pour féliciter Howard Beale. Une jeune réalisatrice aux dents longues, déjà spécialisée dans les « séries » à sensation, saute sur l'occasion, propose de transformer Beale en nouveau prophète rédempteur de l'information télévisée. Et voilà ce demi-fou demi-illuminé à nouveau vedette. Chaque jour il fait son numéro de dénonciation de tous les vices et bassesses de la société. Les indices d'écoute de la chaîne remontent, et battent tous les records.



L'histoire peut paraître extravagante. Mais ce qu'elle dénonce est cependant bien réel. C'est vrai qu'aux USA les grandes chaînes de télévision sont aux seules mains de groupes financiers qui exploitent, renforcent et même modèlent le goût d'un certain public pour le sensationnel, voire pour le morbide. Plus il y a de sang, de crimes, de frissons sur le petit écran, plus celui-ci est paraît-il regardé. Et c'est une course effrénée, entre les chaînes, pour atteindre les meilleurs indices d'écoute. Ceux-ci, calculés quotidiennement, sont de la plus haute importance : ils servent de base aux évaluations des tarifs publicitaires dont pour l'essentiel les grandes chaînes vivent. Selon l'indice d'écoute, le tarif du spot publicitaire peut atteindre les cent mille, deux cent

mille... dollars la minute. La course aux dollars explique bien des choses.

C'est contre cette télévision-là, enchaînée aux intérêts capitalistes, que Sydney Lumet part en guerre. Il déclare par la voix de son prédicateur — fou ou sage ? — Howard Beale : « La télévision peut faire ou défaire un président, pape et Premier ministre. C'est la force la plus terrifiante de ce monde sans dieu.

Pourtant vous lui obéissez. Pour vous habiller, pour manger, pour élever vos enfants. Même pour penser. Alors, fermez vos postes tout de suite et ne les rallumez plus ». Sydney Lumet reprend un thème cher depuis 1968 à la jeunesse radicalisée : « Ouvrez les yeux, fermez la télé ».

La dénonciation de la télévision commerciale — et, au-delà, du

monde des trusts et des monopoles — est féroce. Et elle porte, car le film est très bien fait. Mais cette dénonciation est assombrie par un pessimisme social assez profond. Finalement, pour Lumet, tout semble « récupérable » par le système : et les préjugés les plus bas des téléspectateurs, et leur révolte contre ceux-ci.

Cela dit, le film est à voir. Indéniablement, sa dénonciation d'un monde corrompu par la course au profit fait mouche. Et si ce monde n'est pas tout à fait celui que nous connaissons en France — où la télévision reste un monopole d'Etat mais accueille la publicité et par conséquent est, elle aussi, très sensible à l'indice d'écoute — il lui ressemble comme deux gouttes d'eau.

Paul SOREL.

NOUA

d'Abdelaziz TOLBI

● 1954, dans un douar algérien à Ain El Berda. L'oppression du régime colonial passe par toute une couche de potentats locaux algériens, dont la férocité ajoute les pires humiliations à la misère de la population. Tous ces caïds, ces aghas, ces notables ou autres gardes champêtres qui se sont acharnés contre un petit peuple de déshérités, furent autant les instruments de l'oppression coloniale que l'armée chargée de les défendre.

C'est à coups de bâtons ou de cravache qu'on faisait avancer les villageois au travail dans les champs. C'est à coups de matraque qu'ils étaient expulsés de leurs gourbis lorsqu'ils ne pouvaient payer les impôts ou les amendes que leur infligeait l'administration coloniale pour un oui ou un non, pour une chèvre qui a brouté le champ du caïd ou pour un chien qui n'était pas tenu en laisse. C'est de lourdes peines de prison pour la simple dénonciation d'un des nombreux auxiliaires arabes de l'administration. C'est le vol de la maigre terre du paysan au profit du potentat local « ami des Français » et qui veut abso-



lument ajouter 4 hectares aux 700 qu'il possède déjà. C'est encore l'enrôlement « libre » des plus solides jeunes hommes, qu'on enverra faire la guerre en Indochine. C'est la maladie et c'est la faim permanente, le dénuement du gourbi et les haillons que l'on porte sur le dos.

L'intérêt du film réside avant tout dans l'évocation des dures conditions de vie du peuple algérien, mais il tient aussi dans l'espoir qui le traverse.

Et il faut bien le dire, c'est avec un sentiment de libération que le spectateur assiste aux premières révoltes — violentes — des paysans algériens, après avoir vu les scènes de ce que leur faisaient subir leurs oppresseurs.

Ce film n'est pas le premier sur la question, bien qu'il ait fallu attendre de nombreuses années après l'indépendance pour avoir des témoignages cinématographiques sur la lutte du peuple

algérien. Mais dira-t-on jamais assez ce qu'elle fut, sur quoi s'est appuyée la colonisation française, quelles horreurs elle a suscitées et permises, et finalement sur quelle formidable révolte elle a débouché ?

Le film d'Abdelaziz Tolbi est simple et direct. Il est tourné avec les habitants du douar, en noir et blanc. Mais c'est tout de même un grand film malgré ses petits moyens.

Louis GUILBERT

sélection

FILMS RECENTS :

NETWORK : Une satire féroce de la télévision américaine.

Capri 2° - Paramount Marivaux 2° - Boul'Mich 5° - Publicis Saint-Germain 6° - Publicis Elysées 8° - Paramount Gobelins 13° - Paramount Montparnasse 14° - Convention St-Charles 15° - Passy 16°.

NOUA : La naissance de la révolte du peuple algérien dans l'Algérie de 1954.

Studio de la Harpe 5° - Jean Renoir 9°.

LE JUGE FAYARD DIT « LE SHERIFF » : Un réquisitoire contre la justice.

Danton 6° - Normandie 8° - Paramount Opéra 9° - Daumesnil 12° - Grand Pavois 15° - Métro 19°.

LE PRETE-NOM : Les ravages du maccarthysme dans les milieux intellectuels américains.

Saint-Germain Village 5° - Marbeuf 8°.

DERSOU OUZALA : Dans la taïga russe au début du siècle, les aventures et l'amitié d'un officier explorateur et d'un chasseur.

Paramount Marivaux 2° - Templiers 3° - Studio Alpha 5° - Arlequin 6° - Paramount Elysées 8° - Trois Murat 16°.

1900 (2° époque) : La montée et la fin du fascisme en Italie.

Templiers 3°.

BARRY LYNDON : Les aventures d'un arriviste dans l'Europe aristocratique du XVIII^e siècle.

Impérial 2° - Studio Cujas 5° - Colisée 8° - Diderot 12° - PLM Saint-Jacques 14°.

GIACOMO MATTEOTTI : L'assassinat d'un député socialiste par les nerfs de Mussolini.

14-Juillet 11°.

PAIN ET CHOCOLAT : Un immigré italien en Suisse. Humour et réalisme.

Bretagne 6° - Danton 6° - Luxembourg 6° - Biarritz 8° - Caméo 9° - Mistral 14° - Trois Murat 16° - Tourelles 20°.

LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN : Une petite fille contre les adultes. Un bon suspense.

Luxembourg 6° - Montparnasse 83 6° - Biarritz 8°.

FILMS ANCIENS :

LE JUGE ET L'ASSASSIN : Le fou meurtrier et le juge arriviste.

André-Bazin 13°.

JOUR DE FETE : Les aventures comiques d'un facteur de village un jour de fête.

Paramount Marivaux 2° - Paramount Odéon 6° - Paris 8° - Paramount Galaxie 13° - Paramount Montparnasse 14° - Paramount Maillot 17°.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU : Un joyeux luron perturbe un asile psychiatrique et met à nu les absurdités du système.

Action La Fayette 9° - Chalet-Victoria 1^{er}.

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX : Un marathon de la danse durant la grande crise aux USA.

Saint-André-des-Arts 6° - Dominique 7°.

BANANAS : Woody Allen en guérillero sud-américain.

Cinéma des Champs-Élysées 8°.

Les Travailleurs gardent la confiance... de la bourgeoisie

La motion de censure déposée contre le gouvernement travailliste par Margaret Thatcher, leader de l'opposition conservatrice, a finalement été repoussée par la Chambre des Communes. Mais c'était de justesse, à vingt-quatre voix près. Et le fait que Callaghan ait fait sortir de leur lit et conduire aux urnes, en ambulance, cinq députés travaillistes malades, illustre combien la partie fut rude. Il faut dire que l'enjeu était d'importance : si la motion de censure passait, c'était la dissolution de la Chambre des Communes, des élections générales anticipées et, probablement, le retour à la direction des affaires politiques du Parti Conservateur.

Dans l'immédiat, le danger pour Callaghan est écarté. Mais tous les problèmes demeurent. Car en quelque trois ans, le Parti Travailliste s'est usé jusqu'à la corde, au pouvoir.

La droite conservatrice passe à l'offensive. Comme le prouve le dépôt de la motion de censure, elle semble prête à acculer le gouvernement travailliste, si ce n'est à se démettre à son profit, du moins à se soumettre et à adopter, face à la crise, une politique plus musclée... contre les masses laborieuses. Du côté des travailleurs, le mécontentement s'approfondit. La crise se fait de plus en plus lourdement sentir. En 1976, les denrées alimentaires ont augmenté de 20 % et l'inflation continue, à un rythme accéléré. Le chômage s'accroît : le pays compte désormais un million et demi de sans-emploi. Et, en valeur relative, les salaires baissent. La complicité entre les dirigeants syndicaux, le Parti Travailliste et les milieux industriels a déjà valu aux travailleurs britanniques deux « contrats sociaux », qui sont des machines de guerre contre eux. Le

premier limitait à 10 % par an les augmentations de salaires ; le second à 4,5 % par an. On ignore encore le pourcentage qui sera retenu pour la signature du troisième contrat du genre, qui doit être conclu en juillet prochain. Mais d'ores et déjà, les luttes des métallurgistes de la « Leyland », celles maintenant des dockers prouvent que la classe ouvrière anglaise n'est pas prête à tout accepter et que sa confiance dans les Travaillistes est des plus limitée.

Alors, pour tenir, le gouvernement travailliste est contraint aux expédients, au racolage des voix des petites formations des Communes, des Unionistes irlandais, des Libéraux — il s'est même acquis le soutien d'Enoch Powell, réactionnaire et raciste notoire.

Les concessions accordées en contre-partie assureront-elles à Callaghan la conservation du pouvoir ? Ce n'est pas dit. Pour



James Callaghan, Premier ministre britannique et chef de file du Parti Travailliste.

un temps, les Conservateurs respecteront peut-être la trêve. Ils ont quelques raisons à cela : certains représentants du monde industriel ont cyniquement avoué faire dans l'immédiat plus confiance aux Travaillistes qu'aux Tories pour imposer aux travailleurs des « contrats sociaux » draconiens.

Cela dit, le coup de grâce risque de tomber sous peu. Viendra-t-il d'une nouvelle offensive des Conservateurs au Parlement, ou viendra-t-il des usines et de

la révolte ouvrière ? La question reste ouverte. Mais les grèves qui se multiplient montrent que la classe ouvrière anglaise supporte de plus en plus mal la politique d'austérité. Elle la conteste déjà aujourd'hui de la part des Callaghan. Elle la contestera encore plus violemment demain, si elle est menée par les Conservateurs. Ce n'est peut-être qu'à cela que les Travaillistes doivent encore d'être au gouvernement.

Michelle VERDIER

Les dockers donnent un avertissement aux syndicats

Lundi 21 mars, la plupart des grands ports britanniques sont restés inactifs. En effet 20 000 dockers participaient à une grève sauvage de 24 heures contre les menaces qui pèsent sur l'emploi dans la plupart des docks, et aussi contre la politique de blocage des salaires à un moment où le coût de la vie a considérablement augmenté.

Pendant ce temps, les dockers de Preston, près de Londres, qui sont menacés de licenciement collectif, occupaient

le siège national du Syndicat Général des Travailleurs des Transports, auquel est affiliée la profession. Après cinq heures d'occupation, ils ont pu dire de vive voix au secrétaire général de leur syndicat, Jack Jones, ce qu'ils pensent de sa politique d'inaction, et exiger que le syndicat prenne l'offensive en lançant un mot d'ordre de grève nationale.

Bien sûr, Jones a refusé tout net. Car lui, comme les autres dirigeants syndicaux anglais, est

bien décidé à ne pas déclencher contre la crise d'action susceptible de gêner le gouvernement. A un moment où le gouvernement travailliste commence à subir l'usure du pouvoir — et cela avec d'autant plus d'acuité que les difficultés rencontrées par l'économie anglaise sont plus graves — les bureaucrates syndicaux resserrent les rangs autour d'un gouvernement dont la position est de plus en plus menacée.

En même temps, les dirigeants syndicaux annoncent avec for-

ce que, si les Conservateurs venaient à l'emporter, ils auraient à faire face à une montée des luttes revendicatives. Mais cela, c'est pour demain ! Aujourd'hui, tant que le gouvernement Callaghan est encore en place, l'appareil syndical pèse de tout son poids pour faire accepter aux ouvriers la diminution des salaires réels et l'augmentation du chômage. Et cette politique ne peut que les amener à s'opposer aux travailleurs.

Dans ce contexte, la grève sauvage des dockers prend une cer-

taine importance, car elle donne la mesure de la colère qui peut régner au sein de la classe ouvrière anglaise face à l'aggravation des conditions d'existence. Elle constitue donc un sérieux avertissement pour les dirigeants réformistes. Mais en même temps, en se passant ouvertement de l'appui des bureaucrates, les dockers montrent la voie que peuvent et doivent prendre les travailleurs anglais, s'ils ne veulent pas faire les frais de la crise.

François ROULEAU

TRAMONI, la mort d'un homme de main

Nous ne faisons pas partie de ceux qui pleurent la mort de Tramoni. Cet homme de main de la Régie avait, le 25 février 1972, assassiné d'une balle en plein cœur un jeune ouvrier révolutionnaire de 23 ans, Pierre Overney, devant les grilles de la Régie Renault. A l'époque, ce crime avait soulevé un coin du voile qui recouvre l'existence des milices patronales. Car dans de nombreuses entreprises le patronat, pour faire régner son ordre, pour imposer sa « paix sociale », a recours à des individus comme Tramoni.

Ces hommes de main qui sont employés à lutter contre les syndicats, à imposer des cadences et parfois à briser des grèves, ne manient certes pas tous le revolver comme Tramoni. Ils ne sont pas tous aussi sensibles de la gâchette, mais leur utilisation par les patrons est

une forme de violence contre les travailleurs.

Bien entendu, lorsque ces hommes de main comparaissent devant la justice, ce qui est rare, les affaires étant souvent étouffées, les magistrats font preuve d'une bien plus grande mansuétude à leur égard qu'envers les travailleurs ou les militants de gauche ou d'extrême-gauche. Ainsi Tramoni, lors de son procès, avait bénéficié de nombreux témoignages favorables : celui d'un général, celui d'un lieutenant-colonel, de deux capitaines et même du P-DG de la Régie Renault à l'époque, Dreyfus. Au cours de ce procès, la preuve avait pourtant été faite qu'il avait été embauché chez Renault pour une mission de répression, et non pour surveiller les vestiaires, comme il le prétendait. Et malgré ces faits irréfutables, malgré des photos prouvant que l'assassinat avait été perpétré de sang-

froid, la cour d'assises ne l'avait condamné qu'à quatre ans de prison. Qu'on imagine le procès d'un militant gauchiste accusé de meurtre d'un employeur ! La condamnation aurait été sans commune mesure.

La mort du militant maoïste Pierre Overney en 1972 avait soulevé émotion et colère. Des dizaines de milliers de travailleurs s'étaient retrouvés dans la rue le jour de son enterrement, la rage au cœur. Deux personnes n'ont pas oublié, n'ont pas pardonné, elles ont abattu Tramoni.

Cela dit, nous ne pensons pas qu'Overney soit aujourd'hui vengé. Pour nous, la seule vengeance qui soit juste et efficace, c'est la révolution sociale. C'est la prise de conscience de millions de travailleurs qui se mobilisent pour mettre hors d'état de nuire les Tramoni et empêcher le retour de pareils crimes.

P.V.



25 février 1972 : A la porte des usines Renault, Tramoni armé menace Pierre Overney, avant de tirer. Un crime qui avait soulevé un coin du voile qui recouvre l'existence des milices patronales.